



## Étude régionale comparative Législations sur la traite des personnes:

Burkina Faso, Mali, Maroc, Mauritanie,  
Niger, Sénégal, Tchad, Tunisie



République fédérale d'Allemagne  
Ministère des Affaires étrangères



Ministère de la Justice en  
République Islamique de Mauritanie

 **OIM**  
ONU MIGRATION



Etude réalisée dans le cadre du projet « *Comprendre et combattre la traite des personnes en Mauritanie – Phase 4* » financé par la République fédérale d'Allemagne et mis en œuvre par l'OIM Mauritanie.

Créée en 1951, l'Organisation internationale pour les migrations est l'organisation intergouvernementale chef de file dans le domaine de la migration. Elle est attachée au principe selon lequel des migrations qui s'effectuent en bon ordre et dans le respect de la dignité humaine sont bénéfiques aux migrants et à la société. Elle œuvre de concert avec ses partenaires de la communauté internationale pour aider à relever les défis opérationnels croissants de la migration, améliorer la compréhension des questions migratoires, encourager le développement économique et social par la migration et préserver le bien-être et les droits humains des migrants.

Les opinions et les analyses exprimées dans le présent ouvrage ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques officielles de l'Organisation Internationale pour le Migrations ou celles de ses Etats membres

Editeur :

Organisation Internationale pour les Migrations en Mauritanie,  
Lot 551 E Nord, Teveragh Zeina,  
Nouakchott  
Mauritanie (RIM)

Téléfax : +222 45 24 40 81

E-mail : [iomnouakchott@iom.int](mailto:iomnouakchott@iom.int)

Site web: [www.iom.int/mauritania](http://www.iom.int/mauritania)

Une étude d'Eric Panloup pour le Ministère de la Justice et l'OIM en Mauritanie, Septembre 2019



TABLE DES MATIERES	
<b>ACRONYMES</b>	<b>5</b>
<b>RESUME ANALYTIQUE</b>	<b>6</b>
<b>CONTEXTE</b>	<b>6</b>
<b>INTRODUCTION</b>	<b>9</b>
<b>I - DES DEFINITIONS D'INEGALE PORTEE JURIDIQUE</b>	<b>12</b>
<b>A - ELEMENTS CONSTITUTIFS DES DEFINITIONS SUR LA TRAITE</b>	<b>12</b>
1.1 DES INTITULES DE PORTEE INEGALE	12
1.2 DES DEFINITIONS GLOBALEMENT CONFORMES AU PROTOCOLE DE PALERME	14
<b>B – DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES</b>	<b>16</b>
1.3 LA CREATION DE CIRCONSTANCES DESTINEES A PROUVER L'ABSENCE DE CONSENTEMENT DE LA VICTIME	16
1.4 L'EXCEPTION LIEE A L'AGE DE LA VICTIME	17
<b>II - DES POURSUITES PENALES UNANIMEMENT RENFORCEES</b>	<b>19</b>
2.1 – DES PEINES CONFORMES AUX ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX	19
2.2 – DES PROCEDURES PENALES EXORBITANTES DU DROIT COMMUN	21
2.3 – UNE COOPERATION INTERNATIONALE NECESSAIRE	22
<b>III – L'ACCOMPAGNEMENT ET LA PROTECTION DES VICTIMES</b>	<b>24</b>
<b>A - LA PROTECTION DES VICTIMES</b>	<b>24</b>
3.1 – EXEMPTION DE PEINE POUR LES VICTIMES DE TRAITE	24
3.2 – LA PROTECTION DES VICTIMES DURANT LA PROCEDURE	24
3.3 – LA PROTECTION PHYSIQUE DES VICTIMES ET DES TEMOINS	25
3.4 – L'EXTENSION DES DISPOSITIFS DE PROTECTION	26
<b>B - L'ASSISTANCE AUX VICTIMES</b>	<b>27</b>
3.5 – L'ASSISTANCE PHYSIQUE ET PSYCHOLOGIQUE	28
3.6 – L'ACCES AU SEJOUR ET LE RESPECT DES DROITS DES VICTIMES	29
<b>IV – PREVENTION ET PARTENARIAT</b>	<b>31</b>
4.1 – LA PREVENTION AU CŒUR DE LA POLITIQUE PUBLIQUE	31
4.2 – UN PARTENARIAT NECESSAIREMENT COORDONNE	31
<b>V - RECOMMANDATIONS</b>	<b>34</b>
<b>VI – REFLEXIONS ENGAGEES EN MAURITANIE</b>	<b>36</b>
6.1 – ATELIER DE CONCERTATION NATIONAL PLURIDISCIPLINAIRE	36
6.2 – CONFERENCE REGIONALE	38
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>39</b>
	<b>40</b>

# ACRONYMES

<b>4 « P »</b>	Prévention, protection, poursuite, partenariat
<b>ANLTP/TIM</b>	Agence nationale de lutte contre la traite des personnes/trafic illicite de migrants
<b>CEDEAO</b>	Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest
<b>OIT</b>	Organisation internationale du Travail
<b>ONG</b>	Organisation non gouvernementale
<b>ONUDC</b>	Office des Nations unies contre la drogue et le crime

# RESUME ANALYTIQUE

## Contexte

La République Islamique de Mauritanie (ci-après « la Mauritanie ») dispose de la *Loi n° 25/2003 portant répression de la traite des personnes* adoptée pour mettre en conformité son droit interne avec les traités internationaux qu'elle a ratifiés. Cette volonté des autorités de lutter contre cette forme de criminalité peut être comparée positivement à celle de plusieurs pays de la sous-région qui ont décidé de modifier leur loi actuelle, d'impliquer les institutions dans le mécanisme de lutte, et de créer des mécanismes de coordination et d'orientation au niveau national afin de combler les vides juridiques existants.

En Mauritanie, les traités dûment ratifiés font partie du droit interne. L'article 80 de la Constitution dispose qu'ils ont une autorité supérieure à la loi dès lors que l'autre partie les applique. La Mauritanie ayant ratifié le Protocole additionnel à la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée du 15 novembre 2000, visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes en particulier des femmes et des enfants (« ci-après : le Protocole de Palerme »), il apparaît intéressant pour les autorités de pouvoir engager une réflexion sur la législation pour renforcer la lutte contre la criminalité transnationale organisée en général, et contre la traite des personnes dans sa composante internationale en particulier.

Il est apparu nécessaire d'effectuer une analyse comparative synthétique de 8 législations appliquées dans des pays du Maghreb et du Sahel, pour parvenir à intégrer un nouveau projet de loi sur la traite des personnes en Mauritanie dans un cadre régional cohérent et harmonisé, processus dans lequel les autorités burkinabés, maliennes et sénégalaises se sont aussi engagées récemment en préparant un projet de modification de leur loi sur la traite. Le Mali et le Sénégal ont rédigé une première version du projet de loi ; quant au Burkina les travaux devraient débuter fin 2019. Avant eux, le Niger en 2010 et la Tunisie en 2016 avaient entamé ce même processus d'adaptation de leur législation aux normes internationales.

L'analyse comparative des législations du Burkina Faso, du Mali, du Maroc, du Niger, du Sénégal, du Tchad, de la Tunisie et de la Mauritanie cherche à permettre aux autorités mauritaniennes d'entamer une revue visant à renforcer les dispositions législatives existantes.

Une législation sur la traite a été adoptée par l'ensemble des pays précités : selon les différentes thématiques abordées et selon les pays étudiés, l'état du droit positif en vigueur en matière de lutte contre la traite peut être complété.

Les différentes législations étudiées donnent un aperçu des instruments juridiques existants et des différentes notions abordées à travers les textes. Pourtant, ces textes sont loin d'avoir des objectifs identiques. Certains domaines font l'objet d'une réglementation pouvant être complétée, tandis que d'autres ne font l'objet d'aucun encadrement juridique, notamment parmi les dispositions procédurales, ou les mesures de protection ou d'assistance.

Un dialogue sur les potentielles modifications législatives permettrait de trouver un consensus pour avancer vers l'adoption en Mauritanie d'un projet de texte définitif sur lequel tous les acteurs de la lutte contre la traite des personnes auraient eu à se prononcer, pour *in fine* disposer d'une base juridique nationale pour agir.

L'objectif affiché de la présente analyse est de proposer un outil facilitant la réflexion, en évitant les écueils de l'accumulation de détails peu utiles à la compréhension de la loi, et en intégrant toutes les dimensions de la question. Cette analyse comparative vise à rappeler les objectifs incontournables à réaliser à travers une loi sur la traite des personnes, ainsi que les enjeux pratiques et les questions à traiter tout en procédant à l'analyse et à la comparaison des huit législations.

Une loi sur la lutte contre la traite des personnes est un outil juridique qui va fixer les lignes encadrant les dispositions pénales, les dispositions d'accompagnement et de protection des victimes, les dispositifs de prévention et les mécanismes de coopération et les partenariats tant nationaux qu'internationaux.

Toutefois, l'analyse montre que de tels objectifs sont traités différemment selon les Etats et que si certains aspects sont parfois omis, ils peuvent au contraire être traités très précisément par d'autres textes au travers d'une législation sectorielle réglementant exclusivement ce domaine. En effet, certains pays ont cherché à pallier les vides juridiques existants en mettant en place de nombreuses dispositions détaillées en matière de procédure pénale, de procédure de protection ou d'assistance ou encore en matière de coordination nationale.

Ainsi, il est indispensable de considérer la différence entre la traite des personnes et les différentes formes d'exploitation. En effet, parfois, des personnes peuvent être victimes de l'une des formes d'exploitation prévues dans la définition de la traite et prévues et réprimées par le code pénal, sans que pour autant, l'infraction de traite puisse être relevée, même si dans la pratique, il y a nécessairement des superpositions entre la traite et ces formes d'exploitation (dans l'esclavage par exemple l'infraction peut contenir les trois éléments – recrutement, contrainte et exploitation). Le crime de traite, tel qu'il est conçu dans le Protocole de Palerme, offre une protection plus étendue (détermination importante des contraintes et réponse centrée sur la victime). Ainsi, lors de l'engagement des poursuites, les juges seront appelés à décider s'ils retiennent la qualification d'esclavage ou de traite (laquelle inclut l'esclavage parmi les formes d'exploitation, dans la définition juridique internationale). Les magistrats doivent garder à l'esprit le fait que la loi sur la traite, rédigée dans le respect du Protocole, permettra de fournir aux victimes une protection plus étendue et des outils répressifs plus efficaces contre les auteurs.



En outre, la loi a également pour objectif de refléter les engagements internationaux du pays auxquels il doit se conformer. La loi spécifique ou partiellement dédiée à la traite, va devenir le texte privilégié pour transposer des obligations découlant des conventions internationales et régionales en matière de lutte contre la traite des personnes.

Il ressort de cette analyse qu'au travers des différentes lois, les législateurs ont cherché, dans leur immense majorité, à transposer ces obligations supranationales dans leur législation nationale. Toutefois, il est à relever que certaines obligations découlant du Protocole n'ont pas été reflétées dans plusieurs législations, en particulier les dispositions relatives à la protection et à l'accompagnement des victimes. Les recommandations finales pointent les obligations qui devraient être intégrées dans la loi, en accord avec le droit interne.

En Mauritanie, un atelier pluridisciplinaire organisé le 13 décembre 2018 à Nouakchott en collaboration avec le Ministère de la Justice mauritanien et animé par des magistrats, a confirmé l'importance de plusieurs de ces recommandations et apporté d'autres propositions, revêtant un consensus prometteur entre les acteurs institutionnels et la société civile mauritanienne.

# INTRODUCTION

La traite des personnes (ci-après « la traite ») est l'une des activités criminelles dont les profits sont les plus importants, en particulier pour les groupes criminels organisés. Elle impacte les populations sur tous les continents et se développe dans les pays dit de destination mais également dans les pays de transit et d'origine. Ce fléau couvre une réalité économique et sociale qui s'affranchit des frontières.

Des millions d'individus sont déplacés, soit d'un pays à un autre, soit à l'intérieur d'un même Etat, par des individus ou groupes d'individus qui tirent profit de l'exploitation de leur vulnérabilité.

Cette activité criminelle très lucrative représente, selon l'Organisation internationale du Travail (OIT),<sup>1</sup> 150 milliards US\$ dont les deux tiers, soit 99 milliards, proviennent de l'exploitation sexuelle, tandis que les 51 autres milliards résultent de la traite à des fins d'exploitation économique, y compris le travail domestique, le travail agricole et d'autres activités économiques.

Selon le « Rapport mondial sur la traite des personnes » de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDD) de 2016, en Afrique et au Moyen-Orient, les enfants constituent 62% des victimes.<sup>2</sup>

Point de convergence entre l'Afrique subsaharienne et l'Afrique du Nord, la Mauritanie est un pays d'immigration et de transit, ce qui laisse la possibilité que des réseaux de trafiquants d'êtres humains exploitent les populations les plus vulnérables. Dans un contexte de migration irrégulière vers les pays de Maghreb puis l'Europe, les régions minières aux frontières entre le Tchad et la Libye ou entre le Sénégal et le Mali voient se développer des formes d'exploitation multiples (travail forcé, prostitution par exemple) ; les régions côtières et les ports voient émerger la prostitution forcée parmi la population migrante, et la servitude domestique se maintenir dans les pays, touchant en particulier les jeunes filles et les femmes. Les Etats, face à ce constat ont souhaité mettre en œuvre de véritables politiques publiques visant à lutter contre la traite sur leur territoire mais également en facilitant pour certains la coopération en matière judiciaire et en coordonnant leurs actions.

Selon l'article 3 du Protocole additionnel à la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, de 2000, la traite est définie comme suit :

« (a) [...] **le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil** de personnes, par la menace de recours ou le recours à la force ou à d'autres formes de contrainte, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, ou par l'offre ou l'acceptation de paiements ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre **aux fins d'exploitation**. L'exploitation comprend, au minimum, l'exploitation de la prostitution d'autrui ou d'autres formes d'exploitation sexuelle, le travail ou les services forcés, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage, la servitude ou le prélèvement d'organes ; [...] (c) Le recrutement, le

<sup>1</sup> [www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS\\_243295/lang--fr/index.htm](http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_243295/lang--fr/index.htm).

<sup>2</sup> Résumé analytique du Rapport de 2014 en français : [https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/glotip/GLOTIP14\\_ExSum\\_french.pdf](https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/glotip/GLOTIP14_ExSum_french.pdf) ; Rapport complet en anglais : [www.unodc.org/unodc/en/data-and-analysis/glotip.html](http://www.unodc.org/unodc/en/data-and-analysis/glotip.html).

transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil **d'un enfant aux fins d'exploitation** sont considérés comme une "traite des personnes" **même s'ils ne font appel à aucun des moyens** énoncés à l'alinéa a) du présent article. »<sup>3</sup>

La traite des personnes est un phénomène souvent transnational. Aussi, la lutte contre la traite doit-elle passer par une coopération à l'échelle internationale. Pour ce faire, il est essentiel que la Mauritanie renforce sa législation sur la traite afin d'en définir tous les contours et de faciliter la coopération avec les Etats, en particulier dans la région du Sahel, avec les pays du Maghreb et plus globalement avec l'ensemble des pays de la CEDEAO.

La CEDEAO voisine a mis en place des instruments juridiques et politiques en matière de lutte contre la traite, en particulier : la Convention CEDEAO relative à l'entraide judiciaire en matière pénale ; la Convention CEDEAO sur l'extradition, et le Plan d'action conjoint 2006 de lutte contre la traite de la CEDEAO et de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale. La quasi-totalité des Etats de la région dispose d'une législation en matière de traite et mettent en place progressivement des politiques intégrées pour d'une part lutter contre les auteurs et d'autre part accompagner les victimes. Au Maghreb, également, les pays se sont dotés d'une législation pertinente qui prend sa source dans le Protocole de Palerme.

Les huit pays étudiés par la présente étude ont ratifié la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée ainsi que son Protocole additionnel sur la traite.<sup>4</sup> Les Etats membres ont également tous ratifié la Convention des Nations unies de 1989 relative aux droits de l'enfant (CDE). La Convention internationale des Nations unies de 1990 sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille a été ratifiée par le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Sénégal. Enfin, les Etats considérés ont ratifié la Convention des Nations unies de 1979 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), moyennant quelques réserves dans les cas de la Mauritanie et du Niger.<sup>5</sup>

<sup>3</sup> Voir texte complet : [www.ohchr.org/Documents/ProfessionalInterest/ProtocolTraffickingInPersons\\_fr.pdf](http://www.ohchr.org/Documents/ProfessionalInterest/ProtocolTraffickingInPersons_fr.pdf).

<sup>4</sup> Ratification du Protocole sur la traite : Burkina Faso le 15 mai 2002, Mali le 12 avril 2002, Maroc le 25 avril 2011, Mauritanie le 22 juillet 2005, Niger le 30 septembre 2004, Sénégal le 27 octobre 2003, Tchad le 18 août 2009, Tunisie le 14 juillet 2003.

<sup>5</sup> Mauritanie : « Ayant vu et examiné la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 18 décembre 1979, l'avons approuvée et l'approuvons-en toutes et chacune de ses parties non contraires à la Charia islamique et conformément à notre Constitution. » Retrait partiel de réserve : le 25 juillet 2014, le Gouvernement de la Mauritanie a informé le Secrétaire général qu'il retire partiellement sa réserve générale, formulée lors de l'adhésion, qui continue de s'appliquer à l'alinéa a) de l'article 13 et à l'article 16 de la Convention.

Niger : « Réserves : Article 2, alinéas (d) et (f). Le gouvernement de la République du Niger émet des réserves à l'égard des alinéas (d) et (f) de l'article 2 relatifs à la prise de mesures appropriées pour abroger toute coutume et pratique qui constituent une discrimination à l'endroit de la femme, en particulier en matière de succession. Article 5, alinéa (a) Le gouvernement de la République du Niger émet des réserves en ce qui concerne la modification des schémas et modèles de comportement socio-culturels de l'homme et de la femme. Article 15, paragraphe 4 : Le gouvernement de la République du Niger déclare qu'il ne pourrait être lié par les dispositions de ce paragraphe, notamment celles qui concernent le droit de la femme de choisir sa résidence et son domicile, que dans la mesure où cette disposition ne concerne que la femme célibataire. Article 16, paragraphe 1 (c), (e) et (g) Le gouvernement de la République du Niger émet des réserves relatives aux dispositions sus-indiquées de l'article 16, en particulier en ce qui concerne les mêmes droits et responsabilités au cours du mariage et lors de sa dissolution, les mêmes droits de décider librement et en toute connaissance de cause du nombre et de l'espace de naissance, le droit au choix du nom de famille. Le gouvernement de la République du Niger déclare que les dispositions des articles 2, alinéas d et f ; 5-a, 5-b ; 15-4 ; 16 1-c, 1-e, 1-g, relatives aux rapports familiaux ne peuvent faire l'objet d'application immédiate en ce qu'elles sont contraires aux coutumes et pratiques actuellement en vigueur, qui de par leur nature ne se modifient qu'au fil du temps et de l'évolution de la société, et ne sauraient, par conséquent, être abrogées d'autorité... ». Voir

[https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=IND&mtdsg\\_no=IV-8&chapter=4&lang=fr&clang=\\_fr#EndDec](https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=IND&mtdsg_no=IV-8&chapter=4&lang=fr&clang=_fr#EndDec).

L'étude comparative synthétique des législations montre les différences encore fortes existant dans la compréhension et l'appropriation de la lutte contre la traite des personnes et permet de mettre en lumière les bonnes pratiques mises en place.

Le déroulé de l'étude repose sur les grands principes énoncés à travers le Protocole de Palerme, à savoir la prévention, les poursuites à l'encontre des auteurs, la protection des victimes et le partenariat, habituellement appelés les 4 « P ». Ainsi, après avoir comparé les différentes définitions de la traite élaborées par les pays visés, seront analysées successivement les dispositions législatives en matière de poursuite pénale, de protection et d'assistance aux victimes, de prévention et de coopération, avant de proposer des recommandations fondées sur les bonnes pratiques retenues.

# I - DES DEFINITIONS D'INEGALE PORTEE JURIDIQUE

Au regard de l'article 3 du Protocole de Palerme, l'analyse des définitions contenues dans les différentes lois sur la lutte contre la traite des personnes (A), et leurs dispositions complémentaires (B), permet d'identifier les positions convergentes et divergentes prises par les pays étudiés et de définir les contours d'une définition adaptée au contexte mauritanien.

## A - Éléments constitutifs des définitions sur la traite

La lutte contre la traite est régie par le corpus juridique national des Etats qui s'inspire des dispositions juridiques contenues dans la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée et son Protocole additionnel sur la lutte contre la traite des personnes.

Chacun des Etats pris en considération dans le cadre de cette étude, a promulgué une loi relative à la lutte contre la traite. Au Tchad, la transposition de l'*Ordonnance présidentielle 006/18*, qui criminalise la traite des personnes, est très récente (juin 2018) et les dispositions relatives à cette infraction sont contenues dans le nouveau code pénal de 2017, aux articles 327 à 333. Certaines autres dispositions sont également prévues, qui seront évoquées ultérieurement.

### 1.1 Des intitulés de portée inégale

Avant même d'étudier le contenu des définitions relatives à la traite des personnes, il est à noter que certaines des législations étudiées intègrent la traite des personnes et « les pratiques assimilées » dans un même texte, ces « pratiques assimilées » étant souvent identifiées comme le trafic illicite de migrants et l'exploitation de la mendicité.

Ainsi, la *Loi n° 029-2008/AN portant lutte contre la traite des personnes et les pratiques assimilées* du Burkina Faso (ci-après « la loi burkinabè ») amalgame dans son chapitre premier la traite des personnes et les pratiques assimilées mais dans des sections différentes, alors que la *Loi n° 2012-023 du 12 juillet 2012 relative à la lutte contre la traite des personnes et les pratiques assimilées* du Mali (ci-après « la loi malienne ») va définir dans un même chapitre les trois infractions visées tout en définissant dans une seconde partie le régime des sanctions qui leur sont appliquées. Enfin, la *Loi n° 2005-06 du 10 mai 2005 relative à la lutte contre la traite des personnes et pratiques assimilées et à la protection des victimes* du Sénégal, (ci-après « la loi sénégalaise ») va définir la traite des personnes et la mendicité d'autrui dans un même chapitre puis définir le trafic illicite de migrants dans un chapitre différent.

Ce triple constat appelle plusieurs remarques. Tout d'abord, lors de la rédaction de la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée et de ses protocoles additionnels, les Etats parties ont fait le choix de s'entendre sur la rédaction de deux protocoles additionnels, l'un sur le trafic illicite de migrants par terre, air et mer et l'autre sur la traite des personnes. A l'époque, les rédacteurs ont souhaité souligner l'importance de ces deux notions, leurs spécificités dans le domaine de la lutte contre la criminalité transnationale organisée et leurs différences en termes d'infraction (envers les personnes pour la traite ; envers les Etats pour le trafic illicite de migrants), mais également en termes de responsabilité vis-à-vis des personnes victimes de la traite ou objet d'un trafic illicite. A ce titre les deux définitions ne doivent pas être associées au risque de créer parfois des raccourcis trop rapides et erronés entre les deux infractions ou créer la confusion dans l'esprit des acteurs en charge d'appliquer la loi. La Mauritanie dispose à ce titre de deux lois distinctes conformément à l'esprit des protocoles additionnels à la Convention.<sup>6</sup>

En outre, concernant l'exploitation de la mendicité d'autrui, la frontière avec la traite est très diffuse et d'interprétation subjective. En effet, l'exploitation de la mendicité d'autrui ne repose a priori sur aucune convention internationale et son acceptation comme infraction assimilée à la traite revient à considérer que l'exploitation de la mendicité est une forme de traite.

L'exploitation de la mendicité a été visée dans les différents textes pour pénaliser le recours à la mendicité des personnes vulnérables (personnes en situation de handicap, mineurs...), forme d'exploitation très présente dans les pays du Sahel et considérée comme une atteinte grave à la dignité des personnes en situation de mendicité.

Lors de la rédaction de la loi sur la traite, en revanche, les législateurs nigériens, marocains et tunisiens ont opté pour l'adoption d'une loi centrée exclusivement sur la traite des personnes et l'intégration de l'exploitation de la mendicité dans la définition sur la traite des personnes.<sup>7</sup>

Quant à la Mauritanie, dans l'intitulé de la *Loi n° 25/2003 du 17 juillet 2003 portant répression de la traite des personnes*, le législateur a explicitement traduit sa volonté de n'aborder dans la loi que le volet judiciaire visant à combattre les auteurs de l'infraction. Cette décision implique de facto une transcription du Protocole de Palerme dans le droit interne qui est centrée sur les poursuites, risquant d'occulter les autres aspects (4 « P »). En effet les volets protection, prévention et partenariat ne sont pas inclus dans la loi, pouvant sembler contraire à l'approche intégrée de la lutte contre la traite prônée dans les enceintes internationales.

<sup>6</sup> *Loi n° 2010-021 du 10 février 2010 relative à la lutte contre le trafic illicite de migrants*, [http://carim-south.eu/carim/public/legaltexts/LE3MAU1507\\_1285.pdf](http://carim-south.eu/carim/public/legaltexts/LE3MAU1507_1285.pdf), et *Loi n° 025-2003 portant répression de la traite des personnes* (Mauritanie), <https://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/ELECTRONIC/65094/113865/F-1222953954/MRT-65094.pdf>.

<sup>7</sup> *Ordonnance n° 2010-86 du 16 décembre 2010 relative à la lutte contre la traite des personnes* (Niger), <https://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/ELECTRONIC/102322/123633/F-1439136033/NER-102322.pdf> ; *Loi n° 27-14 relative à la lutte contre la traite des êtres humains* (Maroc), <https://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/ELECTRONIC/103357/125489/F1582466313/MAR-103357.pdf> ; *Loi organique n° 2016-61 du 03 août 2016 relative à la prévention et la lutte contre la traite des personnes* (Tunisie), <https://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/ELECTRONIC/106675/130969/F-1285480397/TUN-106675.pdf>.

Le Burkina Faso, le Mali et le Sénégal ont opté pour une modification de leur législation pour se doter de deux lois distinctes, réprimant pour l'une la traite des personnes et pour l'autre le trafic illicite de migrants, dans le cadre de la révision de la loi de ces pays.

## 1.2 Des définitions globalement conformes au Protocole de Palerme

Considérant la définition de la traite au sens strict, il est nécessaire de respecter les trois éléments qui constituent l'élément matériel de l'infraction. Les Etats lors de la rédaction du Protocole ont déterminé qu'il fallait un acte préparatoire (recrutement, transport, transfert, accueil ou hébergement), l'emploi de moyens (contrainte, abus de vulnérabilité, fausse promesse...) et un but défini par la forme d'exploitation utilisée. Dans les définitions, telles qu'elles ont été rédigées par les législateurs des huit Etats considérés, le triptyque « Acte – Moyens – But » est respecté pour matérialiser l'infraction. En revanche plusieurs distinctions importantes sont à relever.

En effet, si la définition de la traite inscrite à l'article 1 de la loi burkinabè est en totale conformité avec la définition prévue à l'article 3 du Protocole de Palerme, il n'en va pas de même avec les définitions prévues par les autres pays étudiés.

### Acte

Ainsi, pour l'ensemble des pays étudiés, l'élément matériel de l'incrimination de traite des êtres humains reste constitué par le fait de recruter, transporter, transférer, en vue d'une exploitation. Cependant, la loi mauritanienne ne prévoit cependant pas l'hébergement ou encore l'accueil d'une personne. Cette omission peut rendre impossible les poursuites à l'encontre d'une personne dès lors que celle-ci hébergerait une personne en vue de l'exploiter sans avoir eu recours aux autres possibilités d'actions identifiées dans la définition internationale.

A titre d'exemple, même si la loi tchadienne a été adoptée très récemment, l'action de recrutement, transfert, hébergement ou accueil est prévue et réprimée à l'article 330 du code pénal. Par ailleurs, la définition malienne prévoit l'action « à l'intérieur ou à l'extérieur d'un pays », renforçant par cette affirmation le caractère transnational ou national de la traite.<sup>8</sup>

En outre, seul le texte d'incrimination tunisien exige que l'auteur commette l'un de ces actes pour mettre la victime à la disposition soit d'un tiers (la connaissance de son identité n'est pas exigée), soit à sa propre disposition. Cette précision est d'importance car elle permet de poursuivre les intermédiaires notamment et l'exploitation à des fins personnelle si les lois sénégalaise, malienne, mauritanienne, tunisienne ou le code pénal tchadien n'élargissent pas le champ des actions pouvant être accomplies pour matérialiser l'infraction, le code pénal marocain pour sa part, dans son article 448.1, multiplie les possibilités en ajoutant le fait d'« entraîner [une personne ... ou ... ] de servir

<sup>8</sup> Article 1, Loi n° 2012-023 du 12 juillet 2012 relative à la lutte contre la traite des personnes et les pratiques assimilées (Mali), <https://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/MONOGRAPH/96582/114157/F341290574/MLI-96582.pdf>.

*d'intermédiaire* ».<sup>9</sup> Dans les faits, il pourra être compliqué de définir les différences entre les notions de « recrutement » et « d'entraînement ». En outre, dans les affaires de traite, dès lors qu'une personne participe de près ou de loin à la commission de l'un des actes énoncés, elle est passible de poursuite pénale. Il appartiendra à l'autorité judiciaire de démontrer le rôle de chacun, qu'il soit intermédiaire ou non.

### Moyens

Le recours à des moyens en vue de l'exploitation est unanimement repris dans les huit législations, selon les mêmes critères (recours à la violence, à la tromperie, menaces, contraintes, situation de vulnérabilité...), à l'exception toutefois du code pénal marocain qui dans son article 448.1 prévoit en plus les situations de « *besoin ou de précarité* ». Là encore, le souci de précision formulé par le législateur peut compliquer la tâche des magistrats qui peuvent avoir des difficultés à distinguer une situation de vulnérabilité d'une situation de besoin ou de précarité, ces deux dernières étant incluses dans les situations de vulnérabilité. Par ailleurs « le besoin » n'est pas explicitement défini et peut s'avérer difficile à matérialiser, pouvant recouvrir plusieurs domaines (affectif, social, économique...). Pour sa part le législateur tchadien a considéré le recours à des moyens comme une circonstance aggravante, doublant la peine encourue. Ainsi l'article 331 du code pénal prévoit que « *Les peines prévues aux articles 327, 328, 329 et 330 ci-dessus sont doublées a) en cas de menaces, recours à la force ou à d'autres formes de contrainte, enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou de mise à profit d'une situation de vulnérabilité ou d'exploitation* ». La définition ainsi rédigée élargit le champ d'action du magistrat mais peut rendre complexe voire impossible la détermination du consentement de la victime qui sera abordée plus loin.

### But

Les principales modifications, au regard de la définition prévue par l'article 3 du Protocole de Palerme, résident dans la modification de la liste des formes d'exploitation incriminées. Ainsi, aux infractions d'exploitation de la prostitution d'autrui, ou autres formes d'exploitation sexuelle, de travail ou services forcés, d'esclavage ou pratiques analogues à l'esclavage, de servitude ou de prélèvement d'organes, ont été ajoutées de nouvelles infractions d'exploitation telles que l'exploitation de la mendicité au Niger, en Tunisie ou au Maroc. Egalement, concernant les mineurs, le code pénal du Mali (*Loi n° 01-079 du 20 août 2001*)<sup>10</sup> complète les dispositions prévues dans la loi sur la traite et interdit l'incitation à la mendicité, le détournement de mineur, le viol, les attouchements sur mineurs, la pédophilie et le trafic d'enfants (articles 183, 225, 226, 227, 228, 240, 241).

Les législateurs tunisiens et marocains ont opté pour étendre le prélèvement d'organes aux tissus humains, voire aux cellules, gamètes ou gènes (Tunisie). Cette extension va plus loin que la définition contenue dans le Protocole

<sup>9</sup> Transposé dans le code pénal marocain par la *Loi n° 27-14 relative à la lutte contre la traite des êtres humains*.

<sup>10</sup> <https://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/ELECTRONIC/64577/73899/F1148099431/MLI-64577.pdf>.



de Palerme et la Résolution 71/322 adoptée le 08 septembre 2017 par l'Assemblée générale des Nations unies,<sup>11</sup> qui se limite explicitement au prélèvement d'organes et la traite et « *prie instamment les Etats Membres de prévenir et de combattre la traite des personnes à des fins de prélèvement d'organes et le trafic d'organes humains, conformément aux obligations que leur imposent le droit international et national, et de faire respecter le principe de responsabilité par des mesures visant à prévenir le prélèvement d'organes ou leur implantation sans autorisation ainsi que leur vente, leur courtage et leur achat illicites ou toute autre transaction illicite concernant les organes humains et la traite des personnes à des fins de prélèvement d'organes, et, conformément à la législation nationale applicable, à enquêter sur ces faits, à en poursuivre les auteurs et à les punir* » sans pour autant réprimer le trafic de cellules ou de tissus humains.

Par ailleurs, la législation mauritanienne sur la traite n'intègre pas le recours à l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage, ayant fait le choix de dédier une loi spécifique à cette infraction.<sup>12</sup> A titre d'exemple, comme outil complémentaire de lutte contre la traite, la Constitution du Burkina Faso du 11 juin 1991 pénalise l'esclavage, les pratiques assimilées à l'esclavage, les traitements inhumains, cruels et dégradants, la torture physique et morale, les abus et mauvais traitements sur les enfants et toutes les formes d'indignité humaine.

Les formes d'exploitation prévues dans la définition ne sont pas limitativement déterminées par le Protocole de Palerme. Ainsi, au regard du nombre relativement important de mariages d'enfants ou mariages forcés dans les pays étudiés, cette infraction pourrait faire partie des formes d'exploitation permettant d'incriminer des faits de traite, comme cela est prévu, concernant le deuxième cas, dans la loi tunisienne.

## B – Dispositions complémentaires

Conformément au Protocole de Palerme, les différentes lois étudiées intègrent les spécificités liées au consentement des victimes ainsi qu'à la minorité des victimes.

### 1.3 La création de circonstances destinées à prouver l'absence de consentement de la victime

En vertu du droit international, la traite, pour être constituée, doit avoir été commise en l'absence de consentement de la victime adulte. Ainsi les lois reconnaissent comme actes supprimant le consentement, en application de la définition du Protocole de Palerme (article 3, alinéa a), l'enlèvement, la fraude, la tromperie, l'abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité ou encore l'offre ou l'acceptation de paiements ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre aux fins d'exploitation.<sup>13</sup>

<sup>11</sup> Résolution 71/322 : Adoption de mesures efficaces et renforcement et promotion de la coopération internationale concernant le don et la transplantation d'organes pour prévenir et combattre la traite des personnes à des fins de prélèvement d'organes et de trafic d'organes humains, [https://www.edqm.eu/sites/default/files/who\\_res71-322\\_f-septembre2017.pdf](https://www.edqm.eu/sites/default/files/who_res71-322_f-septembre2017.pdf).

<sup>12</sup> Loi n° 2015-031 du 10 septembre 2015 portant incrimination de l'esclavage et réprimant les pratiques esclavagistes (Mauritanie), <http://www.coursupreme.mr/fr/docs/loi%20esclavage%201%20fr.pdf>.

<sup>13</sup> Protocole de Palerme, [www.ohchr.org/Documents/ProfessionalInterest/ProtocolTraffickingInPersons\\_fr.pdf](http://www.ohchr.org/Documents/ProfessionalInterest/ProtocolTraffickingInPersons_fr.pdf)

Considérer le consentement indifférent « *lorsque l'un quelconque des moyens énoncés à l'alinéa a) a été utilisé* »,<sup>14</sup> quand bien même un consentement aurait été donné, a pour but de protéger la société sans tenir compte des intérêts individuels : le droit pénal y est donc attaché.

Les législateurs ont préféré inclure dans la définition de la traite des circonstances permettant de caractériser cette absence de consentement tels que l'emploi de menace, de contrainte, de violence ou de manœuvre dolosive exercée à l'encontre de la victime, l'abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité.

Certains législateurs ont défini la notion de la vulnérabilité (Mali, Maroc, Niger, Sénégal, Tunisie), considérant la victime comme par exemple « *une personne particulièrement vulnérable en raison de son état de grossesse, de son âge avancé ou de son état de santé ayant entraîné une déficience physique ou psychique* »<sup>15</sup> (pouvant inclure la vulnérabilité affective ou économique tel que cela est précisé dans la loi marocaine). Il est en effet particulièrement important de définir la notion de vulnérabilité pour en définir son abus, ce qui pourrait être précisé dans la loi mauritanienne.

Enfin, la dernière circonstance, également alternative, consiste en l'échange ou l'octroi d'une rémunération ou de tout autre avantage ou d'une promesse de rémunération ou d'avantage. Les différents législateurs l'ont introduite dans leur loi respective, dans le seul but de garantir la répression des trafiquants. Cette circonstance est toujours vérifiée pour démontrer la culpabilité des auteurs ; ainsi, la seule preuve d'une rémunération, d'un avantage ou d'une promesse faite en ce sens permettra aux juridictions de matérialiser les faits et poursuivre le ou les auteurs.

#### 1.4 L'exception liée à l'âge de la victime

Sont inclus dans les lois des pays étudiés, des articles portant sur l'incrimination de la traite dès lors qu'elle s'opère à l'encontre d'un enfant de moins de 18 ans. En effet, l'article 3 de la loi mauritanienne, l'article 2 de la loi burkinabè ou encore l'article 1 de la loi sénégalaise prévoient que « *l'infraction est constituée lorsque le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil concerne un mineur, même si aucun des moyens énumérés à l'alinéa précédent n'est utilisé* »<sup>16</sup>.

Tout comme l'absence de consentement, la spécificité liée à la minorité ne rencontre pas d'opposition de la part des législateurs. Il convient cependant de relever que le Tchad a abordé les formes d'exploitation sexuelle de manière différente, traitant de l'exploitation de la prostitution et de la minorité dans des articles différents du code pénal (articles 335 et 336 pour l'exploitation de la prostitution et article 362 pour la pornographie infantile). La

<sup>14</sup> Article 3b, Protocol de Palerme.

<sup>15</sup> Article 2, *Loi n° 2005-06 du 10 mai 2005 relative à la lutte contre la traite des personnes et pratiques assimilées et à la protection des victimes* (Sénégal), <https://www.refworld.org/pdfid/57c404714.pdf>.

<sup>16</sup> Article 1, loi sénégalaise. Voir aussi : *Loi n° 029-2008/AN du 15 mai 2008 portant lutte contre la traite des personnes et les pratiques assimilées* (Burkina Faso), <https://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/ELECTRONIC/79122/84952/F1942473436/BFA-79122.pdf>, et *Loi n° 025/2003 du 17 juillet 2003 portant répression de la traite des personnes* (Mauritanie), <https://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/ELECTRONIC/65094/113865/F-1222953954/MRT-65094.pdf>.

prostitution de mineurs est considérée à l'article 336 du code pénal comme une circonstance aggravante de l'infraction de proxénétisme. L'ensemble des articles relevant de la traite des personnes et du proxénétisme font partie du même titre 5 « *des atteintes à la liberté et à la dignité de la personne* »<sup>17</sup> laissant penser que le législateur considère les infractions visées comme faisant partie de la même catégorie infractionnelle liée à la traite.

---

<sup>17</sup> *Loi n° 001/PR/2017 du 8 mai 2017 portant Code pénal (Tchad)*, <https://www.droit-afrique.com/uploads/Tchad-Code-penal-2017.pdf>.

## II - DES POURSUITES PENALES UNANIMEMENT RENFORCEES

Au paragraphe 1 de son article 5, le Protocole de Palerme invite les Etats parties à adopter « *les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale aux actes énoncés à l'article 3 du présent Protocole, lorsqu'ils ont été commis intentionnellement.* »

### 2.1 – Des peines conformes aux engagements internationaux

Les huit législations étudiées pénalisent l'infraction de traite des personnes dans les conditions prescrites par le Protocole, soit explicitement comme un crime, puni de travaux forcés de 5 à 10 ans (articles 4 et 5 de la loi mauritanienne) ou de 5 à 10 ans de réclusion criminelle (article 7 de la loi malienne), soit comme une infraction punie d'une peine d'emprisonnement de 5 à 10 ans, (article 10 de la loi nigérienne, article 1 de la loi sénégalaise, article 448.2 du code pénal marocain) ou d'une peine d'emprisonnement de 10 ans (article 8 de la loi tunisienne). Là encore, bien que les incriminations soient précisées à travers différents articles, les peines encourues pour les infractions liées à la traite vont de 5 à 10 ans d'emprisonnement. Seule l'infraction de proxénétisme, qui pourrait être assimilée à la traite dans sa rédaction à l'article 335 du code pénal tchadien, prévoit des peines très largement inférieures aux peines encourues dans les autres pays (article 335, 6 mois à 2 ans d'emprisonnement).

En revanche, l'ensemble des pays a prévu une amende cumulative à la peine d'emprisonnement, à l'encontre des auteurs.

Les législations nationales aggravent l'infraction de traite lorsqu'elle a été commise entre autres contre un mineur de moins de 18 ans, par un agent de l'Etat ou une organisation criminelle et quand elle a mis en danger la vie de la victime, délibérément ou par négligence grave. Les sanctions prévues sont dissuasives et proportionnées selon les principes énoncés par le droit pénal international. Ainsi par exemple, dans la Convention n°197 du Conseil de l'Europe du 16 mai 2005 sur la lutte contre la traite des êtres humains, l'infraction doit être sanctionnée d'une peine maximum d'au moins cinq ans et, pour l'infraction aggravée, d'une peine maximum d'au moins dix ans d'emprisonnement, démontrant ainsi que les législateurs des pays étudiés ont mis en conformité les sanctions encourues pour des faits de traite avec la Convention la plus élaborée en la matière au niveau global. Dans la majorité des cas, les peines sont doublées par rapport aux exigences de la Convention, démontrant que les Etats répondent avec la plus grande sévérité à l'infraction de traite, condamnant ainsi fermement ce qui est considéré comme l'une des pires atteintes à la dignité humaine.

En outre, les législations établissent pour la plupart de très nombreuses circonstances aggravantes : quand l'infraction a été commise à l'égard de mineurs ; de plusieurs personnes ; d'une personne particulièrement vulnérable ; en réunion ou en bande organisée ; par ascendant ou conjoint ; quand la commission de l'infraction a causé un risque immédiat de mort ou de blessures, des mutilations ou d'infirmité permanente ; quand l'auteur exerce des fonctions dans la lutte contre la traite. Ces circonstances aggravantes doublent au minimum les peines pouvant aller jusqu'à la réclusion criminelle à perpétuité en cas de décès de la victime (par exemple, article 29 alinéa 6 de la loi nigérienne et article 25 de la loi tunisienne) ou si l'infraction est commise avec des actes de torture et de barbarie lorsqu'il y a eu décès de la victime (article 448.5 du code pénal marocain).

Il est indispensable que le législateur module le quantum de la peine en fonction de ces circonstances aggravantes, en particulier en tenant compte de la vulnérabilité des victimes (âge, grossesse...), des conséquences sur les victimes (blessures, troubles psychologiques, mutilations, torture, mort...) et de la pluralité de victimes et d'auteurs. L'aggravation des peines dès lors que l'infraction est commise en bande organisée doit être systématisée pour lutter contre les groupes criminels organisés opérant dans la traite.

Concernant la compétence des juridictions répressives, si l'infraction a été commise à l'étranger par ou contre l'un des ressortissants de l'un des pays étudiés, les juridictions pénales ne pourront exercer leur compétence de la même manière. Ainsi la procédure pénale sénégalaise (articles 10 et 11 de la loi), malienne (article 17 de la loi) et burkinabè (article 15 de la loi) prévoient que les étrangers, hors du territoire de la République ayant commis l'infraction de traite à l'encontre de leurs ressortissants, sont susceptibles d'être poursuivis au regard de la législation nationale. Ces articles sont importants car protecteurs pour les *victimes* ressortissantes des pays concernés ; en revanche ces dispositions pourraient être étendues aux *auteurs* ressortissants de ces pays, ayant commis l'infraction de traite à l'étranger. Les lois nigérienne (article 33 alinéa 3) et tunisienne (article 27), qui définissent la compétence des juridictions et l'étendent également aux auteurs nigériens ou tunisiens coupables à l'étranger de faits de traite, sont exemplaires en ce domaine.

Il est à noter que les législateurs ont prévu, dans certains cas, de poursuivre la tentative en appliquant un quantum de peines moindre ou égal, tel qu'inscrit à l'article 448.11 du code pénal marocain lorsque la tentative de commission de l'infraction de traite est constituée. Il en est de même lorsque des personnes morales sont impliquées (article 448.6 du même code).

L'exemple de la loi nigérienne est particulièrement abouti sur cette question. La tentative (article 14), la complicité (article 15), le donneur d'ordre (article 16), ou les personnes morales (article 31) sont prévus et réprimés par l'*Ordonnance 2010-86*. Ces dispositions sont conformes aux normes internationales en termes de poursuite pénale et aux recommandations édictées dans la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée. Il est à noter ici que le code pénal tchadien intègre dans ses articles 332 et 333, la pénalisation des auteurs, co-auteurs et complices ainsi que des personnes morales. Pour des infractions aussi complexes que la traite des personnes, il est essentiel de prévoir des dispositions pénales incriminant la complicité qui est « *une forme*

*de participation criminelle par laquelle un individu, le complice, aide, en toute connaissance de cause, une autre personne à accomplir un acte délictueux. Le complice ne commet pas lui-même l'infraction. Il n'intervient qu'à titre secondaire dans la réalisation de l'acte qui est commis par l'auteur principal. »<sup>18</sup>*

Ainsi, dans les faits, la commission de l'infraction impose souvent de nombreux intermédiaires qui ne participeront pas directement à l'infraction mais qui en faciliteront l'exécution. La complicité suppose notamment un des faits constitutifs de complicité, à savoir l'aide et assistance, la provocation ou les instructions données.

Enfin, dans le but de protéger les victimes, la loi nigérienne prévoit dans son article 32 l'immunité des personnes victimes. D'autres législations intègrent l'exemption ou la réduction de peine pour les personnes acceptant de coopérer avec l'autorité judiciaire. La section sur l'exemption et atténuation des peines de la loi tunisienne détaille les situations où les repentis peuvent bénéficier de réduction de peine (articles 21 et 22). A travers ces articles, la loi tunisienne vise principalement à faciliter le démantèlement des groupes criminels organisés œuvrant dans le champ de la traite. L'exemption peut être totale si le membre du groupe criminel communique d'initiative des informations à l'autorité judiciaire en vue de l'arrestation des auteurs. Ces dispositions sont également prévues dans les lois burkinabè, malienne, sénégalaise et marocaine, où l'excuse absolutoire peut prévaloir dès lors que la personne coopère avec l'autorité judiciaire.

## 2.2 – Des procédures pénales exorbitantes du droit commun

Conformément à l'article 20 de la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée, certains des Etats étudiés ont prévu dans le texte de loi sur la lutte contre la traite la possibilité de recourir à des techniques d'enquête spéciales, visant à faciliter le travail des enquêteurs et de l'ensemble de la chaîne pénale dans la lutte contre la criminalité organisée. Ainsi, par exemple, les lois tunisienne et nigérienne proposent un panel de possibilités d'action particulières, mises en œuvre après autorisation du Procureur de la République ou du magistrat instructeur. Les articles 32 à 39 de la loi tunisienne et 46 à 49 de la loi nigérienne précisent les possibilités offertes aux enquêteurs en matière d'infiltration de l'enquêteur, d'interception téléphonique, de contrôle bancaire ou encore de surveillance et de captation d'images et de sons dans des locaux privés, dès lors que ces actes procéduraux exceptionnels sont indispensables à la manifestation de la vérité et à la réussite de l'enquête.

A l'exception de la Mauritanie, du Maroc et du Tchad qui n'ont pas prévus de dispositifs procéduraux particuliers, le Burkina Faso, le Mali et le Sénégal ont inséré, chacun dans leur législation, des articles énumérant les dispositions procédurales particulières qui peuvent être mises en œuvre dans le cas d'enquête liée à la traite. Ces dispositions sont moins détaillées et moins nombreuses que celles prévues par la Tunisie et le Niger, mais permettent cependant de renforcer les dispositifs d'enquête. Ainsi, les perquisitions et saisies peuvent être effectuées à toute heure du jour et de la nuit (article 13 de la loi burkinabè, article 15 de la loi malienne, article 8 de la loi sénégalaise), facilitant

<sup>18</sup> « Complicité en droit pénal », <https://justice.ooreka.fr/astuce/voir/571051/complicite-en-droit-penal>.

de fait le travail des enquêteurs, en particulier dans les lieux d'exploitation nocturne tels que les maisons closes ou certains ateliers de confection clandestin.

En matière de saisies et confiscations des produits tirés de la traite, la majorité des pays ont prévu des dispositions législatives, en deux temps, qui permettent d'une part de faciliter le travail d'enquête (par exemple, l'article 8 de la loi sénégalaise : « *les visites, perquisitions et saisies...* ») et d'autre part de confisquer les profits illicites tirés de l'exploitation et les moyens nécessaires à sa commission (tel qu'un hôtel dans le cas de l'exploitation sexuelle, tel que prévu à l'article 7 de la loi précédemment visée et qui « *ordonne la confiscation : des moyens de commission de l'infraction ; des produits de l'infraction...* »). Il est en effet indispensable de prévoir un dispositif répressif très ferme ainsi que de donner les moyens aux enquêteurs puis aux magistrats d'ordonner les saisies des avoirs criminels et puis de les confisquer lors du procès. Les groupes criminels organisés, voire les délinquants, ont d'habitude intégré dans leur parcours criminel des périodes d'incarcération faisant suite à leur condamnation. Ainsi, si les peines d'incarcération sont utiles contre ce genre de délinquants, elles doivent être exemplaires et accompagnées de mesures confiscatoires des biens illégalement acquis.

En effet, ces mesures portent atteinte au patrimoine des criminels et sont particulièrement dissuasives pour lutter efficacement contre les réseaux.

### 2.3 – Une coopération internationale nécessaire

La coopération internationale en matière pénale est indispensable à la lutte contre la traite. En effet, de nombreuses affaires relèvent d'un caractère transnational et sont le fait de groupes criminels organisés. Pour la mise en œuvre de cette coopération, les Etats, tous Parties à la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée, disposent des outils nécessaires prévus par leur procédure pénale.

L'entraide judiciaire est un mécanisme qui permet à un Etat d'aider un autre Etat au cours d'une enquête ou au cours de poursuites. Entre les Etats membres de la CEDEAO, c'est la Convention A/P.1/7/92 relative à l'entraide judiciaire en matière pénale de 1992 qui définit les normes de la coopération entre les Etats (article 2). L'entraide judiciaire vise le recueil de témoignages ou de dépositions, la remise de documents judiciaires, les perquisitions et les saisies, et les confiscations des fruits d'activités criminelles.

L'autorité compétente en matière d'entraide judiciaire est le Ministre de la Justice de chaque Etat Membre de la CEDEAO.

L'Accord de coopération en matière de police criminelle entre les Etats membres de la CEDEAO, signé à Accra le 19 décembre 2003, prévoit dans son article 3 la coopération à la recherche, sur le territoire de l'une ou de l'autre partie, la conduite d'opérations conjointes permanentes ou ponctuelles de police dans des domaines spécifiques du crime transnational et l'obligation de se conformer aux indications des autorités compétentes de l'Etat sur le

territoire duquel les opérations se déroulent. Par ailleurs, l'article 8 engage les parties contractantes à accepter sur leurs territoires respectifs des missions d'enquête.<sup>19</sup>

Un droit de poursuite est mis en place sur la base d'arrangements entre Etats de la zone sahélienne autorisant les forces de défense et de sécurité à poursuivre des malfaiteurs d'un territoire à l'autre. La Plate-forme de coopération judiciaire du Sahel, ainsi créée en 2010, a pour objectif de renforcer la coopération judiciaire en matière pénale entre les Etats membres, et vise à faciliter la transmission et l'exécution des demandes d'entraide judiciaire et d'extradition formulées par les Etats membres. Elle permet également de suivre les demandes de coopération et les échanges de bonnes pratiques et d'informations entre les autorités judiciaires.<sup>20</sup>

Il est à noter l'exemple de la loi nigérienne, qui intègre dans son chapitre IX toutes les mesures applicables en matière d'extradition et d'entraide judiciaire, reprenant ainsi de façon détaillée les dispositions contenues dans la Convention des Nations unies, aux articles 16 et suivants.

---

<sup>19</sup> Un autre exemple de coopération au niveau régional, s'agit de l'Etat du Mali, qui a signé des Conventions générales de Coopération Judiciaire avec la Mauritanie (25 juillet 1963), le Burkina Faso (23 novembre 1963), la République du Niger (22 Avril 1964), la République Fédérale du Cameroun (6 mai 1964), la République de Guinée (20 mai 1964), la République de Côte d'Ivoire (11 novembre 1964), et la République du Sénégal (8 avril 1965).

<sup>20</sup> Membres : Burkina Faso, Mali, Mauritanie et Niger. Le Sénégal et le Tchad sont observateurs.



# III – L’ACCOMPAGNEMENT ET LA PROTECTION DES VICTIMES

L’assistance et la protection des victimes demeurent un enjeu majeur pour les autorités des Etats parties au Protocole de Palerme. En effet, chaque Etat doit prévoir de mettre en œuvre une politique publique en trois étapes, visant à assister et protéger les victimes (article 6), fournir un statut aux victimes de la traite sur son territoire (article 7), et prévoir le rapatriement des victimes de la traite (article 8).

## A - La protection des victimes

Au sens de l’article 2 du Protocole de Palerme, la lutte contre la traite des personnes a pour objet « a) de prévenir et de combattre la traite des personnes, en accordant une attention particulière aux femmes et aux enfants, b) de protéger et d’aider les victimes d’une telle traite en respectant leurs droits fondamentaux ; et c) de promouvoir la coopération entre les Etats Parties en vue d’atteindre ces objectifs. » Ainsi, dans sa construction même, alors que les Etats cherchent à lutter contre la criminalité transnationale organisée, et dans le cas présent, contre les réseaux de traite des personnes, le Protocole de Palerme intègre une très large part consacrée aux victimes. Cette dimension est essentielle dans la lutte contre la traite des personnes et ne doit pas être considérée à part. Ainsi, la notion même de lutte contre la traite des personnes inclut de facto, la prévention, la protection et l’assistance aux victimes ainsi que la coopération et le partenariat.

Ainsi, le législateur sénégalais a résolument insisté sur la dimension donnée aux victimes en réaffirmant, dès le titre de la loi, l’importance consacrée à leur protection. Les législations nigérienne, tunisienne, marocaine, burkinabè, malienne et sénégalaise intègrent chacune un chapitre entier dédié à la protection des victimes et des témoins.

### 3.1 – Exemption de peine pour les victimes de traite

La première des mesures d’assistance à instaurer pour protéger la victime, c’est de reconnaître son statut, à travers un article prévoyant l’exemption de peine pour les victimes de la traite ayant commis des infractions alors qu’elles étaient exploitées et alors qu’elles ne pouvaient en disposer autrement, tel que prévu à l’article 12 de la loi sénégalaise ou à l’article 22 de la loi malienne. En effet, il est primordial de reconnaître la victime dans son statut et de ne pas la considérer comme une personne délinquante. D’une part, cette mesure permet une application du droit différenciée et protectrice des droits humains ; d’autre part, elle permet à la personne considérée de pouvoir entamer sa reconstruction psychologique pour s’insérer ou se réinsérer dans la société.

### 3.2 – La protection des victimes durant la procédure

Durant la procédure et lors du procès, les droits des victimes doivent être respectés. A ce titre, la victime doit être informée sur les procédures judiciaires et sur ses droits (article 39 de la loi nigérienne). La loi tunisienne prévoit également dans son article 61 d'informer les victimes sur les procédures judiciaires, mais elle va plus loin en confiant à l'instance nationale la responsabilité d'aider les victimes à accéder à l'ensemble de leurs droits, et les accompagner durant la procédure en assurant le suivi auprès des autorités. Cependant, il ne doit pas être perdu de vue que l'acteur essentiel dans la transmission des informations reste l'enquêteur, qui, dès son premier entretien avec la victime va l'informer des suites judiciaires possibles. Cette démarche vise à rassurer la victime, restaurer le lien de confiance avec l'autorité et permet de garantir une protection effective de la personne.

### 3.3 – La protection physique des victimes et des témoins

L'autorité judiciaire est garante de la protection des victimes et des témoins. En vertu de l'article 24 de la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée, les témoins doivent bénéficier d'un programme de protection, incluant la protection physique des personnes et l'anonymat des procédures. Le Protocole de Palerme ajoute des dispositions spécifiques pour les victimes de la traite. L'article 6 alinéa 1 dudit protocole prévoit explicitement que des mesures doivent être prises pour protéger la vie privée et l'identité des victimes.

Dans cette optique, les législateurs ont inséré des dispositions relatives à la protection des victimes. Ainsi dans la loi burkinabè, l'article 21 prévoit la possibilité de tenir le procès à huis clos ; possibilité aussi énoncée dans la loi malienne (article 23) et la loi sénégalaise (article 14). Ces trois lois, très proches l'une de l'autre, n'ont pas étendu les mesures de protection des victimes aux témoins, contre lesquels il existe pourtant des risques.

Par ailleurs, dans la plupart des pays étudiés, les victimes ne peuvent pas faire l'objet de mesure d'éloignement du territoire national jusqu'au jugement ou arrêt définitif. Cette mesure, inscrite dans les lois des pays étudiés à l'exception de la Mauritanie et du Tchad, apporte des garanties à la victime qu'elle ne sera pas exposée à des risques pour ses droits, ou sa santé physique ou psychologique à l'occasion d'un retour forcé. Le Maroc insère une disposition supplémentaire dans le code pénal à l'article 82-5-1, permettant d'interdire aux suspects d'entrer en contact avec la victime.

La seule précaution supplémentaire, absolument essentielle, concerne les mineurs, pour lesquels les lois visées précédemment permettent le recours à un avocat commis d'office ou de leur choix (article 16 de la loi sénégalaise ou 23 de la loi burkinabè), la mise sous tutelle ou la désignation d'un administrateur légal (article 17 de la loi sénégalaise, article 25 de la loi malienne, ou article 24 de la loi burkinabè).

Ces dispositions a minima démontrent l'engagement et la détermination des trois pays à reconnaître la spécificité de la vulnérabilité des mineurs et de favoriser les dispositifs de protection, toujours dans l'intérêt supérieur de l'enfant.

Les lois tunisienne et nigérienne détaillent plus précisément les dispositifs de protection des victimes et des témoins. La prise de conscience par les autorités de l'importance du phénomène de la traite touchant les enfants (62% des victimes en Afrique de l'Ouest selon le « Rapport mondial sur la traite des personnes » de l'ONU DC de 2016) se traduit concrètement dans la transposition de plusieurs articles reprenant les mesures à mettre en œuvre.

Ainsi, au Niger, l'article 37 de la loi vise expressément l'intérêt supérieur de l'enfant et la nécessité de le préserver tout au long de la procédure. Cet article particulièrement protecteur pour les enfants va avoir des conséquences sur l'organisation même des actes d'enquête entourant l'enfant (audition, désignation d'un référent, recours à des associations spécialisées). A l'article 38, le législateur a prévu également la mise sous tutelle ou administration légale de l'enfant ne disposant pas de représentant légal connu ou fiable. Ce point particulier est essentiel dans le cas d'affaires de traite des personnes car dans de nombreuses situations (servitude domestique, travail forcé, prostitution forcée, mendicité forcée) les enfants proviennent de pays de la région d'Afrique de l'Ouest et ne disposent pas de représentant légal connu ou fiable. L'accompagnement du mineur, dans ces conditions, peut éviter une nouvelle exploitation ou sa disparition. D'autre part, le tuteur agira toujours dans l'intérêt supérieur de l'enfant. Enfin, l'article 42 prévoit des dispositifs de protection à l'attention des personnes particulièrement vulnérables, dont les mineurs en particulier. Ainsi sont possibles les témoignages par vidéoconférence, les auditions ou témoignage en présence d'un parent, l'enregistrement des témoignages à l'avance ou encore la séparation physique avec les auteurs présumés lors de l'audience.

En Tunisie, le législateur a repris les mêmes dispositions protectrices mais les étend à l'ensemble des victimes sans distinction de minorité. Sont insérées des mesures supplémentaires telles que l'élection du domicile de la victime près du bureau du Procureur de la République (article 52). Il n'est pas fait état dans la loi tunisienne de dispositions particulières à l'encontre des mineurs victimes de la traite, le législateur précisant à l'article 4 que « *les enfants sont soumis aux dispositions du code de protection de l'enfant.* » Ici, la loi comble un vide législatif à l'attention des victimes majeures.

Les lois tunisienne et nigérienne s'inscrivent pleinement dans l'esprit du Protocole de Palerme, développant une approche intégrée, centrée sur la victime, permettant ainsi aux autorités de disposer d'un arsenal complet pour protéger les victimes durant la procédure et jusqu'au procès pénal.

#### 3.4 – L'extension des dispositifs de protection

Les lois nigérienne et tunisienne ont adopté une position résolument orientée vers la protection des victimes, permettant ainsi à l'autorité judiciaire de disposer d'instruments complémentaires pour garantir la protection des personnes et s'opposer ainsi à l'atteinte à la dignité humaine que représente la traite.

La loi tunisienne contient dans son Chapitre IV consacré aux mécanismes de protection et d'assistance, de nombreuses mesures détaillées, intégrant les différentes procédures applicables à la protection des victimes, des témoins et des informateurs. La volonté du législateur de protéger l'intégrité physique et psychologique des personnes, incluant les familles, est clairement expliquée à travers les articles 50 et suivants de la loi. L'anonymat des personnes souhaitant témoigner est garanti, la procédure d'enregistrement des identités et domicile étant scrupuleusement détaillée à l'article 53. Cette précaution prise pour empêcher les groupes criminels organisés de remonter jusqu'au témoin, de le localiser et le menacer voire porter atteinte à son intégrité physique est une mesure essentielle pour protéger la victime/témoin mais également pour faciliter le bon déroulement de l'enquête judiciaire et du procès. Ces dispositions, lorsqu'elles ne sont pas incluses dans le code de procédure pénale comme dispositions particulières visant à protéger les victimes contre une menace réelle et imminente, doivent pouvoir être précisées dans la loi sur la traite.

La loi nigérienne pour sa part, accorde une palette très large de droits pour les victimes dès le début de l'enquête et tout au long de la procédure judiciaire, jusqu'au procès pénal. Ainsi, en plus des droits visés précédemment, la loi prévoit l'action civile en réparation (article 36) pour les préjudices subis par la victime. Par ailleurs, l'article 40 reconnaît pour toutes les victimes de la traite de pouvoir disposer d'un interprète dans une langue qu'elles connaissent. Le droit à un interprète est un droit fondamental pour la victime, afin que la victime puisse être entendue dans des conditions qui lui permettent de comprendre les interrogations des enquêteurs, les droits dont elle dispose et qu'elle puisse exposer les faits dont elle a été victime. Le droit à un interprète sert également les enquêteurs et l'autorité judiciaire qui peuvent ainsi poursuivre les investigations dans des conditions acceptables. L'octroi de droits peut être parfois directement lié aux déclarations de la victime et non aux éléments de preuve recueillis par les enquêteurs.

De plus, au Niger la victime a le droit de participer à la procédure la concernant, et selon les modalités précisées à l'article 41, la victime a le droit d'être entendue. Une nouvelle fois, le législateur nigérien s'est attaché à permettre la mise en œuvre de l'un des droits fondamentaux de la victime, celui de pouvoir relater les faits et exprimer ce qu'elle a vécu.

## **B - L'assistance aux victimes**

En plus des droits évoqués précédemment dans le cadre de la protection des victimes, il est important de prévoir également des droits à une assistance pour les victimes. En effet, comme le précise l'alinéa 3 de l'article 6 du Protocole de Palerme, les Etats Parties doivent fournir aux victimes, « a) un logement convenable ; b) des conseils et

*des informations, concernant notamment les droits que la loi leur reconnaît, dans une langue qu'elles peuvent comprendre ; c) une assistance médicale, psychologique et matérielle ; et d) des possibilités d'emploi, d'éducation et de formation. »*

### 3.5 – L'assistance physique et psychologique

La justice doit être le moteur du mécanisme d'assistance aux victimes, avant, pendant et après la clôture du procès pénal. Dès lors qu'il existe des motifs raisonnables de croire que la personne a fait l'objet d'une infraction en lien avec la traite il doit lui être octroyé une assistance non subordonnée à sa volonté de coopérer à l'enquête.

Ainsi, plusieurs Etats ont inscrit dans la loi cette nécessité d'assurer, en fonction des moyens disponibles, des conditions d'hébergement dignes pour les victimes, ainsi qu'un accompagnement social, juridique, psychologique et médical. Ces mesures d'assistance aux victimes, absentes de la plupart des législations étudiées, sont inscrites à l'article 4 de la loi marocaine de manière spécifique, imposant de facto l'obligation pour les services de l'Etat de prévoir des mesures d'accompagnement pour les victimes. La loi nigérienne pour sa part, inclut les mesures d'assistance dans un article 53 beaucoup plus large, englobant protection, assistance, rapatriement et indemnisation, conférant ainsi à la protection et à l'assistance une complémentarité tout à fait intéressante à considérer.

Par ailleurs, cette vision commune de la protection et de l'assistance se trouve confortée lors de l'accompagnement vers les services de santé ; en plus de faciliter la réalisation du droit fondamental à la santé, cet accompagnement est considéré comme un des moyens privilégiés pour l'autorité judiciaire pour établir des liens de confiance avec les personnes victimes ou potentiellement victimes.

Concernant l'accompagnement par des associations d'aide aux victimes, la loi nigérienne est très précise dans ce qu'elle confie, à travers son article 53, en matière d'assistance à des organisations non gouvernementales ou des associations régulièrement déclarées. Le Procureur de la République peut recourir à une association d'aide aux victimes conventionnée, afin qu'il soit porté aide à la victime de l'infraction.

Dans la loi tunisienne, un autre modèle est présenté, confiant le rôle de responsable de l'aide aux victimes à l'instance nationale de lutte contre la traite des personnes. Ainsi l'article 59 de la loi précise que l'instance nationale « *veille en coordination avec les services et les structures concernés à fournir l'assistance médicale nécessaire de manière à garantir le rétablissement physique et psychologique des victimes qui en ont besoin.* » Il en va de même pour l'hébergement et l'assistance sociale (article 60), le conseil juridique (article 61), l'aide juridictionnelle (article 62) ou encore les demandes d'indemnisation (article 63).

Il est intéressant de considérer la position tunisienne. Comme fondement de l'assistance aux victimes, les autorités désignent l'instance nationale de lutte contre la traite des personnes comme coordonnateur de l'accompagnement. Cette précision permet d'impliquer l'Etat dans les mesures d'assistance aux victimes et de faciliter la mobilisation des pouvoirs publics et des fonds pour la construction d'une vraie politique publique d'assistance aux victimes. Par

ailleurs, ce point focal permet aux associations chargées d'accompagner les victimes d'avoir un référent institutionnel parfaitement identifié.

### 3.6 – L'accès au séjour et le respect des droits des victimes

Dans ses « Principes et directives concernant les droits de l'homme et la traite des êtres humains », le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme recommande que « *les Etats devraient envisager de : [...] Prendre des dispositions législatives pour la protection des victimes de la traite qui acceptent de leur plein gré de coopérer avec les autorités de police, notamment la protection de leur droit de résider légalement dans le pays de destination pendant la durée des poursuites judiciaires* » (Directive 4.7).

L'un des points cruciaux de la lutte contre la traite, en particulier la protection et l'assistance aux victimes, repose sur la gestion de la situation administrative des victimes. Dans les situations de traite transnationale, le séjour des victimes dans le pays où elles sont exploitées est souvent irrégulier et la question du maintien sur le territoire ou de son retour dans son pays d'origine se pose. Dans ces cas, il est important que le législateur ait intégré dans le cadre juridique des dispositions relatives au séjour concernant les victimes.

Au regard de ces situations sensibles, les pays ont pris des dispositions d'intensité différente. Ainsi, l'article 2 de la loi marocaine (c'est-à-dire, article 82-5-1 du code pénal) prévoit expressément que les autorités judiciaires peuvent prononcer une ordonnance pour autoriser le maintien de la victime sur le territoire marocain « *jusqu'à la fin du procès* ». Cette protection a minima sert les intérêts de la justice et de la victime qui peut ainsi se voir attribuer des compensations en cas de constitution de partie civile. Cependant, son avenir reste incertain à l'issue du procès.

Les lois maliennes (article 24) et sénégalaises (article 15), prévoient pour leur part, comme mesure de protection, la possibilité de demeurer sur le territoire national jusqu'à la fin du procès mais n'envisagent pas de mesures pour le rapatriement éventuel. Elles envisagent aussi, toute comme la loi burkinabè dans son article 22, que les victimes « *peuvent solliciter leur maintien sur le territoire national à titre temporaire ou permanent* », avec une précision dans la loi sénégalaise que la victime peut solliciter « *le statut de résident ou de réfugié conformément aux lois en vigueur.* » L'octroi de droits au séjour aux victimes pour permettre leur reconstruction et leur participation au procès doit être défini précisément pour permettre à l'autorité judiciaire et administrative de pouvoir mettre en œuvre la mesure.

La loi tunisienne prévoit de la même manière la possibilité de demeurer sur le territoire, par l'octroi et le renouvellement de séjour temporaire aux fins d'engager une procédure judiciaire, (article 65), sous-entendu jusqu'à la fin du procès. Pourtant, il pourrait être précisé qu'en cas de condamnation définitive des auteurs, la victime peut prétendre à un séjour prolongé sur le territoire national si elle le souhaite. Les autorités tunisiennes ont choisi également de faciliter la coopération des victimes avec l'autorité judiciaire en leur octroyant la possibilité de solliciter « *une période de rétablissement et de réflexion* » (article 64). Cette disposition est d'une importance capitale pour la

victime et pour le bon déroulement de l'enquête judiciaire. En effet, il arrive très souvent que les victimes, dans la phase d'urgence qui fait suite à l'arrestation des auteurs, à une fuite ou à l'interpellation des victimes sur le site de l'exploitation, ne soient pas en capacité de coopérer avec les autorités judiciaires. Les traumatismes psychologiques importants qu'elles peuvent avoir subis, voire le stress post traumatique qu'elles peuvent avoir développé, la peur des autorités ou la peur de l'expulsion du territoire, vont bloquer le processus de coopération et la mise en confiance recherchée par les autorités. Une période de réflexion peut être un élément facilitateur dès lors que les psychologues et accompagnateurs sociaux pourront travailler avec la victime à sa reconstruction.

Enfin, le législateur tunisien a prévu à l'article 65 de la loi la possibilité d'organiser dans des conditions sécurisantes le retour volontaire des victimes dans leur pays d'origine.

Les dispositions relatives au séjour sont particulièrement précises et développées dans la loi nigérienne qui y consacre un chapitre entier de l'*Ordonnance 2010-86*. Ainsi à l'article 62 sont précisées les conditions de séjour sur le territoire national des victimes de la traite, notamment pour la délivrance de titres de séjour temporaires jusqu'au procès. Ici aussi les autorités vont plus loin en autorisant les victimes à demander un permis de résidence permanent au Niger ; en plus, elles précisent que les dispositions en matière de régularisation du séjour « *s'appliquent aux personnes qui sont à la charge de la victime.* » Ces mesures complémentaires et protectrices des droits sont essentielles pour les victimes ayant participé au procès et ne souhaitant pas rentrer dans leur pays à l'issue de la procédure : elles constituent des avancées significatives qu'il convient de souligner.

En outre, sont prévues à l'article 63 des mesures visant à organiser le rapatriement des victimes dans leur pays d'origine, dans des conditions sécurisantes et « *de préférence volontaire[s]* ».

En matière de rapatriement des victimes de la traite, il est important pour les autorités de considérer la volonté de la personne, dès lors qu'il est établi qu'elle a été victime de l'une des formes d'exploitation inscrites dans la définition de la traite.

## IV – PREVENTION ET PARTENARIAT

Dans le préambule du Protocole de Palerme, les Etats Parties déclarent indispensable pour combattre la traite des personnes de développer « *une approche globale* ». Ainsi, en plus de la nécessité de poursuivre les auteurs, de protéger et assister les victimes et de développer la coopération internationale, il est indispensable de mettre en place une politique publique intégrée, comprenant des mesures de prévention et la mise en place d'une instance de coordination.

### 4.1 – La prévention au cœur de la politique publique

Bien que plusieurs pays étudiés n'aient pas inclus les mesures de prévention dans leur loi, de nombreuses actions sont organisées chaque année tant sur le volet formation que sur le volet sensibilisation des populations. Ainsi par exemple, le Burkina Faso organise des actions telles que la diffusion de loi sur la traite dans les cinq langues nationales (mooré, dioula, gulmatchéma, fulfulde et dagara) aux parties prenantes comme par exemple la Direction de l'action sociale, la Justice, les forces de sécurité, les associations et ONG ; l'organisation de réunions de sensibilisation pour les Comités de vigilance et les ONG ; ou encore des sessions de formation au profit des acteurs institutionnels et de la société civile. De plus, des campagnes et convois multimédias itinérants ont été organisés pour changer les comportements et promouvoir la scolarisation des enfants, dans le cadre de la lutte contre la traite des personnes.<sup>21</sup>

Cet exemple illustre la volonté des autorités de mener une politique publique efficace. Le Mali et le Sénégal ont de la même façon conduit des actions de prévention, bien que les dispositions ne soient pas incluses dans la loi non plus.

En revanche, la Tunisie (article 46 de la loi), le Maroc (article 7 de la loi) et le Niger (article 5 de la loi) ont intégré des dispositions relatives aux actions de prévention à mettre en œuvre. Dans les trois cas, le rôle d'animateur et de coordinateur de ces actions est confié à la coordination nationale de lutte contre la traite. Les actions prioritaires recensées par la loi sont la formation des acteurs institutionnels et de la société civile, les actions de sensibilisation du grand public et les actions de sensibilisation plus ciblées, en particulier à destination des populations vulnérables.

Ces actions sont essentielles à la mise en œuvre d'une politique publique intégrée, visant à prévenir la traite et protéger les groupes vulnérables, en particulier les mineurs, les migrants en situation irrégulière, ou les populations les plus défavorisées, entre autres.

### 4.2 – Un partenariat nécessairement coordonné

---

<sup>21</sup> « Rapport de synthèse annuel de la CEDEAO sur la traite des personnes en Afrique de l'Ouest », version d'avril 2017 (année de référence – 2015).



Le partenariat inclut la nécessaire coordination des acteurs institutionnels et de la société civile. A minima, le partenariat doit exister au niveau national tant les difficultés inhérentes à la complexité des affaires de traite sont importantes. En effet, peu d'infractions regroupent autant de spécificités. Ainsi, souvent, les enquêteurs vont devoir mener des investigations sur des groupes criminels organisés, de nature transnationale, exploitant « un matériel humain » à des fins lucratives sous de multiples formes. En outre, ces éléments évoqués se conjuguent la plupart du temps dans les pays étudiés avec une forte implication internationale, multiple et qui nécessite parfois une meilleure concertation entre les bailleurs et les opérateurs afin d'éviter les duplications. Il est important de noter, par ailleurs que les acteurs internationaux, nationaux et locaux ont parfois des centres d'intérêt divergents.

Dans ce contexte parfois tendu, il est essentiel que les partenariats soient coordonnés et ordonnés sous la conduite d'une instance nationale.

L'ensemble des pays a pris des dispositions pour créer une coordination nationale afin de dynamiser et coordonner les partenariats tant publics que privés. Cependant, les formats sont très différents, allant d'une Agence nationale à l'effectif de 30 personnels (Niger) à un simple réseau de points focaux. Par ailleurs, certaines, telle celle du Tchad, ne sont pas encore opérationnelles. Le Niger, le Maroc et la Tunisie ont intégré dans la loi la création de la coordination nationale, définissant sa composition et ses attributions. Le Burkina Faso, le Mali et le Sénégal, où la création de la coordination nationale est postérieure à la loi en vigueur, ont également intégré cette nécessaire coordination. Le Sénégal, par exemple, a rattaché la cellule nationale de lutte contre la traite des personnes au Premier Ministre. Il est fort probable, pour ces trois pays, que la loi actuellement en révision ou dont la révision semble programmée, intègre la coordination nationale de lutte contre la traite dans ses dispositions.

Un point important est à noter. Si l'ensemble des pays intègre la nécessité de confier la conduite de la politique publique et des partenariats tant nationaux qu'internationaux à une instance dédiée, seul le Niger récemment a confié à l'Agence nationale de lutte contre la traite, la lutte contre le trafic illicite de migrants.<sup>22</sup> L'Agence Nationale

<sup>22</sup> Le Mali possède un Comité national de coordination de la lutte contre la traite des personnes et les pratiques assimilées, placé sous la tutelle de Ministre de la Justice et des Droits de l'homme, Garde des Sceaux, en application du *Décret n° 2011-36/PM-RM du 03 février 2011*.

Au Sénégal, l'*Arrêté primatorial n° 09051 du 08 Août 2010* a créé une Cellule nationale de lutte contre la traite des personnes en particulier des femmes et des enfants, sous l'autorité de la Primature et rattachée administrativement au Ministère de la Justice. Le *Décret n° 2009-529/PRES/PM/MASSN/MATD/SECU du 17 juillet 2009* (décret interministériel issu de trois ministères) a établi au Burkina Faso un Comité national de vigilance et de surveillance contre la traite des personnes et les pratiques assimilées, « *sous la tutelle du ministère chargé de l'action sociale.* »

Au Niger, deux institutions publiques se partagent la responsabilité de la lutte contre la traite en vertu de la loi (ordonnance) de 2010 : la Commission nationale de coordination de lutte contre la traite des personnes et l'Agence nationale de lutte contre la traite des personnes (ANLTP). Le *Décret n° 2012-082/PRN/MJ du 21 mars 2012* détermine l'organisation, la composition et le fonctionnement de la Commission, tandis que le *Décret n° 2012-083/PRN/MJ du 21 mars 2012* règle l'organisation, la composition et le fonctionnement de l'ANLTP. La Commission initie, conçoit et élabore des politiques et des programmes sur la traite des personnes et les soumet au gouvernement. L'ANLTP est la structure de mise en œuvre opérationnelle des politiques et des stratégies nationales ainsi que du Plan d'action national de lutte contre la traite. Les deux sont sous l'autorité du Ministère de la Justice.

Au Maroc, la *Loi n° 27-14 du 25 août 2016 relative à la lutte contre la traite des êtres humains* crée auprès du chef du gouvernement une commission nationale chargée de la coordination des mesures ayant pour but la lutte, et la prévention de la traite des êtres humains. En Tunisie, la *Loi n° 2016-61 du 03 août 2016, relative à la prévention et la lutte contre la traite des personnes* crée auprès du Ministère de la Justice l'instance nationale de lutte contre la traite des personnes.

de Lutte contre la Traite des Personnes et le Trafic Illicite des Migrants (ANLTP/TIM), aujourd'hui, a vocation à conduire une politique publique intégrée sur les deux volets. Cette bonne pratique est la pierre angulaire d'une véritable politique publique, intégrée et pragmatique de lutte contre la traite. En effet, il est difficilement concevable d'imaginer une lutte contre la traite efficace sans y intégrer parallèlement la lutte contre le trafic illicite de migrants, même s'ils s'agissent de deux infractions distinctes. La convergence des deux problématiques est particulièrement judicieuse dans les pays de transit tels que le Niger, le Mali, le Tchad, le Burkina Faso et la Mauritanie.

## V - RECOMMANDATIONS

La présente étude comparative synthétique des 8 législations permet de mettre en lumière les bonnes pratiques, les points de convergence des différentes législations, mais également les éléments à y ajouter. Dans la plupart des pays, la lutte contre la traite a été abordée en intégrant toutes ses composantes à savoir la prévention, la poursuite, la protection et le partenariat (les 4 « P ») expliquées au tout début de l'étude. Cette approche est la plus aboutie et pertinente pour lutter contre une forme de criminalité complexe tirant profit de l'exploitation de l'être humain.

1 – Plusieurs modèles ont été étudiés dans le cadre de cette comparaison. Un point important est à relever sur la nécessité de ne pas se cantonner à la répression. Ainsi, un intitulé « sobre », mentionnant la lutte contre la traite est suffisamment éclairant car il intègre l'ensemble des dimensions (prévention, protection, poursuite, partenariat). Il peut être important dans un article premier de définir la notion de lutte contre la traite des personnes en reprenant les 4 « P ».

2 – La définition de la traite doit intégrer les trois éléments matériels constitutifs de l'infraction à savoir l'action (y compris l'hébergement), les moyens et les formes d'exploitation, a minima celles prévues par la définition internationale. Il peut être judicieux, selon les pays et en fonction des problématiques rencontrées, d'y inclure l'exploitation de la mendicité, la mendicité forcée ou les mariages forcés ou les mariages d'enfants, inclusions protectrices des enfants notamment. Il est également important dans la définition de définir ce qu'est la vulnérabilité pour permettre les poursuites et faciliter la protection des victimes.

3 – Le droit pénal relève des prérogatives des Etats. Cependant, plusieurs principes doivent être respectés, à savoir prévoir des aggravations de peine pour l'exploitation des mineurs victimes de la traite, l'aggravation des peines pour la pluralité d'auteurs, de victimes, la corruption des agents, etc. Par ailleurs, il est important de prévoir des dispositions spéciales permettant le recours aux techniques spéciales d'enquête facilitant le travail des enquêteurs et des magistrats dans la lutte contre la criminalité organisée en lien avec la traite.

4 – La protection des victimes est l'une des missions prioritaires de l'autorité judiciaire, garante du respect de la dignité humaine et des droits des victimes. A ce titre, les mesures de protection minimales doivent être insérées dans la loi (respect des droits des victimes, protection physique, protection de la vie privée, etc.). La protection des victimes doit impliquer les forces de sécurité et contenir les principes fondamentaux liés à la préservation de l'anonymat et de la dignité de la personne.

5 – L'assistance aux victimes est une obligation pour les Etats Parties au Protocole de Palerme. A minima, les Etats doivent prévoir l'hébergement et l'accompagnement psycho-social des victimes. Par ailleurs, l'accès au séjour pour les victimes de la traite doit être un droit reconnu par les Etats. Pour ce faire, les Etats doivent se doter des moyens matériels et humains pour garantir un accompagnement des victimes dans la phase d'urgence mais également pour

leur permettre une réparation, de se reconstruire « après », sur le long terme et pour qu'elles puissent se réinsérer dans des conditions qui soient les plus sécurisantes possibles (formation, accès à l'emploi, autonomisation, etc.).

6 – Les Etats mettent en place des mesures de prévention de la traite des personnes, de sensibilisation, de formation et d'accompagnement des populations les plus vulnérables. Cependant, ces actions doivent être coordonnées et être intégrées dans une politique publique conduite par une instance nationale de lutte contre la traite nommée par le gouvernement et inscrite dans la loi. Il est nécessaire de préciser ces actions dans la loi.

7 – La plupart des Etats ont installé une instance nationale chargée de coordonner la lutte contre la traite. Ces instances, lorsqu'elles existent, sont en charge de conduire la politique publique, centraliser le renseignement, établir des rapports, mettre en place des actions de formation et de prévention. L'orientation prise par le Niger de créer une instance chargée de conduire la politique de lutte contre la traite et le trafic illicite de migrants est une excellente initiative en ce qu'elle permet de coordonner, dans un pays de transit important de la migration irrégulière, les actions menées pour lutter contre les deux phénomènes. Les Etats devraient s'inspirer de cette initiative comme un modèle à suivre pour combattre le crime transnational organisé impliqué dans ces affaires et mieux protéger les victimes, qui sont très souvent des victimes étrangères exploitées sur leur parcours migratoire. L'organisation, le positionnement et les missions de l'instance de coordination doivent être inscrits dans la loi.

# VI – REFLEXIONS ENGAGEES EN MAURITANIE

## 6.1 – Atelier de concertation national pluridisciplinaire

Dans la lignée de la présente étude, et dans le cadre d'une collaboration entre le Ministère de la Justice et l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) en Mauritanie, un atelier de restitution de recherches sur divers aspects liés à la traite des personnes, réalisées par des magistrats ayant participé à une formation au préalable, a été organisé le 13 décembre 2018 à Nouakchott (intitulé « *Approche comparative régionale de cadres législatifs en matière de lutte contre la traite des personnes dans les pays d'Afrique de l'Ouest et du monde arabe - Meilleures pratiques et recommandations* »). Quatre tables rondes ont été proposées pour les participants, issus de la société civile et des instances gouvernementales mauritaniennes. Elles portaient sur : la coopération internationale ; la spécificité de la prise en charge des enfants ; les éléments clés de l'infraction de traite, et la dernière sur la protection des victimes et le travail forcé. Les participants ont été repartis en fonction de leur intérêt pour les thématiques abordées. Ces tables rondes ont permis de confronter les participants à la perception des magistrats sur la nécessité de réformer la loi sur la traite et à la réalité de la traite et la complexité de la lutte contre cette infraction dans le pays.

Ce débat a permis à chacun de s'exprimer et de trouver des réponses équilibrées aux problèmes soulevés. Ainsi, plusieurs points de vue ont été exprimés.

Si une révision de la loi mauritanienne sur la traite a lieu, le titre de la loi sera important : il faudra un titre simple. Par ailleurs, ne pas comprendre les définitions peut conduire à un risque de ne pouvoir mettre en œuvre la loi. Ainsi, les rédacteurs devront intégrer un article reprenant les définitions des différentes notions abordées dans la loi. Par exemple, définir ce qu'est une « personne vulnérable », ou ce qu'est un « enfant » (et préciser que s'il y a un doute sur l'âge, il faut considérer que la personne est mineure, si la majorité n'a pas été établie), sont apparus comme des recommandations importantes.

La loi mauritanienne s'est basée sur le Protocole de Palerme et a, dans ses premiers articles, proposé des définitions qui suivent bien la logique des trois éléments constitutifs de la traite : acte / moyen / but. Mais en comparaison, certains termes (« accueil », « hébergement ») ou formes d'exploitation (« esclavage ») sont manquants. Il faudrait que la loi s'attaque à toutes les formes de la traite des personnes, ce qui implique l'intégration de nouvelles formes d'exploitation dans la définition, telle que l'exploitation de la mendicité (ainsi que les spécificités concernant les mineurs) ou encore l'esclavage.

Lors de l'atelier, les parties prenantes ont évoqué la possibilité de maintenir distinctes les deux lois, celle sur la traite et celle sur l'esclavage, en s'assurant que la *Loi n° 025/2003 du 17 juillet 2003 portant répression de la traite des personnes* fasse référence explicite à la *Loi n° 2015-031 portant incrimination de l'esclavage et réprimant les pratiques esclavagistes*. Aussi, il faudrait clarifier, dans le code pénal, les questions liées à l'adultère et à la prostitution. Une réflexion doit être entamée quant à la définition précise de la prostitution. La pénalisation de la prostitution, si elle est maintenue, doit faire l'objet d'un article distinct. Ceci permettra aux magistrats de faciliter la lutte contre l'exploitation de la prostitution (par les réseaux de traite notamment), et autres formes de traite à des fins d'exploitation sexuelle.

Concernant la protection des victimes, le texte mauritanien ne mentionne nullement ce point, qui est pourtant un volet essentiel à intégrer dans la loi. Comme expliqué précédemment, il est essentiel de garantir un accompagnement des victimes dans la phase d'urgence mais également de leur offrir une réparation et de leur permettre se reconstruire « après », sur le long terme et qu'elles puissent se réinsérer dans des conditions qui soient les plus sécurisantes possibles (formation, accès à l'emploi, autonomisation, etc.). S'il est normal que l'assistance aux victimes de traite soit dans un premier temps confiée à la société civile, l'Etat doit aussi contribuer. Le renforcement de la protection des victimes (notamment pour les mineurs) devra s'accompagner de moyens pour la société civile. La question de la protection des témoins devrait aussi figurer dans la loi.

La prise en compte des spécificités liées à la traite des enfants a aussi été abordée. Il sera important de reconnaître les formes d'exploitation particulières dont peuvent faire l'objet les enfants, et les adapter au contexte mauritanien. Par exemple, l'exploitation de la mendicité (notamment le cas des enfants *talibés*), le confiage (cela est d'ailleurs mentionné dans la *Loi n° 2015-031 portant incrimination de l'esclavage et réprimant les pratiques esclavagistes* à l'article 3 sur le « Placement ») et les pires formes de travail des enfants. L'assistance offerte aux enfants victimes de traite devra suivre les principes du « meilleur intérêt de l'enfant ». Par exemple, il faudra que l'instruction se fasse avec un spécialiste en la matière. Il sera important de mentionner pour les modalités des réparations offertes à l'enfant, les détails des mesures d'accompagnement pour sa resocialisation.

Il a aussi été admis que la création d'une coordination nationale structurée et opérationnelle était une nécessité sur laquelle il convenait de s'attarder pour définir un modèle adapté à la Mauritanie. Le choix du rattachement de cette structure sera un marqueur de volonté politique. Par exemple, si cette structure est rattachée à la Primature ou au Ministère de la Justice, cela aura un poids plus conséquent. Le coordinateur de la structure pourrait être un magistrat chargé de la coordination. La question de la mémoire institutionnelle, pour éviter que les choses s'arrêtent en cas de rotation de personnel, est importante. Le financement d'une telle structure devra être discuté, ainsi que la fréquence des réunions.

Enfin, en matière de coopération internationale, il a été admis que le Gouvernement doit renforcer le cadre législatif sur la problématique des travailleurs domestiques exploités à l'étranger, en encadrant notamment les agences de recrutement et de placement. Le Gouvernement doit légiférer sur la saisie et confiscation des avoirs criminels soit

en intégrant des mesures dans la loi sur la traite, soit en légiférant spécifiquement sur les saisies et confiscations. Les magistrats doivent à leur tour recourir plus systématiquement aux outils de coopération internationale existants, en particulier au niveau régional tels que la Plate-forme de coopération judiciaire du Sahel, ou le Réseau des Autorités Centrales et des Procureurs d'Afrique de l'Ouest, « WACAP »).<sup>23</sup>

## 6.2 – Conférence régionale

Les 22 et 23 janvier 2019, le bureau de l'OIM en Mauritanie a également organisé une conférence régionale sur le thème « *Améliorer la lutte contre la traite des personnes : Partage d'expériences entre pays d'Afrique de l'Ouest et du monde arabe* ». Cette conférence a regroupé plusieurs représentants des bureaux de l'OIM (Maroc, Dakar, Genève, Mali), de l'ONUDC (Bureau régional de Dakar), ainsi que des experts nationaux et internationaux. De nombreux représentants du Ministère de la Justice et des ONG étaient également présents. Chaque intervenant a dressé un état des lieux de la situation de la lutte contre la traite dans le pays (ou la région) où il officiait, et de nombreux échanges d'expériences, intenses et particulièrement riches, ont suivi chacune de ces interventions.

La conférence régionale a permis de confirmer les différentes remarques relatives aux quatre thèmes retenus lors des travaux de groupe de l'atelier mentionnés précédemment. De plus, les participants mauritaniens ont pu apprécier les conseils et retours d'expériences directs de la part des participants des pays voisins de la région.

La nécessité de modifier la loi mauritanienne actuelle sur la lutte contre la traite des personnes – en tenant compte des réalités locales, des formes d'exploitation et de la *Charia*, et en accordant une importance particulière à la protection des victimes – a été réaffirmée. Il sera important de sensibiliser et d'impliquer davantage les parlementaires et d'autres décideurs clés dans la suite de ce processus.

---

<sup>23</sup> <https://pcjs-sahel.org/en/> et <http://www.wacapnet.com/fr>

# BIBLIOGRAPHIE

**Cahier de la Sécurité et de la Justice**, « Lutte contre la traite des êtres humains », n°29, Paris, septembre 2014

**EuroTrafGuid**, UE – Projet sur le développement commun de lignes directrices pour identifier les victimes de la traite des personnes, Commission européenne avec la Bulgarie, la France, la Grèce, les Pays-Bas, la Roumanie, et l'Espagne, 2013

**Global report on trafficking in persons 2016**, ONUDC, 2016

**The IOM Handbook on Direct Assistance for Victims of Trafficking (Manuel de l'OIM pour l'assistance directe aux victimes de la traite)**, OIM, 2007

**Rapport de synthèse annuel de la CEDEAO sur la traite des personnes en Afrique de l'Ouest**, version d'avril 2017 (année de référence – 2015), CEDEAO, 2017

**La traite transnationale et l'état de droit en Afrique de l'Ouest : Une évaluation de la menace**, ONUDC, 2009

## Lois sur la traite des personnes :

**Burkina Faso** : *Loi n° 029-2008/AN du 15 mai 2008 portant lutte contre la traite des personnes et les pratiques assimilées*

**Mali** : *Loi n° 2012-023 du 12 juillet 2012 relative à la lutte contre la traite des personnes et les pratiques assimilées*

**Maroc** : *Loi n° 27-14 du 25 août 2016 relative à la lutte contre la traite des êtres humains (promulguée par le Dahir n° 1-16-127 du 25 août 2016)*

**Mauritanie** : *Loi n° 025/2003 du 17 juillet 2003 portant répression de la traite des personnes*

**Niger** : *Ordonnance n° 2010-86 du 16 décembre 2010 relative à la lutte contre la traite des personnes*

**Sénégal** : *Loi n° 2005-06 du 10 mai 2005 relative à la lutte contre la traite des personnes et pratiques assimilées et à la protection des victimes*

**Tunisie** : *Loi organique n° 2016-61 du 03 août 2016, relative à la prévention et la lutte contre la traite des personnes*

**Tchad** : *Loi n° 001/PR/2017 du 8 mai 2017 portant Code pénal*





République fédérale d'Allemagne  
Ministère des Affaires étrangères



Ministère de la Justice en  
République Islamique de Mauritanie





Organisation Internationale pour les Migrations en Mauritanie,  
Lot 551 E Nord, Tevragh Zeina,  
Nouakchott  
Mauritanie (RIM)

Téléfax : +222 45 24 40 81

E-mail : [iomnouakchott@iom.int](mailto:iomnouakchott@iom.int)

Site web: [www.iom.int/mauritania](http://www.iom.int/mauritania)



Organisation Internationale pour les Migrations en Mauritanie,  
Lot 551 E Nord, Tevragh Zeina,  
Nouakchott  
Mauritanie (RIM)

Téléfax : +222 45 24 40 81

E-mail : [iomnouakchott@iom.int](mailto:iomnouakchott@iom.int)

Site web: [www.iom.int/mauritania](http://www.iom.int/mauritania)



République fédérale d'Allemagne  
Ministère des Affaires étrangères



Ministère de la Justice en  
République Islamique de Mauritanie



## قائمة المراجع

تقرير السلامة والعدالة، "مكافحة الاتجار بالبشر"، العدد 29، باريس، سبتمبر 2014

الدليل الاوروبي حول الاتجار بالأشخاص / EuroTrafGuid، الاتحاد الأوروبي - المبادئ التوجيهية لمشروع التنمية المشتركة لتحديد ضحايا الاتجار بالأشخاص، والمفوضية الأوروبية مع بلغاريا وفرنسا واليونان وهولندا ورومانيا وإسبانيا، 2013

التقرير العالمي حول الاتجار بالأشخاص لعام 2016، مكتب الأمم المتحدة المعني بالمخدرات والجريمة، 2016

دليل المنظمة الدولية للهجرة بشأن المساعدة المباشرة لضحايا الاتجار (دليل المنظمة الدولية للهجرة بشأن المساعدة المباشرة لضحايا الاتجار)، المنظمة الدولية للهجرة، 2007

التقرير التاليفي السنوي للمجموعة الاقتصادية لدول غرب أفريقيا بشأن الاتجار بالأشخاص في غرب إفريقيا، إصدار أبريل 2017 (السنة المرجعية - 2015)، المجموعة الاقتصادية لدول غرب أفريقيا، 2017

الاتجار عبر الوطني بالأشخاص وسيادة القانون في غرب إفريقيا: تقييم التهديد، مكتب الأمم المتحدة لمكافحة المخدرات والجريمة، 2009

## القوانين المتعلقة بالاتجار بالأشخاص

بوركينافاسو: القانون رقم AN/2008-029 المؤرخ 15 مايو 2008 بشأن مكافحة الاتجار بالأشخاص والممارسات المماثلة

مالي: القانون رقم 023-2012 المؤرخ 12 يوليو 2012 بشأن مكافحة الاتجار بالأشخاص والممارسات ذات الصلة

المغرب: القانون رقم 14-27 المؤرخ 25 أغسطس 2016 بشأن مكافحة الاتجار بالبشر (الصادر عن الظهير رقم 1-16-127 المؤرخ 25 أغسطس 2016)

موريتانيا: القانون رقم 2003/025 المؤرخ 17 يوليو 2003 بشأن قمع الاتجار بالأشخاص

النيجر: المرسوم رقم 86-2010 المؤرخ 16 ديسمبر 2010 بشأن مكافحة الاتجار بالأشخاص

السنغال: القانون رقم 06-2005 المؤرخ 10 مايو 2005 بشأن مكافحة الاتجار بالأشخاص والممارسات المماثلة وحماية الضحايا

تونس: القانون الأساسي عدد 61-2016 لسنة 2016 المؤرخ في 3 أغسطس 2016 بشأن منع ومكافحة الاتجار بالأشخاص

الممارسات الاستيعابية في المادة 3 على "الوضع") وأسوأ أشكال عمل الأطفال. كما يجب أن تتبع مساعدة الأطفال ضحايا الاتجار المبادئ المتعلقة بـ "المصالح الفضلى للطفل". فعلى سبيل المثال، يجب أن يتم التحقيق مع أخصائي في هذا المجال. كما أنه من المهم الإشارة إلى طرق التعويض المقدمة للطفل والتفاصيل المتصلة بالتدابير المصاحبة لإعادة ادماجه في المجتمع. كما تم الإقرار بأن إنشاء هيئة تنسيقية وطنية منظمة وعاملة في الميدان يعتبر ضرورة يجب معالجتها من أجل تحديد نموذج يتلاءم مع موريتانيا. وسيكون اختيار ربط هذه الهيئة بجهة ما علامة على الإرادة السياسية. فعلى سبيل المثال، إذا كانت هذه الهيئة تابعة للوزارة الأولى أو وزارة العدل، فسيكون لها وزن أكبر. ويمكن أن يكون منسق الهيئة قاضي مكلف بالتنسيق. كما أن مسألة الذاكرة المؤسسية، لمنع توقف الأعمال في حالة دوران الموظفين تعتبر مسألة مهمة أيضا. وينبغي كذلك مناقشة تمويل مثل هذه الهيئة، وكذلك وتيرة اجتماعاتها.

أخيراً، فيما يتعلق بالتعاون الدولي، تم الاعتراف بأنه يجب على الحكومة أن تقوم بتعزيز الإطار التشريعي لمشكلة عاملات المنازل اللاتي يتم استغلالهن في الخارج، لا سيما من خلال تأطير وكالات التوظيف والتشغيل. كما يجب على الحكومة إصدار تشريعات بشأن عقلة ومصادرة الأموال المتأتية من أنشطة إجرامية، إما عن طريق دمج التدابير في قانون الاتجار، أو عن طريق اعتماد تشريع خاص بالعقل وعمليات المصادرة. كما يجب على القضاة بدورهم أن يستخدموا أدوات التعاون الدولي الحالية بشكل ممنهج أكثر، لا سيما على المستوى الإقليمي، مثل منصة الساحل للتعاون القضائي، أو شبكة السلطات المركزية والمدعين العاميين في غرب إفريقيا)<sup>47</sup>.

## 2.6 - المؤتمر الإقليمي

قام مكتب المنظمة الدولية للهجرة في موريتانيا بتنظيم مؤتمر إقليمي خلال يومي 22 و 23 يناير 2019 حول "تحسين مكافحة الاتجار بالأشخاص: تبادل الخبرات بين دول غرب إفريقيا والعالم العربي". وقد جمع هذا المؤتمر بين العديد من ممثلي مكاتب المنظمة الدولية للهجرة (المغرب، داكار، جنيف، مالي)، ومكتب الأمم المتحدة المعني بالمخدرات والجريمة (المكتب الإقليمي بداكار)، بالإضافة إلى خبراء وطنيين ودوليين. كما حضر المؤتمر العديد من ممثلي وزارة العدل والمنظمات غير الحكومية. وقد قام كل متدخل بشرح الوضع العام المتعلق بمكافحة الاتجار بالأشخاص في البلد (أو المنطقة) التي يباشر فيها مهامه. وعقب كل مداخلة من المداخلات، جرى بشكل مكثف تبادل للخبرات اتسم بالثراء والأهمية.

أتاح المؤتمر الإقليمي التأكيد على الملاحظات المختلفة المتعلقة بالمواضيع الأربعة التي تم اختيارها خلال أعمال فريق ورشة العمل المذكورة أعلاه. بالإضافة إلى ذلك، حظيت المشورة والتعليقات المباشرة التي قدمها المشاركون من البلدان المجاورة في المنطقة بتقدير المشاركين الموريتانيين.

تم التأكيد مجدداً على الحاجة إلى تعديل القانون الموريتاني الحالي بشأن مكافحة الاتجار بالأشخاص - مع مراعاة الظروف المحلية، وأشكال الاستغلال، والشريعة، مع التركيز بشكل خاص على حماية الضحايا. كما أنه سيكون من المهم أيضا اذكاء الوعي و زيادة مشاركة البرلمانين وغيرهم من صانعي القرار الرئيسيين في متابعة هذه العملية.

## VI- التأمّلات الجارية في موريتانيا

### 1.6 - ورشة العمل التعاونية الوطنية متعددة التخصصات

انسجما مع هذه الدراسة، وفي إطار التعاون بين وزارة العدل والمنظمة الدولية للهجرة في موريتانيا، تم تنظيم ورشة عمل لعرض البحوث حول مختلف الجوانب المتعلقة بالاتجار بالأشخاص في 13 ديسمبر 2018 بنواكشوط. حيث تم إعداد هذه الأبحاث من قبل القضاة الذين شاركوا في تدريب سابق. وقد انتظمت ورشة العمل تحت (عنوان "مقاربة إقليمية مقارنة للأطر التشريعية في مسألة مكافحة الاتجار بالأشخاص في بلدان غرب إفريقيا والعالم العربي - أفضل الممارسات والتوصيات"). وقد تم اقتراح أربع موائد مستديرة للمشاركين من المجتمع المدني والهيئات الحكومية الموريتانية. وهي تتعلق بما يلي: التعاون الدولي، خصوصية رعاية الأطفال، العناصر الرئيسية لجريمة الاتجار، وأخيرا حماية الضحايا والعمل القسري. وقد تم توزيع المشاركين حسب اهتماماتهم بالمواضيع التي تم تناولها. وقد مكّنت هذه الموائد المستديرة المشاركين من التعرف الى تصورات القضاة حول الحاجة إلى إصلاح قانون الاتجار وواقع الاتجار والتعقيدات المتعلقة بمكافحة هذه الجريمة في البلد. وقد سمح هذا النقاش للجميع بالتعبير عن أنفسهم وإيجاد إجابات متوازنة للقضايا المثارة. وفي هذا الإطار، تم التعبير عن عدة وجهات نظر.

إذا تمت مراجعة القانون الموريتاني بشأن الاتجار، فسيكتسي عنوان القانون أهمية كبرى: ستكون هناك حاجة الى عنوان بسيط. بالإضافة إلى ذلك، فان عدم فهم التعاريف يمكن أن يؤدي إلى خطر عدم القدرة على تنفيذ القانون. وبالتالي، سيتعين على القائمين بوضع النصوص دمج مادة تحتوي على التعاريف المتعلقة بمختلف المفاهيم التي يتناولها القانون. وعلى سبيل المثال، فقد برزت توصيات مهمة مثل تعريف من هو "الشخص الضعيف"، أو من هو "الطفل" (مع التحديد بأنه إذا كان هناك شك في العمر، فيجب اعتبار الشخص قاصرا، إذا لم يتم اثبات البلوغ).

اعتمد القانون الموريتاني على بروتوكول باليرمو. وفي مواده الأولى، اقترح تعاريف تتبع منطق العناصر الثلاثة المكونة للاتجار: الفعل / الوسائل / الغرض. ولكن يتبين من خلال المقارنة أن بعض المصطلحات ("الاستقبال"، "السكن") أو أشكال الاستغلال ("العبودية") مفقودة. وينبغي أن يتناول القانون جميع أشكال الاتجار بالأشخاص، مما يعني ضمناً إدراج أشكال جديدة من الاستغلال في التعريف، مثل استغلال التسول (وكذلك الخصوصيات المتعلقة بالقُصّر) أو العبودية.

خلال ورشة العمل، ناقشت الأطراف ذات المصلحة إمكانية إبقاء القانونين منفصلين، قانون الاتجار وقانون العبودية، وذلك من خلال ضمان أن القانون رقم 2003-025 المؤرخ 17 يوليو 2003 المتعلق بقمع الاتجار بالأشخاص يشير بشكل صريح إلى القانون رقم 2015-031 الذي يجرم العبودية ويقمع الممارسات العبودية. بالإضافة الى ذلك، فانه ينبغي توضيح القضايا المتعلقة بالزنا والبيغاء في القانون الجنائي. كما يجدر التفكير في تعريف دقيق للبيغاء. وإذا ما تقرر الإبقاء على عقوبة البيغاء، فإنها يجب أن تكون موضوع مادة منفصلة. وسيمكّن ذلك القضاة من تيسير مكافحة استغلال البيغاء (بواسطة شبكات الاتجار بالأشخاص على وجه الخصوص)، وغيرها من أشكال الاتجار لأغراض الاستغلال الجنسي.

فيما يتعلق بحماية الضحايا، فان النص القانوني الموريتاني لا يشير إلى هذه النقطة على الرغم من كونها عنصرا أساسيا يتعين ادماجها في القانون. وكما هو موضح أعلاه، فانه من الضروري ضمان الدعم للضحايا في مرحلة الطوارئ، ولكن أيضاً لتمكينهم من جبر الضرر والسماح لهم باستعادة الثقة في أنفسهم فيما "بعد" على المدى الطويل، وأن يكونوا قادرين على الاندماج من جديد في ظل ظروف آمنة قدر الإمكان (التدريب، الحصول على العمل، التمكين، إلخ). وإذا كان من الطبيعي إسناد مساعدة ضحايا الاتجار في البداية إلى المجتمع المدني، فانه يجب على الدولة أيضاً المساهمة في هذا الأمر. إذ ينبغي أن يقترن تعزيز حماية الضحايا (وخاصة بالنسبة للقُصّر) بتوفّر الوسائل للمجتمع المدني. كما ينبغي إدراج مسألة حماية الشهود في القانون.

تم تناول مسألة الأخذ بعين الاعتبار للخصائص المتعلقة بالاتجار بالأطفال. وسيكون من المهم التعرف على أشكال الاستغلال المحددة التي يمكن أن يتعرض لها الأطفال ومواءمتها مع السياق الموريتاني. مثل استغلال التسول (وخاصة حالة الأطفال المتسولين)، واسناد الأطفال للغير بقصد تربيتهم (هذا مذكور أيضاً في القانون رقم 2015-031 بشأن تجريم العبودية وقمع

## V- التوصيات

مكنت هذه الدراسة المقارنة والتأليفية بين التشريعات الثمانية من تسليط الضوء على الممارسات الحسنة، ونقاط التقارب بين مختلف التشريعات، وكذلك العناصر التي يجب إضافتها للتشريعات. وفي معظم البلدان، تمت معالجة مكافحة الاتجار من خلال دمج جميع مكوناته وهي الوقاية، والملاحقة القضائية، والحماية، والشراكة («4x») التي تم شرحها في بداية الدراسة. وتعتبر هذه المقاربة الأكثر نجاحاً وأهمية لأجل مكافحة شكل معقد من الجريمة يستفيد من استغلال الإنسان.

1 - في سياق هذه المقارنة، تمت دراسة عدة نماذج. ولعل من أبرز النقاط المهمة التي يجب الوقوف عليها هي ضرورة عدم الاقتصار على القمع. وبناء عليه، فإن عنواننا "بسيطاً" يذكر مكافحة الاتجار بالأشخاص يعتبر واضحاً بدرجة كافية لأنه يدمج جميع الأبعاد (الوقاية، والحماية، والملاحقة القضائية، والشراكة). وقد يكون من المهم في المادة الأولى أن يتم تحديد مفهوم مكافحة الاتجار بالأشخاص عن طريق استعادة "ال" «الأربعة».

2 - يجب أن يتضمن تعريف الاتجار بالأشخاص العناصر المادية الثلاثة للجريمة والمتمثلة في الفعل (بما في ذلك السكن)، ووسائل وأشكال الاستغلال، على أدنى حد تلك المنصوص عليها في التعريف الدولي. وقد يكون من الحكمة، بحسب كل بلد ووفقاً للمشاكل التي يواجهها، تضمين استغلال المتسولين، أو التسول القسري، أو الزواج القسري، أو زواج الأطفال، بما في ذلك تدابير الحماية للأطفال. كما أنه من المهم أيضاً في التعريف أن يتم تحديد ماهية الضعف وذلك للتمكن من القيام بالملاحقة القضائية وتسهيل حماية الضحايا.

3 - يعتبر القانون الجنائي مجالاً خاصاً من صميم صلاحيات الدول. ومع ذلك، فإنه يجب احترام العديد من المبادئ، مثل التنصيص على تشديد العقوبة على استغلال القصر ضحايا الاتجار، وتشديد العقوبات المفروضة على تعدد الجناة، والضحايا، وفساد الموظفين، إلخ. بالإضافة إلى ذلك، فإنه من المهم وضع نص خاص لاستخدام تقنيات التحقيق الخاصة لتسهيل عمل المحققين والقضاة في مكافحة الجريمة المنظمة المتعلقة بالاتجار.

4 - تعتبر حماية الضحايا واحدة من المهام ذات الأولوية بالنسبة للسلطة القضائية، التي تعتبر الضامنة لاحترام كرامة الإنسان وحقوق الضحايا. وعلى هذا النحو، فإنه يجب إدراج الحد الأدنى من تدابير الحماية في صلب القانون (احترام حقوق الضحايا، والحماية الجسدية، وحماية الخصوصية، وما إلى ذلك). كما يجب أن تشمل حماية الضحايا مشاركة قوات الأمن وأن تحتوي على المبادئ الأساسية المتعلقة بالحفاظ على سرية هوية الشخص وكرامته.

5 - تعتبر مساعدة الضحايا التزاماً يقع على عاتق الدول الأطراف في بروتوكول باليرمو. وكحد أدنى، يجب على الدول توفير السكن والدعم النفسي والاجتماعي للضحايا. بالإضافة إلى ذلك، يجب أن يكون حق ضحايا الاتجار في الحصول على الإقامة حقاً معترفاً به من قبل الدول. ولتحقيق ذلك، فإنه يجب على الدول أن تكون لديها الموارد المادية والبشرية لضمان دعم الضحايا في مرحلة الطوارئ، وأيضاً للسماح لهم بالتعويض، وإعادة بناء ثقفتهم بأنفسهم فيما "بعد"، على المدى الطويل ولكي يكون بإمكانهم إعادة الاندماج في ظروف آمنة قدر الإمكان (التدريب، الحصول على عمل، التمكين، إلخ).

6 - قامت الدول بوضع تدابير لمنع الاتجار بالأشخاص، واذكاء الوعي، و التدريب ودعم الفئات السكانية الأكثر ضعفاً. ومع ذلك، فإنه يجب التنسيق بين هذه الإجراءات وإدماجها في سياسة عامة تديرها هيئة وطنية معيّنة بمكافحة الاتجار بالأشخاص معيّنة من طرف الحكومة ومنصوص عليها في القانون. كما أنه من الضروري تحديد هذه الإجراءات في القانون.

7 - أنشأت معظم الدول هيئة وطنية لتنسيق جهود مكافحة الاتجار بالأشخاص. وتتولى هذه الهيئات، إن وجدت، المسؤولية عن إدارة السياسة العامة، والعمل على أن تكون المعلومات متاحة في مركز واحد، وإصدار التقارير، وإعداد الإجراءات المتعلقة بالتدريب والوقاية. ويعتبر التوجه الذي اتخذته النيجر لإنشاء هيئة مسؤولة عن إدارة سياسة مكافحة الاتجار بالأشخاص وتهريب المهاجرين مبادرة ممتازة من حيث أنها تسمح بتنسيق الإجراءات المتخذة لمحاربة الظاهرتين في دولة تعتبر بلد عبور رئيسي للهجرة غير النظامية. وينبغي على الدول أن تستلهم من هذه المبادرة باعتبارها نموذجاً يجدر اتباعها لمكافحة الجريمة المنظمة عبر الوطنية المتورطة في هذه الأفعال وتوفير حماية أفضل للضحايا الذين كثيراً ما يكونون ضحايا أجنبيات يتم استغلالهم في طريق هجرتهم. كما يجب أن يقوم القانون بتحديد تنظيم ومواقع ومهام هيئة التنسيق.



المحتمل جداً أن تقوم هذه البلدان الثلاثة، التي تخضع فيها حالياً القوانين للمراجعة أو التي سيتم فيها تنقيح القانون مستقبلاً، بدمج التنسيق الوطني لمكافحة الاتجار بالأشخاص في أحكام قوانينها.

تجدر الإشارة إلى نقطة هامة. إذا كانت جميع البلدان قد اعتبرت أن هناك حاجة إلى اسناد مسألة إدارة السياسة العامة والشراكات الوطنية والدولية إلى هيئة مكرسة لهذا الشأن، فإن النيجر هي الجهة الوحيدة التي عهدت مؤخراً إلى الوكالة الوطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص بمهمة مكافحة تهريب المهاجرين.<sup>46</sup> وتهدف اليوم الوكالة الوطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص وتهريب المهاجرين إلى قيادة سياسة عامة متكاملة على كلا الجانبين. وتُعتبر هذه الممارسة الجيدة حجر الزاوية في سياسة عامة حقيقية ومتكاملة وناجعة لمكافحة الاتجار. ففي الواقع، يصعب تصور مكافحة الاتجار بشكل فعال دون القيام في الوقت نفسه بدمج مكافحة تهريب المهاجرين، حتى لو تعلق الأمر بجريمتين منفصلتين. إن الجمع بين هاتين المسألتين له أهمية خاصة في بلدان العبور مثل النيجر ومالي وتشاد وبوركينا فاسو وموريتانيا.

<sup>46</sup> يوجد في مالي لجنة تنسيق وطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص والممارسات المماثلة و هي تعمل تحت إشراف وزير العدل وحقوق الإنسان، وزير العدل، بموجب المرسوم رقم 2011-PM-RM/36 بتاريخ 03 فبراير 2011.

في السنغال، أنشأ أمر الوزير الأول رقم 09051 المؤرخ 8 أغسطس 2010 وحدة وطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص، وخاصة النساء والأطفال، تحت سلطة السلطة الوزارة الأولى والمرتبطة إدارياً بوزارة العدل.

المرسوم رقم 2009-PRES/PM/MASSN/MATD/SECU/529-2009 المؤرخ 17 يوليو 2009 (مرسوم وزارتي مشترك صادر عن ثلاث وزارات) الذي أنشأ في بوركينا فاسو لجنة وطنية لليقظة والمراقبة ضد الاتجار بالأشخاص والممارسات المماثلة"، تحت إشراف الوزارة المسؤولة عن العمل الاجتماعي.

في النيجر، تتقاسم مؤسستان عامتان مسؤولية مكافحة الاتجار بالأشخاص بموجب قانون عام 2010 (المرسوم): اللجنة الوطنية للتنسيق لمكافحة الاتجار بالأشخاص والوكالة الوطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص (ANLTP). يحدد المرسوم رقم 2012-PRN/MJ/082 المؤرخ 21 مارس 2012 تنظيم اللجنة وتركيبتها وطرق عملها، بينما يقوم المرسوم رقم 2012-PRN/MJ/083 المؤرخ 21 مارس 2012 بتنظيم والوكالة الوطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص وتركيبتها وطرق عملها. وتقوم اللجنة بإطلاق وتصميم وتطوير السياسات والبرامج المتعلقة بالاتجار بالأشخاص وتقديمها إلى الحكومة. بينما تعتبر الوكالة الوطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص مؤسسة التنفيذ الميداني للسياسات والاستراتيجيات الوطنية وكذلك خطة العمل الوطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص. وكليهما يخضع لسلطة وزارة العدل.

في المغرب، ينشئ القانون رقم 14-27 الصادر في 25 أغسطس 2016 والمتعلقة بمكافحة الاتجار بالبشر لجنة وطنية تابعة لرئيس الوزراء المعنية بالتنسيق والتدابير الرامية إلى مكافحة الاتجار بالبشر ومنع الاتجار بالبشر.

في تونس، يُنشئ القانون رقم 61-2016 المؤرخ 3 أغسطس 2016 بشأن منع ومكافحة الاتجار بالأشخاص الهيئة الوطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص وهي تابعة لوزارة العدل.

## IV- الوقاية والشراكة

أعلنت الدول الأطراف من خلال ديباجة بروتوكول باليرمو أنه من الضروري اعتماد "نهج دولي شامل" لأجل مكافحة الاتجار بالأشخاص. وبالتالي، فإنه بالإضافة إلى الحاجة إلى مقاضاة الجناة، وحماية الضحايا ومساعدتهم، وتطوير التعاون الدولي، فإنه من الضروري وضع سياسة عامة متكاملة تشتمل على تدابير وقائية وإنشاء هيئة تنسيقية.

### 1.4 - مركزية الوقاية في السياسات العامة

على الرغم من أن العديد من البلدان التي شملتها الدراسة لم تدرج تدابير وقائية في قوانينها، فإنه يتم تنظيم العديد من المبادرات كل سنة على مستوى التدريب وكذلك على مستوى توعية السكان. فعلى سبيل المثال، تنظم بوركينا فاسو عديد الإجراءات مثل نشر وتوزيع قانون الاتجار باللغات الوطنية الخمس (موري، ديولا، جولماتشياما، فولفيد وداغارا) على أصحاب المصلحة مثل مديرية العمل الاجتماعي، العدالة، وقوات الأمن، والجمعيات والمنظمات غير الحكومية. كما يتم تنظيم اجتماعات توعية للجان اليقظة والمنظمات غير الحكومية. إلى جانب الدورات التدريبية للجهات المؤسساتية الفاعلة والمجتمع المدني. بالإضافة إلى ذلك، فقد تم تنظيم حملات متعددة الوسائط وقوافل متنقلة لتغيير السلوك وتشجيع تعليم الأطفال كجزء من مكافحة الاتجار بالأشخاص.<sup>45</sup>

ويوضح هذا المثال التزام السلطات بسياسة عامة فعالة. فقد قامت مالي والسنغال بأعمال وقائية بنفس الطريقة، على الرغم من أنه لم يتم تضمين الأحكام في القانون أيضاً.

من ناحية أخرى، أدرجت تونس (المادة 46 من القانون)، والمغرب (المادة 7 من القانون)، والنيجر (المادة 5 من القانون) أحكاماً تتعلق بالإجراءات الوقائية التي يتعين تنفيذها. وفي جميع الحالات الثلاث، فقد عُهد دور تنشيط وتنسيق هذه الإجراءات إلى هيئة التنسيق الوطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص. وتتمثل الإجراءات ذات الأولوية التي حددها القانون في تدريب الجهات المؤسساتية الفاعلة والمجتمع المدني، والأنشطة التوعوية للجمهور، وأنشطة التوعية الأكثر استهدافاً، ولا سيما استهداف الفئات الضعيفة من السكان.

وتعتبر هذه الإجراءات ضرورية لتنفيذ سياسة عامة متكاملة تهدف إلى منع الاتجار وحماية الفئات الضعيفة، خاصة القصر، والمهاجرين غير الشرعيين، أو السكان الأكثر حرماناً، الخ.

### 2.4 - شراكة منسقة بالضرورة

تشمل الشراكة ضرورة التنسيق بين الجهات المؤسساتية الفاعلة والمجتمع المدني. وكحد أدنى، يجب أن توجد الشراكة على المستوى الوطني بالنظر إلى كثرة الصعوبات الكامنة في تعقيدات قضايا الاتجار بالأشخاص. وفي الواقع، فإن عدداً قليلاً فقط من الجرائم يجمع بين مثل هذه الخصائص. وبناء على ذلك، فإنه سيتعين على المحققين في كثير من الأحيان التحقيق حول مجموعات الجريمة المنظمة، ذات طبيعة عابرة للأوطان، تقوم باستغلال "المواد البشرية" لتحقيق الربح بأشكال متعددة. وبالإضافة إلى ذلك، فإنه غالباً ما يتم الجمع بين هذه العناصر في البلدان التي تمت دراستها وبمشاركة دولية قوية ومتعددة، تتطلب أحياناً تعاوناً أفضل بين المانحين والفاعلين وذلك لتجنب الازدواجية. كما أنه من المهم الإشارة إلى أن الجهات الدولية والوطنية والمحلية الفاعلة لهم في بعض الأحيان مصالح مختلفة.

وفي هذا السياق المتوتر أحياناً، فإنه من الضروري تنسيق الشراكات وتنظيمها تحت سلطة هيئة وطنية.

اتخذت جميع البلدان خطوات لإنشاء تنسيقية وطنية لتنشيط وتنسيق الشراكات على مستوى القطاعين العام والخاص. غير أن أشكال التنسيق تختلف بدرجات كبيرة، حيث تتراوح من وكالة وطنية ذات 30 موظفاً (النيجر) إلى شبكة بسيطة من جهات التنسيق. من ناحية أخرى، فإن بعض آليات التنسيق، مثل تشاد، لم يتم تفعيلها بعد. وقد قامت النيجر والمغرب وتونس بإنشاء هيئة تنسيق وطني من خلال دمج ذلك في قوانينها الوطنية. حيث تم تحديد تركيبة كل هيئة واختصاصاتها. وقد تم دمج هذا التنسيق الضروري في كل من قوانين بوركينا فاسو ومالي والسنغال التي تم فيها إنشاء التنسيق الوطنية بصفة لاحقة عن القانون النافذ. وعلى سبيل المثال، قامت السنغال بربط الوحدة الوطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص برئيس الوزراء. ومن

<sup>45</sup> "التقرير التأسيسي السنوي للمجموعة الاقتصادية لدول غرب إفريقيا حول الاتجار بالأشخاص في غرب إفريقيا"، إصدار أبريل 2017 (السنة المرجعية - 2015).

للضحايا بتقديم طلب للحصول على تصاريح إقامة دائمة في البلد. بالإضافة إلى ذلك، فإن الأحكام المتعلقة بتنظيم الإقامة "تنطبق على الأشخاص الذين هم على نفقة الضحية". وتعد هذه التدابير التكميلية التي تقوم بحماية الحقوق ضرورية للضحايا الذين شاركوا في القضية ولا يرغبون في العودة إلى بلدهم في نهاية الإجراءات: فهي تمثل تطورات مهمة ينبغي إبرازها. علاوة على ذلك، تنص المادة 63 على التدابير المتعلقة بتنظيم إعادة الضحايا إلى أوطانهم الأصلية في ظروف آمنة و "يفضل أن يكون طوعياً".

فيما يتعلق بإعادة ضحايا الاتجار بالأشخاص إلى وطنهم، فإنه من المهم أن تفكر السلطات في إرادة الشخص المعني، وذلك بمجرد التثبت من أنه قد كان ضحية أحد أشكال الاستغلال المدرجة في التعريف المتعلق بالاتجار.

الشيء نفسه على السكن والمساعدة الاجتماعية (المادة 60)، أو المشورة القانونية (المادة 61)، أو المساعدة القضائية (المادة 62)، أو طالبات التعويض (المادة 63).

ويبدو من المهم التفكير و النظر في الموقف التونسي. فكأساس لمساعدة الضحايا، قامت السلطات بتعيين الهيئة الوطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص كمنسق للمساعدة. ويمكن هذا التوضيح من إشراك الدولة في تدابير مساعدة الضحايا وتيسير تعبئة السلطات العامة والأموال من أجل ارساء سياسة عامة حقيقية لمساعدة الضحايا. وبالإضافة إلى ذلك، تُمكن جهة التنسيق هذه الجمعيات المسؤولة عن مساعدة الضحايا من الحصول على مرجع مؤسساتي محدد بشكل واضح.

### 6.3 - الحصول على الحق في الإقامة واحترام حقوق الضحايا

في "المبادئ والمبادئ التوجيهية الموصي بها فيما يتعلق بحقوق الإنسان والاتجار بالأشخاص"، توصي المفوضية السامية للأمم المتحدة لحقوق الإنسان بأنه "ينبغي للدول أن تنتظر فيما يلي: [...] توفير الحماية التشريعية للأشخاص المتأثر بهم الذين يتعاونون طوعاً مع سلطات انفاذ القانون، بما في ذلك حماية حقهم في البقاء بصفة مشروعة في بلد المقصد طوال فترة الاجراءات القانونية" (المبدأ التوجيهي 4.7).

يعتبر إدارة الوضع الإداري للضحايا احدى النقاط الحاسمة في مكافحة الاتجار، خاصة حماية الضحايا ومساعدتهم. وفي حالات الاتجار عبر الوطني، غالباً ما تكون إقامة الضحايا في البلد الذي يتم استغلالهم فيه غير قانونية وكثيراً ما تطرح مسألة بقاء الضحايا في تراب الدولة المعنية أو عودتهم إلى بلد المنشأ. وفي هذه الحالات، فانه من المهم أن يدرج المشرع أحكاماً تتعلق بإقامة الضحايا في النظام القانوني.

تجاه هذه الحالات الحساسة، اتخذت البلدان أحكاماً مختلفة الحدّة. وفي هذا الإطار، فإن المادة 2 من القانون المغربي (أي المادة 1-5-82 من القانون الجنائي) تنص صراحةً على أنه يمكن للسلطات القضائية أن تصدر أمراً يأذن بالإبقاء على الضحية في الإقليم المغربي. "حتى نهاية القضية". ويخدم هذا الحد الأدنى من الحماية مصالح العدالة والضحية التي يمكن أن يتم منحها تعويضاً في حالة رفع دعوى مدنية. ومع ذلك، فإن مستقبله يبقى غامضاً بعد القضية.

من جانبها، ينص قانوني مالي (المادة 24)، والسنغال (المادة 15) على إمكانية بقاء الضحية على الأراضي الوطنية حتى نهاية القضية، لكنهما لا ينصان على اتخاذ أي تدابير لإمكانية الاعادة إلى الوطن. كما ينص القانونين المذكورين، شأنهما شأن قانون بوركينافاسو في مادته 22، أنه يجوز للضحايا "طلب البقاء على الأراضي الوطنية على أساس مؤقت أو دائم". ولكن القانون السنغالي كان أكثر تدقيقاً إذ أشار الى انه بإمكان الضحية أن تطلب "وضع المقيم أو اللاجئ وفقاً للقوانين المعمول بها". وعليه فانه يجب أن تعمل القوانين على أن تحدد بدقة منح حقوق الإقامة للضحايا لتمكينهم من استعادة عافيتهم والمشاركة في القضية وذلك لتمكين السلطات القضائية والإدارية من تطبيق هذا الإجراء.

وينص القانون التونسي بالمثل على إمكانية البقاء في التراب الوطني، عبر منح وتجديد الإقامة المؤقتة لغرض بدء الإجراءات القانونية (المادة 65)، وهو ما يعني ضمناً الى غاية نهاية القضية. وبالإضافة الى ذلك، فانه من الممكن في حالة الإدانة النهائية للجنة أن تقوم الضحية بطلب إقامة مطولة في التراب الوطني إذا رغبت في ذلك. وقد اختارت السلطات التونسية أيضاً تسهيل التعاون بين الضحايا والسلطات القضائية من خلال منحهم إمكانية طلب "فترة نقاهة وتأمل" (المادة 64). ويعتبر هذا الحكم ذا أهمية قصوى بالنسبة للضحية والسير الحسن للتحقيق القضائي بشكل صحيح. وفي الواقع، من الشائع جداً في مرحلة الطوارئ التي تعقب اعتقال الجناة، أن يتمكن الضحايا من الهرب أو أن يتم إلقاء القبض عليهم في مكان الاستغلال، وهو ما يجعلهم غير قادرين على التعاون مع السلطات القضائية. كما أنه من شأن الصدمة النفسية الكبيرة التي ربما يكون الضحايا قد عانوا منها، أو الضغوط النفسية لما بعد الصدمة التي قد يصابون بها، أو الخوف من السلطات، أو الخوف من الطرد من تراب الدولة التي يوجدون فيها أن تعيق عملية التعاون وبناء الثقة التي تسعى إليها السلطات. ويمكن أن تكون فترة التفكير عنصراً مُيسراً بمجرد أن يتمكن الأخصائيون النفسيون والمدرّبون الاجتماعيون من العمل مع الضحية من أجل إعادة بناء ثقته في نفسه. وأخيراً، نص المشرع التونسي في المادة 65 من القانون على إمكانية تنظيم العودة الطوعية للضحايا الى بلدتهم الأصلي في ظروف آمنة.

تتسم الأحكام المتعلقة بالإقامة في القانون النيجري بكونها محددة ومفصلة بشكل خاص في باب كامل من الأمر 86-2010. وعليه فان المادة 62 تضع بوضوح شروط إقامة ضحايا الاتجار بالأشخاص في الأراضي الوطنية، خصوصاً فيما يتعلق بإصدار تصاريح الإقامة المؤقتة الى غاية المحاكمة. وفي هذا الصدد أيضاً، تذهب السلطات النيجرية إلى أبعد من ذلك بالسماح

53. ويُعتبر اتخاذ هذا الاجراء الوقائي الذي يهدف الى منع المجموعات الإجرامية المنظمة من الوصول إلى الشاهد وتحديد موقعه ومن ثم تهديده أو الإضرار بسلامته الجسدية إجراءات أساسية لحماية الضحية / الشاهد ولكن أيضاً لتسهيل السير الحسن للتحقيق القضائي والمحاكمة. وعندما لا تكون هذه الأحكام مضمنة في قانون الإجراءات الجنائية كأحكام خاصة لحماية الضحايا من تهديد حقيقي ووشيك، فإنه يجب أن تكون محددة في قانون الاتجار. من جانبه، يمنح القانون النيجري مجموعة واسعة للغاية من الحقوق للضحايا من بداية التحقيق وخلال الاجراءات القضائية، وذلك الى غاية المحاكمة الجنائية. ووفقاً لذلك، فبالإضافة إلى الحقوق المشار إليها أعلاه، ينص القانون على رفع دعوى مدنية (المادة 36) للتعويض عن الأضرار التي لحقت بالضحية. كما تقر المادة 40 بأنه يمكن لجميع ضحايا الاتجار بالأشخاص الحصول على مترجم بلغة يعرفونها. فالحق في الحصول على مترجم يعتبر حقاً أساسياً بالنسبة للضحية، بحيث يمكن سماع الضحية في ظروف تسمح لها بفهم أسئلة المحققين، والحقوق المتاحة لها، وكي تتمكن من بسط الوقائع التي وقعت ضحيتها. كما يخدم الحق في الحصول على مترجم المحققين والسلطة القضائية، حيث سيكون بإمكانهم مواصلة التحقيقات ضمن ظروف مقبولة. وقد يرتبط منح الحقوق في بعض الأحيان ارتباطاً مباشراً بتصريحات الضحية وليس بالأدلة التي جمعها المحققون. علاوة على ذلك، يحق للضحية في النيجر المشاركة في الإجراءات المتعلقة بها، وبالطرق المحددة في المادة 41، يحق للضحية أن يستمع لها. ومرة أخرى، سعى المشرع النيجري إلى التأكيد على تنفيذ أحد الحقوق الأساسية للضحية والذي يتمثل في القدرة على سرد الوقائع والتعبير عما عاشته من أحداث.

## ب - مساعدة الضحايا

بالإضافة إلى الحقوق المذكورة سابقاً في سياق حماية الضحايا، من المهم أيضاً توفير حقوق لمساعدة الضحايا. وفي الواقع، كما هو مذكور في الفقرة 3 من المادة 6 من بروتوكول باليرمو، يجب على الدول الأطراف أن توفر للضحايا " (أ) السكن اللائق؛ (ب) المشورة والمعلومات، خصوصاً فيما يتعلق بحقوقهم القانونية، بلغة يمكن لضحايا الاتجار بالأشخاص فهمها؛ (ج) المساعدة الطبية والنفسانية والمادية؛ (د) فرص العمل والتعليم والتدريب."

### 5.3 - المساعدة البدنية والنفسية

يجب أن تكون العدالة هي القوة المحركة لآلية مساعدة الضحايا قبل وأثناء وبعد إغلاق القضية الجنائية. وعندما تكون هناك أسباب معقولة للاعتقاد بأن الشخص تعرض لارتكاب جريمة مرتبطة بالاتجار، فإنه يجب أن يحصل على مساعدة بقطع النظر عن رغبته في التعاون مع التحقيق.

وهكذا، فقد أكدت العديد من الدول في قوانينها على الحاجة إلى ضمان ظروف سكن كريمة للضحايا، فضلاً عن الدعم الاجتماعي والقانوني والنفسي والطبي، حسب الوسائل المتاحة. وقد تم التنصيص على تدابير مساعدة الضحايا هذه، والتي هي غائبة في معظم التشريعات التي تمت دراستها، في المادة 4 من القانون المغربي على وجه التحديد، والتي تفرض التزاماً فعلياً على مرافق الدولة بتوفير تدابير لمساعدة الضحايا. ومن جانبه، يتضمن القانون النيجري تدابير مساعدة أوسع نطاقاً في المادة 53 تشمل: الحماية، والمساعدة، والإعادة إلى الوطن، والتعويض، بما من شأنه أن يوفر تكاملاً مهماً بين الحماية والمساعدة جدير بأن يهتم بها.

بالإضافة إلى ذلك، يتم تعزيز هذه الرؤية المشتركة للحماية والمساعدة أثناء مرافقة الضحايا الى الخدمات الصحية، بالإضافة إلى تسهيل أعمال الحق الأساسي في الصحة. ويُعتبر هذا الدعم أحد الوسائل المميزة للسلطة القضائية لإقامة روابط ثقة مع الضحايا أو الضحايا المحتملين.

وفيما يتعلق بالدعم الذي توفره جمعيات مساعدة الضحايا، فإن القانون النيجري دقيق للغاية فيما يعهد به إليها. فمن خلال المادة 53 منه، فيما يتعلق بتقديم المساعدة إلى المنظمات غير الحكومية أو الجمعيات المعتمدة بشكل قانوني، يمكن للمدعي العام استخدام جمعية مساعدة الضحايا لتقديم المساعدة إلى الضحية.

أما القانون التونسي فقد اعتمد نموذجاً آخر اعطى دور المسؤولية عن دعم الضحايا للهيئة الوطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص. وهكذا تنص المادة 59 من القانون على أن " تعمل الهيئة الوطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص بالتنسيق مع المصالح والهيكل المعنية على توفير المساعدة الطبية اللازمة لضمان التعافي الجسدي والنفساني للضحايا الذين هم في حاجة إلى ذلك." وينطبق

ومن هذا المنطلق، قام المشرعون بإدراج أحكام لحماية الضحايا. وفي هذا الإطار، تنص المادة 21 من قانون بوركينا فاسو على إمكانية عقد المحاكمة في جلسة مغلقة. وهي إمكانية نص عليها كذلك القانون المالي (المادة 23)، والقانون السنغالي (المادة 14). غير أن هذه القوانين الثلاثة القريبة جداً من بعضها البعض، لم تقم بالتوسع في تدابير حماية الضحايا لتشمل الشهود على الرغم من المخاطر التي قد يتعرضون لها.

وبالإضافة إلى ذلك، تجدر الإشارة إلى أنه في معظم البلدان التي شملتها الدراسة لا يمكن للضحايا أن يخضعوا للإبعاد من الأراضي الوطنية إلى حين صدور الحكم أو الإذن النهائي. ويوفر هذا الإجراء، المنصوص عليه في قوانين البلدان التي شملتها الدراسة باستثناء موريتانيا وتشاد، ضمانات للضحية بأنه لن يتعرض لمخاطر تتل من حقوقه أو صحته البدنية أو النفسية جراء العودة القسرية. ويذكر المغرب حكماً إضافياً في قانون العقوبات في المادة 1-5-82 يسمح بحظر اتصال المشتبه بهم بالضحية. إن الإجراء الوقائي الإضافي الوحيد، وهو أمر ضروري للغاية، يتعلق بالقصر الذين تسمح لهم القوانين المشار إليها أعلاه باستخدام محام معين أو باختيارهم (المادة 16 من القانون السنغالي أو 23 من القانون بوركينا فاسو)، الوضع تحت الوصاية أو تعيين مدير قانوني (المادة 17 من القانون السنغالي، أو المادة 25 من قانون مالي، أو المادة 24 من قانون بوركينا فاسو). وتبين هذه الأحكام، على الأقل، التزام البلدان الثلاثة وتصميمها على الاعتراف بخصوصية ضعف القصر وتعزيز أجهزة الحماية، بما يخدم دائماً المصالح الفضلى للطفل.

ويبسّط القانون التونسي والنيجري بشكل أكثر تفصيلاً حماية الضحايا والشهود. ويتمثل إدراك السلطات لأهمية الاتجار بالأطفال، (62% من الضحايا في غرب إفريقيا وفقاً للتقرير العالمي حول الاتجار بالأشخاص الصادر عن مكتب الأمم المتحدة لمكافحة المخدرات والجريمة لعام 2016)، بشكل ملموس في اعتماد عدة مواد قانونية تنص من جديد على التدابير التي يتعين تنفيذها.

وفي هذا الإطار، تشير المادة 37 من قانون النيجر صراحة إلى المصلحة الفضلى للطفل والحاجة إلى الحفاظ عليه طوال الإجراءات. وسيكون لهذه المادة الوقائية بشكل خاص للأطفال عواقب على تنظيم أعمال التحقيق المحيطة بالطفل (الاستماع، تعيين الشخص المرجح، اللجوء إلى الجمعيات المتخصصة). وفي المادة 38، نص المشرع أيضاً على وضع الطفل تحت الوصاية أو الإدارة القانونية بالنسبة للطفل الذي ليس له ممثل قانوني معروف أو موثوق به. وتعتبر هذه النقطة بالذات ضرورية في حالات الاتجار بالأشخاص لأنه في كثير من الحالات (الاسترقاق المنزلي، العمل القسري، الدعارة القسرية، التسول القسري)، يأتي الأطفال من بلدان في منطقة غرب إفريقيا وليس لديهم ممثل قانوني معروف أو موثوق به. ومن شأن مرافقة القاصر في ظل هذه الظروف أن يجنبه الاستغلال من جديد أو أن يكون عرضة للاختفاء. ومن ناحية أخرى، فإن الوصي يتصرف دائماً وفقاً لمصلحة الطفل. أخيراً، تنص المادة 42 على وسائل حماية الأشخاص الضعفاء بشكل خاص، بمن فيهم القصر على وجه الخصوص. ويمكن تحقيق ذلك من خلال الشهادات عبر الفيديو، أو جلسات الاستماع أو الشهادة بحضور أحد الوالدين، أو تسجيل الشهادات مسبقاً، أو كذلك الفصل المادي عن الجناة المظنون فيهم خلال الجلسة.

وفي تونس، اعتمد المشرع نفس الأحكام الوقائية، لكنه جعلها تنطبق على جميع الضحايا دون تمييز على أساس القصور. كما تم تضمين تدابير إضافية، مثل اختيار مقر الضحية بالقرب من مكتب المدعي العام (وكيل الجمهورية) (المادة 52). ولا يوجد في القانون التونسي ذكر لأحكام محددة تجاه القصر ضحايا الاتجار. ويحدد المشرع في المادة 4 أن "الأطفال يخضعون لأحكام قانون حماية الطفل. وهنا، يقوم القانون بملء فراغ تشريعي لفائدة الضحايا الراشدين.

وتتوافق القوانين التونسية والنيجرية تماماً مع بروتوكول باليرمو، حيث تقوم بتطوير نهج متكامل يركز على الضحايا، مما يسمح للسلطات بأن يكون لديها ترسانة كاملة لحماية الضحايا أثناء الإجراءات و إلى غاية المحاكمة الجنائية.

### 4.3 – التوسع في وسائل الحماية

تبنت القوانين النيجرية والتونسية موقفاً صارماً موجهاً لحماية الضحايا، مما مكن السلطة القضائية من امتلاك صكوك تكميلية تضمن حماية الأشخاص، وبالتالي التصدي لانتهاكات الكرامة الإنسانية التي تنجر على الاتجار بالأشخاص.

يتضمن القانون التونسي في الباب الرابع المكرس لآليات الحماية والمساعدة العديد من التدابير التفصيلية التي تضم مختلف الإجراءات المنطبقة على حماية الضحايا والشهود والمبلغين. إن رغبة المشرع في حماية السلامة الجسدية والنفسية للأفراد، بما في ذلك العائلات، قد تم تناولها بطريقة واضحة في المادة 50 وما يليها من القانون. ويتم ضمان عدم الكشف عن هوية الأشخاص الذين يرغبون في الإدلاء بشهاداتهم. كما تم تفصيل الإجراءات المتعلقة بتسجيل الهويات والإقامة بدقة في المادة

### III- مساعدة وحماية الضحايا

تظل مساعدة الضحايا وحمايتهم قضية رئيسية لسلطات الدول الأطراف في بروتوكول باليرمو. إذ يجب على كل دولة أن تخطط لتنفيذ سياسة عامة تشتمل على ثلاث خطوات لمساعدة وحماية الضحايا (المادة 6)، ومنح وضعية قانونية لضحايا الاتجار على أراضيها (المادة 7)، والقيام بإعادة ضحايا الاتجار إلى الوطن (المادة 8).

#### أ - حماية الضحايا

وفقاً للمادة 2 من بروتوكول باليرمو، فإن الغرض من مكافحة الاتجار بالأشخاص هو " (أ) منع ومكافحة الاتجار بالأشخاص، مع إيلاء اهتمام خاص للنساء والأطفال؛ (ب) حماية ضحايا ذلك الاتجار ومساعدتهم، مع احترام كامل لحقوقهم الإنسانية؛ (ج) تعزيز التعاون بين الدول الأطراف على تحقيق تلك الأهداف. " وبناء على ما تقدم، يتبين أن بروتوكول باليرمو، من خلال بنيانه، وحيث تسعى الدول إلى مكافحة الجريمة المنظمة عبر الوطنية، وفي هذه الحالة ضد شبكات الاتجار بالأشخاص، يشتمل على جزء كبير للغاية مخصص للضحايا. فهذا البعد يعتبر أساسياً في مكافحة الاتجار بالأشخاص ولا ينبغي النظر إليه بشكل منفصل. وبالتالي، فإن مفهوم مكافحة الاتجار بالأشخاص يشمل من الناحية الواقعية الوقاية، والحماية، ومساعدة الضحايا، وكذلك التعاون والشرطة. لأجل ذلك فقد أصر المشرع السنغالي بحزم على البعد المتعلق بالضحايا من خلال التأكيد، منذ عنوان القانون، على أهمية حمايتهم. وتشمل القوانين النيجيرية والتونسية والمغربية والبوركينوية والمالية والسنغالية باباً كاملاً مخصصاً لحماية الضحايا والشهود.

#### 1.3 الإغفاء من العقوبة بالنسبة لضحايا الاتجار

تتمثل أول تدابير المساعدة لحماية الضحية في الاعتراف بوضعها، من خلال مادة تنص على الإغفاء من العقوبة لضحايا الاتجار الذين ارتكبوا جرائم أثناء استغلالهم ولم يكن باستطاعتهم التصرف بطريقة أخرى، على النحو المنصوص عليه في المادة 12 من القانون السنغالي، أو المادة 22 من قانون مالي. وفي الواقع، فإنه من الضروري الاعتراف بوضعية الضحية للشخص المعني بالأمر وعدم اعتباره شخصاً جانحاً. فمن ناحية، يسمح هذا الإجراء بتطبيق قانون حقوق الإنسان بطريقة متميزة وتوفر الحماية. ومن ناحية أخرى، يسمح للشخص المعني بالبداية في إعادة البناء النفسي للاندماج أو إعادة الاندماج في المجتمع.

#### 2.3 - حماية الضحايا أثناء الإجراءات

يجب احترام حقوق الضحايا أثناء الإجراءات والمحاكمة. وعلى هذا النحو، فإنه يجب إعلام الضحية بالإجراءات القضائية وبحقوقه (المادة 39 من القانون النيجيري). كما ينص القانون التونسي أيضاً في المادة 61 على إعلام الضحايا بالإجراءات القضائية، ولكنه يذهب أبعد من ذلك بمنح الهيئة الوطنية مسؤولية مساعدة الضحايا في الوصول إلى جميع حقوقهم، ومرافقتهم أثناء الإجراءات من خلال المتابعة مع السلطات. ومع ذلك، لا ينبغي إغفال أن المحقق لا يزال هو الفاعل الأساسي في نقل المعلومات حيث يتولى المحقق منذ مقابلته الأولى مع الضحية إبلاغه بالمآلات القضائية المحتملة. ويهدف هذا النهج إلى طمأنة الضحية، واستعادة روابط الثقة مع السلطة، وضمان حماية فعالة للشخص المعني.

#### 3.3 - الحماية الجسدية للضحايا والشهود

تضمن السلطة القضائية حماية الضحايا والشهود. وبموجب المادة 24 من اتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة الجريمة المنظمة عبر الوطنية، يجب أن يستفيد الشهود من برنامج حماية، بما في ذلك الحماية البدنية للأفراد، وعدم الكشف عن هويتهم خلال الإجراءات. ويضيف بروتوكول باليرمو أحكاماً محددة لضحايا الاتجار بالبشر. وتنص المادة 6 (1) من البروتوكول المذكور صراحة على وجوب اتخاذ تدابير لحماية خصوصية وهوية الضحايا.

وفيما يتعلق بمسألة العُقل وأعمال الحجز للمواد المتأتية من الاتجار، فإن غالبية البلدان لديها أحكاما تشريعية على مرحلتين. من جهة، لتسهيل أعمال التحقيق (على سبيل المثال، المادة 8 من القانون السنغالي: "الزيارات والمحجوزات والعُقل...")، ومن جهة أخرى، لمصادرة الأرباح غير المشروعة المتأتية من الاستغلال والوسائل اللازمة لارتكابه (مثل فندق في حالة الاستغلال الجنسي، كما هو منصوص عليه في المادة 7 من القانون المشار إليه سابقاً والذي "يأمر بمصادرة: وسائل ارتكاب الجريمة، عائدات الجريمة..."). فمن الضروري توفير وسائل قمع قوية للمحققين ثم القضاة وكذلك منحهم الوسائل لعقلة الأصول الإجرامية ومن ثم مصادرتها خلال المحاكمة. وعادة ما تضم المجموعات الإجرامية المنظمة، أو الجناة، أفرادا قد خضعوا لعقوبات سجنية نتيجة لإدانتهم. وبالتالي، فبالإضافة إلى أن أحكام الحبس تكون مفيدة بالنسبة لهذا النوع من المجرمين، فإنه يجب أن تكون مثالية وترافقها تدابير متعلقة بمصادرة الممتلكات المكتسبة بطريقة غير مشروعة. وفي الواقع فإن هذه التدابير تقوض ممتلكات المجرمين وهي توصف بكونها رادعة بشكل خاص في مكافحة الشبكات بطريقة فعالية.

### 3.2- ضرورة التعاون الدولي

يعتبر التعاون الدولي في المسائل الجنائية لمكافحة الاتجار أمرا لا بد منه. وفي الواقع، فإن هناك العديد من الحالات عبر الوطنية وتشمل مجموعات إجرامية منظمة. ولتنفيذ هذا التعاون، تمتلك الدول، جميع الدول الأطراف في اتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة الجريمة المنظمة عبر الوطنية، الأدوات اللازمة المنصوص عليها في إجراءاتها الجنائية. التعاون القضائي هو آلية تسمح لدولة ما مساعدة دولة أخرى أثناء التحقيق أو الملاحقات القضائية. ومن بين الدول الأعضاء في المجموعة الاقتصادية لدول غرب أفريقيا، فإن اتفاقية (A / P.1 / 7/92) لعام 1992 بشأن التعاون القضائي في المسائل الجنائية هي التي تحدد معايير التعاون بين الدول (المادة 2). ويهدف التعاون القضائي إلى جمع الشهادات أو الشكاوى، وتسليم وثائق المحكمة، وعمليات التفتيش والعُقل، ومصادرة ما ينتج عن الأنشطة الإجرامية. يُعتبر وزير العدل في كل دولة عضو في المجموعة الاقتصادية لدول غرب أفريقيا السلطة المختصة في مجال التعاون القضائي. ينص اتفاق التعاون بشأن الشرطة الجنائية بين الدول الأعضاء في المجموعة الاقتصادية لدول غرب أفريقيا الموقع عليها في أكرا في 19 ديسمبر 2003، في المادة 3 على التعاون في مجال البحث في إقليم هذا الطرف أو ذلك، والقيام بعمليات مشتركة أو دائمة أو مخصصة للشرطة في مجالات محددة من الجريمة عبر الوطنية والالتزام بالامتنال لتعليمات السلطات المختصة في الدولة التي تجري العمليات في إقليمها. بالإضافة إلى ذلك، تلزم المادة 8 الأطراف المتعاقدة بقبول بعثات تقصي الحقائق على أراضيها<sup>43</sup>.

تم وضع حق الملاحقة القضائية بناء على ترتيبات بين دول منطقة الساحل تسمح لقوات الدفاع والأمن بملاحقة المجرمين من إقليم إلى آخر. وتهدف منصة دول الساحل للتعاون القضائي، التي أنشئت في عام 2010، إلى تعزيز التعاون القضائي في المسائل الجنائية بين الدول الأعضاء. كما تسعى إلى تسهيل نقل وتنفيذ الطلبات المتعلقة بالتعاون القضائي وتسليم المجرمين التي تتقدم بها الدول الأعضاء. كما أنها تسمح بمتابعة طلبات التعاون وتبادل الممارسات الجيدة والمعلومات بين السلطات القضائية<sup>44</sup>.

وكمثال على ذلك، تجدر الإشارة إلى القانون النيجيري الذي يتضمن في الباب التاسع منه جميع التدابير المنطبقة على تسليم المجرمين والمساعدة القضائية، وذلك عبر استنساخ الأحكام الواردة في اتفاقية الأمم المتحدة بطريقة مفصلة في المادة 16 وما يليها.

<sup>43</sup> مثال آخر للتعاون على المستوى الإقليمي هو دولة مالي التي وقعت اتفاقيات عامة بشأن التعاون القضائي مع موريتانيا (25 يوليو 1963)، بوركينا فاسو (23 نوفمبر 1963)، جمهورية النيجر (22 أبريل 1964)، وجمهورية الكاميرون الفيدرالية (6 مايو 1964)، وجمهورية غينيا (20 مايو 1964)، وجمهورية كوت ديفوار (11 نوفمبر 1964)، وجمهورية السنغال (8 أبريل 1965).

<sup>44</sup> الأعضاء: بوركينا فاسو ومالي وموريتانيا والنيجر. السنغال وتشاد مراقبان.



أخرى، فإنه يمكن توسيع نطاق هذه الأحكام لتشمل الجناة من مواطني هذه البلدان، الذين ارتكبوا جريمة الاتجار في الخارج. وفي هذا السياق، يُعتبر قانون النيجر (المادة 33 (3)) والقانون التونسي (المادة 27)، اللتان تحددان الاختصاص القضائي للمحاكم وتوسّع نطاقه لتشمل الجناة النيجريين أو التونسيين المتهمين بارتكاب أعمال اتجار في الخارج بمثابة مثالين رائدين في هذا المجال.

تجدر الإشارة إلى أن المشرعين قد نصوا، في بعض الحالات، على الملاحقة القضائية للمحاولة من خلال تطبيق عقوبة أقل من العقوبة الأصلية أو متساوية معها، على النحو المنصوص عليه في المادة 448.11 من القانون الجنائي المغربي، عند اكتمال ارتكاب محاولة الجريمة. الأمر نفسه ينطبق على الأشخاص الاعتباريين (المادة 448.6 من نفس القانون).

يعتبر القانون النيجيري مثالا ناجحا بشكل خاص في هذه المسألة. فالمحاولة (المادة 14)، والمشاركة (المادة 15)، والذي يقوم باصدار الاوامر (المادة 16)، أو الشخصيات الاعتبارية (المادة 31) منصوص عليها ويعاقب عليها بموجب المرسوم 86-2010. وتتفق هذه الأحكام مع المعايير الدولية من حيث الملاحقات الجنائية وتوصيات اتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة الجريمة المنظمة عبر الوطنية. وتجدر الإشارة هنا إلى أن قانون العقوبات التشادي يتضمن في المادتين 332 و333 تجريم الجناة، والجناة المشاركين، والمشاركين، وكذلك الأشخاص الاعتباريين. وبالنسبة للجرائم المعقدة مثل الاتجار بالأشخاص، فإنه من الضروري التنصيص على أحكام جزائية تجرّم المشاركة التي هي "شكل من أشكال المشاركة الجنائية التي من خلالها يساعد الفرد، الشريك، شخصاً آخر، عن قصد وإدراك، في القيام بفعل غير مشروع. ولا يقوم الشريك بارتكاب الجريمة بنفسه. ولا يتدخل الا بشكل ثانوي في تنفيذ الفعل الذي يرتكبه الفاعل الرئيسي."<sup>42</sup>

وبالتالي، فإنه في الممارسة العملية يفترض ارتكاب الجريمة في كثير من الأحيان وجود العديد من الوسطاء الذين لا يشاركون بشكل مباشر في الجريمة ولكنهم يقومون بتسهيل تنفيذها. وتفترض المشاركة على وجه الخصوص توفر واحد من الأفعال الأساسية المتعلقة بالمشاركة مثل المساعدة والعون، والتحريض أو التعليمات المقدمة.

وأخيراً، من أجل حماية الضحايا، تنص المادة 32 من القانون النيجري على حصانة الضحايا. وتشمل التشريعات الأخرى الإعفاء من العقوبة أو تخفيف منها بالنسبة للأشخاص الذين يوافقون على التعاون مع السلطات القضائية. ويشرح القسم الخاص بالإعفاء من العقوبات والحد منها في القانون التونسي الحالات التي يمكن أن يستفيد فيها التائب من تخفيف العقوبة (المادتان 21 و22). ومن خلال هذه المواد، يهدف القانون التونسي بشكل رئيسي إلى تسهيل تفكيك المجموعات الإجرامية المنظمة العاملة في مجال الاتجار. وقد يكون الإعفاء كاملاً من العقوبة إذا أقدم عضو في مجموعة إجرامية بمبادرة منه على تقديم معلومات إلى السلطة القضائية تساعد في اعتقال الجناة. وتنص القوانين في بوركينا فاسو ومالي والسنغال والمغرب على أحكام مماثلة أيضاً، حيث يمكن أن يؤخذ بالعدر المطلق عندما يتعاون الشخص مع السلطة القضائية.

## 2.2 - الإجراءات الجنائية المنهكة بموجب القانون العام

وفقاً للمادة 20 من اتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة الجريمة المنظمة عبر الوطنية، نصت بعض الدول التي شملتها الدراسة في قوانينها المتعلقة بمكافحة الاتجار بالأشخاص على استخدام أساليب التحقيق الخاصة لتيسير عمل المحققين وقنوات العدالة الجنائية بأكملها في مكافحة الجريمة المنظمة. وفي هذا الإطار، تقترح القوانين التونسية والنيجرية على سبيل المثال، تشكيل مجموعة تتمتع بإمكانيات عمل محددة، يتم انشاؤها بعد إذن من المدعي العام أو قاضي التحقيق. وتحدد المواد من 32 إلى 39 من القانون التونسي ومن 46 إلى 49 من القانون النيجري الإمكانات المتاحة للمحققين فيما يتعلق بالاختراقات التي يمكن للمحقق القيام بها، أو التنصت عبر الهاتف، أو الإشراف المصرفي، أو كذلك مراقبة والتقاط الصور والصوت في أماكن العمل الخاصة، إذا تبين أن هذه الإجراءات الاستثنائية لا غنى عنها لظهور الحقيقة ونجاح التحقيق.

باستثناء موريتانيا والمغرب وتشاد، التي ليس لديها ترتيبات إجرائية محددة، أدرجت كل من بوركينا فاسو، ومالي، والسنغال في قوانينها مواداً تشريعية تتضمن أحكاماً إجرائية محددة يمكن تنفيذها في حالة التحقيق في الاتجار. وهذه الأحكام أقل تفصيلاً وأقل عدداً من تلك المنصوص عليها في قوانين تونس والنيجر ولكنها مع ذلك تمكّن من تعزيز آليات التحقيق. وبالتالي، فإنه يمكن القيام بعمليات التفتيش والضبط في أي وقت من النهار والليل (المادة 13 من قانون بوركينا فاسو، والمادة 15 من قانون مالي، والمادة 8 من القانون السنغالي)، مما يسهل عمل المحققين في الواقع، لا سيما في أماكن العمل الليلي مثل بيوت الدعارة أو بعض الورشات السرية للخياطة.

<sup>42</sup> "المشاركة في القانون الجنائي"، <https://justice.ooreka.fr/astuce/voir/571051/complicite-en-droit-penal>

## II- الملاحظات الجنائية المعززة بالإجماع

تدعو الفقرة 1 من المادة 5 من بروتوكول باليرمو الدول الأطراف إلى اعتماد "تدابير تشريعية وغيرها من التدابير اللازمة الأخرى لتجريم الأفعال المنصوص عليها في المادة 3 من هذا البروتوكول، عندما تكون ارتكبت عمداً." 1.2 - العقوبات وفقاً للالتزامات الدولية

تعاقب القوانين الثمانية التي تمت دراستها جريمة الاتجار بالأشخاص بموجب الشروط المنصوص عليها في البروتوكول، إما صراحة كجناية يعاقب عليها بالأشغال الشاقة من 5 إلى 10 سنوات (المادتان 4 و 5 من القانون الموريتاني)، أو السجن لمدة تتراوح بين 5 و 10 سنوات (المادة 7 من القانون المالي)، أو كجريمة يعاقب عليها بالسجن لمدة تتراوح بين 5 و 10 سنوات (المادة 10 من القانون النيجري، المادة 1 من القانون السنغالي، المادة 448.2 من قانون العقوبات المغربي)، أو السجن لمدة 10 سنوات (المادة 8 من القانون التونسي)، دون أن يتم تكييفها بصفة صريحة أنها جنائية. وعلى الرغم من أن التنصيص على التجريم قد تم عبر مواد مختلفة، فإن العقوبات على الجرائم المتعلقة بالاتجار تتراوح بين 5 إلى 10 سنوات من السجن. وحدها جريمة سمسة البغاء، والتي يمكن مساواتها بالاتجار في صياغتها بالمادة 335 من قانون العقوبات التشادي، تنص على عقوبات أقل بكثير من العقوبات المفروضة في بلدان أخرى (المادة 335، من 6 أشهر إلى سنتين سجناً).

من ناحية أخرى، نصت قوانين جميع الدول على غرامة إضافية إلى جانب عقوبة السجن ضد الجناة. تقوم التشريعات الوطنية بتشديد جريمة الاتجار عندما تُرتكب، من بين جملة أمور أخرى، ضد قاصر يقل عمره عن 18 عامًا، من قبل موظف حكومي أو منظمة إجرامية وعندما تعرّض حياة الضحية للخطر، عمداً أو عن طريق الإهمال الجسيم. وتعتبر العقوبات المنصوص عليها رادعة ومنتاسبة وفقاً للمبادئ المنصوص عليها في القانون الجنائي الدولي. فعلى سبيل المثال، في اتفاقية مجلس أوروبا رقم 197 المؤرخة 16 مايو 2005 بشأن مكافحة الاتجار بالبشر، يجب أن يعاقب على الجريمة بعقوبة أقصاها خمس سنوات على الأقل، وبالنسبة للجريمة المشددة، بعقوبة أقصاها السجن لمدة لا تقل عن 10 سنوات سجناً، وهو ما يدل على أن المشرعين في البلدان التي شملتها الدراسة قد جعلوا العقوبات التي تستوجبها أعمال الاتجار مطابقة لما نصت عليه الاتفاقية الأكثر تفصيلاً في هذا المجال على المستوى العالمي. وفي معظم الحالات، فإن العقوبات مضاعفة مقارنة بما تشترطه الاتفاقية، مما يدل على أن الدول تتصدى بقوة لجريمة الاتجار، وبالتالي فهي تدين بشدة ما يعتبر أحد أسوأ الانتهاكات لكرامة الإنسان.

بالإضافة إلى ذلك، تنص التشريعات في معظمها على العديد من الظروف المشددة: عندما يتم ارتكاب الجريمة ضد القصر، من قبل عدة أشخاص، على شخص شديد الضعف؛ مجتمعين أو ضمن فرقة منظمة؛ من قبل أحد الأصول أو الزوج، عندما يكون ارتكاب الجريمة قد تسبب في خطر فوري بالوفاة أو الإصابة بجروح، بالتنشويه أو العجز الدائم، عندما يكون الجاني مناط بعهدته وظائفاً في مكافحة الاتجار. فمن شأن هذه الظروف المشددة مضاعفة العقوبات على الأقل، وقد تصل إلى السجن مدى الحياة في حالة وفاة الضحية (على سبيل المثال، المادة 29 الفقرة 6 من القانون النيجيري، والمادة 25 من القانون التونسي)، أو إذا كانت الجريمة قد أرتكب بأعمال تعذيب وبوحشية عندما ينجر عن ذلك هلاك الضحية (المادة 448.5 من قانون العقوبات المغربي).

من الضروري أن يقوم المشرع بتعديل مقدار العقوبة وفقاً لهذه الظروف المشددة، خصوصاً مع مراعاة ضعف الضحايا (العمر، الحمل...)، العواقب المترتبة على الضحايا (الجروح، الاضطرابات النفسية، التنشويه، التعذيب، الموت...) وتعدد الضحايا والجناة. كما يجب تشديد العقوبات على الجرائم المرتكبة من طرف عصابات منظمة بشكل منتظم وذلك لمكافحة المجموعات الإجرامية المنظمة الضالعة في الاتجار.

فيما يتعلق باختصاص المحاكم الجزئية، إذا ارتكبت الجريمة في الخارج من قبل أو ضد أحد مواطني أحد البلدان التي شملتها الدراسة، فلن تتمكن المحاكم الجنائية من ممارسة اختصاصها بنفس الطريقة. وفي هذا الإطار، ينص قانون الإجراءات الجزائية السنغالي (المادتان 10 و 11 من القانون)، وقانون الإجراءات الجزائية المالي (المادة 17 من القانون)، وقانون الإجراءات الجزائية لبوركينا فاسو (المادة 15 من القانون) على أن الأجانب الذين يرتكبون جريمة الاتجار خارج تراب الجمهورية ضد مواطنيها، يخضعون للمحاكمة وفقاً للقانون الوطني. وتعد هذه المواد مهمة لأنها تقوم بحماية ضحايا البلدان المعنية. من ناحية

قام بعض المشرعين بتعريف مفهوم الضعف (مالي، المغرب، النيجر، السنغال، تونس)، معتبرين الضحية على سبيل المثال، "شخصاً يغلب عليه الضعف بسبب حالة الحمل، أو التقدم في السن، أو حالته الصحية مما أدى إلى إعاقة جسدية أو نفسية"<sup>39</sup> (والتي قد تشمل الضعف العاطفي أو الاقتصادي على النحو المحدد في القانون المغربي). كما أنه من المهم بشكل خاص تحديد مفهوم الضعف لكي يتم وفقاً لذلك تحديد إساءة استخدامه، وهو الأمر الذي يمكن تحديده بدقة في القانون الموريتاني. أخيراً، فإن الطرف الأخير، وهي امكانية واردة أيضاً، يتمثل في تبادل المكافآت أو منحها أو أي منفعة أخرى أو وعد بمكافأة أو بمنفعة. وقد أدخله مختلف المشرعين في قوانينهم لغرض وحيد يتمثل في ضمان قمع المتاجرين. ويتم التحقق دائماً من هذا الطرف لإظهار مسؤولية الجناة. وبالتالي، فإن الدليل الوحيد على المكافأة أو المنفعة أو الوعد الذي تم التعهد به بهذا المعنى سيمكّن المحاكم من التحقق من الركن المادي للوقائع ومقاضاة الجناة.

#### 4.1 الاستثناء المتعلق بسن الضحية

تضمنت قوانين البلدان التي شملتها الدراسة مواداً تتعلق بتجريم الاتجار كلما كان ذلك ضد طفل دون سن 18 سنة. وفي الواقع، تنص المادة 3 من القانون الموريتاني، والمادة 2 من قانون بوركينا فاسو، والمادة 1 من القانون السنغالي على أن "تعتبر الجريمة مرتكبة عندما يكون التجنيد أو النقل أو التنقل أو الإيواء أو الاستقبال يتعلق بقاصر، حتى لو لم يتم استخدام أي من الوسائل المذكورة في الفقرة السابقة"<sup>40</sup>.

كما هو الشأن بالنسبة لانتفاء الرضا، فإن المشرعين لا يعارضون الخصوصية المتعلقة بالقصور. ومع ذلك، تجدر الإشارة إلى أن تشاد قد تعاملت مع أشكال الاستغلال الجنسي بطريقة مختلفة، حيث تم تناول استغلال الدعارة والقصور في مواد مختلفة من قانون العقوبات (المادتان 335 و336 لاستغلال الدعارة، والمادة 362 عن استغلال الأطفال في المواد الإباحية). ويعتبر بغاء القصر في المادة 336 من قانون العقوبات ظرفاً مشدداً لجريمة التكسب من سمسرة البغاء. فجميع المواد المتعلقة بالاتجار بالأشخاص وسمسرة البغاء تنتمي إلى نفس العنوان 5 "الاعتداءات على حريات الشخص وكرامته"<sup>41</sup>، وهو ما يشير إلى أن المشرع يعتبر الجرائم المشار إليها على أنها تنتمي إلى نفس الفئة من الجرائم المتعلقة بالاتجار.

<sup>39</sup> المادة 2، القانون رقم 06-2005 المؤرخ 10 مايو 2005 بشأن مكافحة الاتجار بالأشخاص والممارسات المماثلة وحماية الضحايا (السنغال)،

[https://www.unodc.org/res/cld/document/loi-no--2005-06-du-10-mai-2005\\_html/Loi\\_No.\\_2005-06\\_FR.pdf](https://www.unodc.org/res/cld/document/loi-no--2005-06-du-10-mai-2005_html/Loi_No._2005-06_FR.pdf)

<sup>40</sup> المادة 1، القانون السنغالي. انظر أيضاً: القانون رقم AN/2008-029 المؤرخ 15 مايو 2008 بشأن مكافحة الاتجار بالأشخاص والممارسات المماثلة (بوركينا فاسو)، <https://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/ELECTRONIC/79122/84952/F1942473436/BFA-79122.pdf>، والقانون رقم 2003/025 المؤرخ 17 يوليو 2003 بشأن قمع الاتجار بالأشخاص (موريتانيا)، <https://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/ELECTRONIC/65094/113865/F-1222953954/MRT-65094.pdf>

<sup>41</sup> القانون رقم PR/2017/001 المؤرخ 8 مايو 2017 بشأن قانون العقوبات (تشاد)، <https://www.droit-afrique.com/uploads/Tchad-Code-penal-2017.pdf>

رقم 079-01 المؤرخ 20 أغسطس 2001)<sup>34</sup> يكمل أحكام قانون الاتجار ويحظر التحريض على التسول، واختطاف القصر، والاغتصاب، والتحرش الجسدي بالأحداث، والاعتداء الجنسي على الأطفال والاتجار بهم (المواد 183، 225، 226، 227، 228، 240، 241).

اختار المشرع التونسي والمغربي التوسع في مسألة نزع الأعضاء لتشمل الأنسجة البشرية، بما قد يشمل الخلايا أو الأمشاج أو الجينات (تونس). و يذهب هذا التوسع بعيدا بما يتجاوز التعريف الوارد في بروتوكول باليرمو والقرار 322/71 الذي اعتمده الجمعية العامة للأمم المتحدة<sup>35</sup> في 08 سبتمبر 2017، والذي يقتصر صراحةً على ذكر نزع الأعضاء والاتجار بها و"حث الدول الأعضاء على أن تمنع وتكافح الاتجار بالأشخاص لغرض نزع أعضائهم والاتجار بالأعضاء البشرية، وفقاً لالتزاماتها بموجب القانون الدولي والوطني، و على أن تعزز المساءلة باتخاذ تدابير يمكن أن تشمل منع نقل الأعضاء البشرية أو زرعها دون ترخيص وبيعها أو السمسرة فيها و شراءها بصورة غير مشروعة و الصفقات غير المشروعة الأخرى المتعلقة بالأعضاء البشرية، و منع الاتجار بالأشخاص لغرض نزع أعضائهم و أن تعمد، وفقاً للتشريعات الوطنية ذات الصلة، الى التحقيق في تلك الأعمال و ملاحقة مرتكبيها قضائياً و معاقبتهم" دون التنصيص على قمع حركة الاتجار بالخلايا أو الأنسجة البشرية.

بالإضافة إلى ذلك، لا يتضمن التشريع الموريتاني بشأن الاتجار استعمال العبودية أو الممارسات المشابهة للرق، بعد أن اختار تخصيص قانون محدد لهذه الجريمة<sup>36</sup>. فعلى سبيل المثال، كأداة تكميلية لمكافحة الاتجار بالبشر، يعاقب دستور بوركينا فاسو الصادر في 11 يونيو 1991 على العبودية، والممارسات المرتبطة بالعبودية، والمعاملات اللإنسانية، والمعاملة القاسية والمهينة، والتعذيب الجسدي والمعنوي، وإيذاء وإساءة معاملة الأطفال، وجميع أشكال الاعتداء على الكرامة الإنسانية. لا يقتصر ذكر أشكال الاستغلال الواردة في التعريف على بروتوكول باليرمو. وبالتالي، فإنه بالنظر إلى العدد الكبير نسبياً من زيجات الأطفال أو الزواج القسري في البلدان التي شملتها الدراسة، فإن هذه الجريمة يمكن أن تكون جزءاً من أشكال الاستغلال التي تتيح تجريم أعمال الاتجار، كما نص على ذلك القانون التونسي، فيما يتعلق بالحالة الثانية.

## ب - أحكام إضافية

وفقاً لبروتوكول باليرمو، تقوم مختلف القوانين التي تمت دراستها بدمج الخصائص المتعلقة بموافقة الضحايا وكذلك القصر من الضحايا.

### 3.1 نشأة الظروف المتعلقة بإثبات عدم موافقة الضحية

بموجب القانون الدولي، كي تكتمل جريمة الاتجار، يجب أن يكون الاتجار قد ارتكب دون رضا الضحية البالغ سن الرشد. ووفقاً لذلك فإن القوانين تقر بوجود جملة من الأفعال تلغي الرضا وذلك عملاً بالتعريف الوارد في بروتوكول باليرمو (المادة 3، الفقرة أ) الاختطاف، والاحتيايل، والخداع، وإساءة استخدام السلطة أو حالة الضعف، أو عرض أو قبول مقابل مبلغ مالي أو مزايا للحصول على موافقة شخص لديه سلطة على شخص آخر بغرض الاستغلال.<sup>37</sup> يعتبر الرضا لا قيمة له " في الحالات التي يكون قد استُخدم فيها أي من الوسائل المبينة في الفقرة الفرعية (أ) "<sup>38</sup>، حتى لو تم منح الموافقة، وذلك بهدف حماية المجتمع دون اعتبار للمصالح الفردية: فالقانون الجنائي حريص على هذه المسألة. فضل المشرعون أن يدرجوا في تعريف الاتجار الظروف التي تدل على عدم الموافقة، مثل استخدام التهديد، أو الإكراه، أو العنف، أو الممارسات الاحتياطية ضد الضحية، التعسف في استغلال السلطة أو حالة من الضعف.

<sup>34</sup> <https://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/ELECTRONIC/64577/73899/F1148099431/MLI-64577.pdf>

<sup>35</sup> القرار 322/71: تدعيم و تعزيز التدابير الفعالة و التعاون الدولي في مجال التبرع بالأعضاء و زرعها لمنع و مكافحة الاتجار بالأشخاص لغرض نزع

أعضائهم و الاتجار بالأعضاء البشرية، <https://undocs.org/ar/A/RES/71/322>

<sup>36</sup> قانون رقم 031-2015 المؤرخ 10 سبتمبر 2015 بشأن تجريم العبودية و قمع ممارسات العبودية (موريتانيا)،

<http://www.coursupreme.mr/fr/docs/loi%20esclavage%201%20fr.pdf>

<sup>37</sup> بروتوكول باليرمو، <https://www.ohchr.org/AR/ProfessionalInterest/Pages/ProtocolTraffickingInPersons.aspx>

<sup>38</sup> المادة 3 ب من بروتوكول باليرمو

الثلاثية " الفعل - الوسائل - الغرض " حتى يتحقق الركن المادي للجريمة. ومن ناحية أخرى، تجدر الإشارة إلى العديد من الفوارق الهامة.

في الحقيقة، فإنه على الرغم من أن تعريف الاتجار الوارد في المادة 1 من قانون بوركينا فاسو يتوافق تماماً مع التعريف المنصوص عليه في المادة 3 من بروتوكول باليرمو، إلا أن هذا الأمر لا ينطبق على التعاريف المنصوص عليها في قوانين الدول الأخرى التي تمت دراستها.

#### الفعل

بالنسبة لجميع البلدان التي شملتها الدراسة، يظل العنصر المادي لتجريم الاتجار بالأشخاص متمثلاً في تجنيد الأشخاص ونقلهم وتقليبهم لأجل الاستغلال. ومع ذلك، فإن القانون الموريتاني لا ينص على إيواء أو استقبال الأشخاص. ومن شأن هذا الإغفال أن يجعل من المستحيل مقاضاة شخص لأنه قد يكون قام بإيواء شخص لأجل استغلاله دون الحق في استعمال الإمكانيات المتاحة في الإجراءات الأخرى التي تم تحديدها في التعريف الدولي.

فعلى سبيل المثال، على الرغم من أن القانون التشادي قد أعتد مؤخرًا، فإن فعل التجنيد أو النقل أو الإيواء أو الاستقبال منصوص عليه ومعاقب عليه بموجب المادة 330 من قانون العقوبات. بالإضافة إلى ذلك، ينص التعريف في دولة مالي على الفعل "داخل أو خارج بلد ما"، بما من شأنه أن يعزز، من خلال هذا التأكيد، الطابع عبر الوطني أو الوطني للاتجار<sup>32</sup>.

بالإضافة إلى ذلك، فإن نص التجريم الوارد في القانون التونسي هو الوحيد الذي يشترط أن يقوم الجاني بارتكاب أحد هذه الأفعال لجعل الضحية تحت تصرف طرف ثالث (معرفة هويته ليست شرطاً) أو تحت تصرفه الخاص. وتبدو هذه الدقة مهمة لأنها تسمح بمقاضاة الوسطاء بشكل خاص والاستغلال للأغراض الشخصية.

بينما لم تتوسع القوانين السنغالية أو المالية أو الموريتانية أو التونسية أو قانون العقوبات التشادي في نطاق الأفعال التي يمكن القيام بها لتحقيق الجريمة، فإن قانون العقوبات المغربي من جانبه، في المادة 448.1، يضاعف الاحتمالات بإضافة القيام بـ "تدريب [شخص ... أو ...] للعمل كوسيط"<sup>33</sup>. وفي الواقع، فقد يكون من الصعب تحديد الاختلافات بين مفهوم "التجنيد" و "التدريب". بالإضافة إلى ذلك، فإنه في حالات الاتجار، عندما يكون شخص ما متورطاً بطريقة ما في ارتكاب أحد الأفعال المذكورة، يكون عرضة للملاحقة الجنائية. والأمر موكول للسلطة القضائية لإثبات دور كل شخص، سواء كان وسيطاً أم لا.

#### الوسائل

تجمع التشريعات الثمانية على الأخذ بوسائل الاستغلال، وفقاً لنفس المعايير (اللجوء إلى العنف، الخداع، التهديدات، الاجبار، وحالة الضعف ...)، باستثناء مدونة القانون الجنائي المغربي الذي ينص في المادة 448.1 على إضافة حالات "الحاجة أو الهشاشة". وهنا مرة أخرى، قد يؤدي الاهتمام بالدقة الذي انتهجه المشرع إلى تعقيد مهمة القضاة الذين قد يجدون صعوبة في التمييز بين حالة الضعف وحالة الحاجة أو الهشاشة، حيث يتم إدراج الأخيرتين في حالات الضعف. علاوة على ذلك، فإنه لم يتم التطرق إلى تعريف "الحاجة" بشكل صريح كما يمكن أن يكون من الصعب التحقق من وجودها المادي، حيث تغطي عدة مجالات (عاطفية، اجتماعية، اقتصادية ...). من جانبه، اعتبر المشرع التشادي استخدام بعض الوسائل ظرفاً مشدداً، ينتج عنها مضاعفة العقوبة المنكبة. حيث تنص المادة 331 من القانون الجنائي على أنه "تضاعف العقوبات المنصوص عليها في المواد 327 و 328 و 329 و 330 أعلاه (أ) في حالة التهديد، أو استخدام القوة، أو غير ذلك من أشكال الإكراه، أو الاختطاف، أو الاحتيال أو الخداع، أو إساءة استخدام السلطة، أو استغلال حالة الضعف، أو الاستغلال". فالتعريف على هذا النحو يوسع من مجال عمل القاضي ولكنه قد يجعل من مسألة تحديد موافقة الضحية، التي سنتم مناقشتها أدناه، أكثر تعقيداً أو مستحيلة.

#### الهدف

تكمن التغييرات الرئيسية، في ضوء التعريف المنصوص عليه في المادة 3 من بروتوكول باليرمو، في تعديل قائمة أشكال الاستغلال المجرمة. فبالإضافة إلى جرائم استغلال بغاء الغير أو غيره من أشكال الاستغلال الجنسي، أو السخرة أو الخدمات القسرية، أو العبودية أو الممارسات المشابهة للرق، أو الاستعباد، أو انتزاع الأعضاء البشرية، تم إضافة جرائم أخرى جديدة تتعلق بالاستغلال مثل استغلال التسول في النيجر وتونس والمغرب. وفيما يتعلق بالقصر، فإن قانون العقوبات في مالي (القانون

<sup>32</sup> المادة 1، القانون رقم 023-2012 المؤرخ 12 يوليو 2012 بشأن مكافحة الاتجار بالأشخاص والممارسات ذات المماثلة (مالي)،

<https://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/MONOGRAPH/96582/114157/F341290574/MLI-96582.pdf>

<sup>33</sup> تم نقله إلى قانون العقوبات المغربي بموجب القانون رقم 14-27 بشأن مكافحة الاتجار بالبشر.

تدعو هذه المحصلات الثلاث إلى عدة ملاحظات. أولاً، عند صياغة اتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة الجريمة المنظمة عبر الوطنية وبروتوكولها الإضافيين، اختارت الدول الأطراف في الاتفاقية على صياغة بروتوكولين إضافيين، أحدهما بشأن تهريب المهاجرين عن طريق البر والبحر والجو، والآخر حول الاتجار بالأشخاص. في ذلك الوقت، رغب القائمون على صياغة البروتوكولين في التأكيد على أهمية هذين المفهومين، وخصائصهما في مجال مكافحة الجريمة المنظمة عبر الوطنية واختلافاتهما من حيث الجرم المرتكب (تجاه الأشخاص لأغراض الاتجار، تجاه الدول فيما يتعلق بتهريب المهاجرين)، ولكن أيضاً من حيث المسؤولية تجاه الأشخاص ضحايا الاتجار أو الذين يتم تهريبهم. وعلى هذا النحو، فإنه لا ينبغي الربط بين التعريفين وذلك لتجنب الوقوع في اختصارات سريعة وخاطئة في بعض الأحيان بين الجريمتين أو خلق ارتباك في أذهان الجهات الفاعلة المسؤولة عن تطبيق القانون. لذلك فإن لدى موريتانيا قانونين منفصلين وفقاً لروح البروتوكولات الإضافية للاتفاقية<sup>30</sup>.

بالإضافة إلى ذلك، فإنه فيما يتعلق باستغلال الآخرين لغرض التسول، فإنه يوجد تشابه كبير مع جريمة الاتجار بالأشخاص كما أنها تخضع لتفسيرات ذاتية. وفي الواقع، فإن استغلال الآخرين لغرض التسول لا يستند من حيث المبدأ إلى أي اتفاقية دولية وقبولها كجريمة تشبه الاتجار يرقى إلى اعتبار أن استغلال التسول هو شكل من أشكال الاتجار.

تم استهداف استغلال التسول في النصوص المختلفة لمعاقبة استخدام الأشخاص الضعفاء في التسول (الأشخاص ذوي الإعاقة والفقير وما إلى ذلك)، وهو شكل من أشكال الاستغلال المنتشر في بلدان الساحل وهو يُعتبر بمثابة الاعتداء الخطير على كرامة الأشخاص الذين يقومون بالتسول.

بيد أنه عند صياغة قوانين الاتجار بالأشخاص، اختار المشرعون في النيجر والمغرب وتونس اعتماد قوانين تركز حصرياً على الاتجار بالأشخاص وإدماج استغلال التسول في تعريف الاتجار بالأشخاص<sup>31</sup>.

بالنسبة لموريتانيا، في عنوان القانون رقم 2003/25 المؤرخ 17 يوليو 2003 بشأن قمع الاتجار بالأشخاص، صرح المشرع صراحةً بأنه لن يتطرق في القانون إلا إلى الجانب القضائي الذي يهدف إلى مكافحة مرتكبي الجريمة. ويتضمن هذا القرار استنساخاً فعلياً لبروتوكول باليرمو في القانون المحلي يركز على الملاحقة القضائية، ويحتمل أن يحجب الجوانب الأخرى ("ال" 4). وفي الواقع، فإن القانون لا يتضمن عناصر الحماية والوقاية والشراكة، وهو ما قد يبدو مخالفاً للمقاربة المتكاملة لمكافحة الاتجار بالبشر التي تدعو إليها المحافل الدولية.

اختارت بوركينيا فاسو ومالي والسنغال تعديل تشريعاتها لاعتماد قانونين منفصلين، يعاقب أحدهما على الاتجار بالأشخاص، فيما يعاقب القانون الآخر على تهريب المهاجرين، وذلك ضمن إطار مراجعة هذه الدول لقوانينها.

## 1.2 التعاريف المنفقة عموماً مع بروتوكول باليرمو

عند النظر في تعريف الاتجار بالمعنى الدقيق للمصطلح، فمن الضروري احترام العناصر الثلاثة التي تشكل العنصر المادي للجريمة. فقد قررت الدول أثناء صياغة البروتوكول أن يكون هناك عمل تحضيرية (التجنيد، النقل، التنقل، الإيواء أو الإستقبال)، واستخدام الوسائل (الإكراه، إساءة استخدام الضعف، الوعد الكاذب، وما إلى ذلك)، والهدف الذي يحدده شكل الاستغلال المستخدم. وفي التعاريف، على النحو الذي صاغه المشرعون في الدول الثماني موضوع هذه الدراسة، تم احترام

<sup>30</sup> القانون رقم 2010-021 المؤرخ 10 فبراير 2010 بشأن مكافحة تهريب المهاجرين،

[http://carim-south.eu/carim/public/legaltexts/LE3MAU1507\\_1285.pdf](http://carim-south.eu/carim/public/legaltexts/LE3MAU1507_1285.pdf)

والقانون رقم 025-2003 بشأن قمع تهريب المهاجرين الاتجار بالأشخاص (موريتانيا)،

<https://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/ELECTRONIC/65094/113865/F-1222953954/MRT-65094.pdf>

<sup>31</sup> الأمر رقم 86-2010 المؤرخ 16 ديسمبر 2010 بشأن مكافحة الاتجار بالأشخاص (النيجر)،

<https://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/ELECTRONIC/102322/123633/F-1439136033/NER-102322.pdf>

القانون رقم 27-14 بشأن مكافحة الاتجار بالبشر (المغرب)،

<https://www.lejurieste.ma/2016/12/26/%D8%A7%D9%84%D9%82%D8%A7%D9%86%D9%88%D9%86-%D8%B1%D9%82%D9%85-27-14-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%AA%D8%B9%D9%84%D9%82-%D8%A8%D9%85%D9%83%D8%A7%D9%81%D8%AD%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D8%A7%D8%AA%D8%AC%D8%A7%D8%B1>

القانون الأساسي عدد 61 لسنة 2016 المؤرخ 3 أغسطس 2016 بشأن منع ومكافحة الاتجار بالأشخاص (تونس)،

<http://www.legislation.tn/sites/default/files/news/ta2016611.pdf>

وتُظهر هذه الدراسة المقارنة والتأليفية للقوانين الاختلافات القوية التي لا تزال قائمة في فهم تملك مكافحة الاتجار بالأشخاص، كما تمكّن من تسليط الضوء على الممارسات الجيدة المعمول بها. يعتمد تقدم الدراسة على المبادئ الرئيسية المنصوص عليها في بروتوكول باليرمو، وهي الوقاية، والملاحقة القضائية للجناة، وحماية الضحايا، والشراكة والتي يشار إليها عادة باسم اللاءات الأربعة "الـ 4<sup>29</sup> x". وعليه، فإنه بعد القيام بمقارنة مختلف التعاريف المتعلقة بالاتجار التي وضعتها البلدان المستهدفة، سيتم التطرق على التوالي الى تحليل الأحكام التشريعية المتعلقة بالملاحقة الجنائية، وحماية ومساعدة الضحايا، والوقاية والتعاون، قبل القيام باقتراح توصيات تستند إلى الممارسات الجيدة.

## I. تعاريف ذات نطاق قانوني غير متساوي

فيما يتعلق بالمادة 3 من بروتوكول باليرمو، فإن تحليل التعاريف الواردة في مختلف قوانين مكافحة الاتجار بالأشخاص (أ) وأحكامها التكميلية (ب)، يجعل من الممكن تحديد المواقف المتقاربة والمتباينة التي اتخذتها البلدان التي تتناولها الدراسة وتحديد معالم تعريف يتلاءم مع السياق الموريتاني.

أ- العناصر المكوّنة للتعاريف الخاصة بالاتجار  
إن مكافحة الاتجار بالبشر تحكمها مجموعة القوانين الوطنية لكل دولة وذلك بالاستناد إلى الأحكام القانونية الواردة في اتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة الجريمة المنظمة عبر الوطنية وبروتوكولها الإضافي بشأن مكافحة الاتجار بالأشخاص. لقد قامت كل دولة من الدول التي تمت دراستها في هذه الدراسة باعتماد قانون لمكافحة الاتجار بالأشخاص. ففي تشاد، يعتبر الأمر الرئاسي 18/006، الذي يجرم الاتجار بالأشخاص، حديثاً جداً (يونيو 2018)، وترد الأحكام المتعلقة بهذه الجريمة في القانون الجنائي الجديد لعام 2017، في المواد 327 إلى 333. كما تم اقرار بعض الأحكام الأخرى أيضاً والتي سيتم ذكرها لاحقاً.

### 1.1 عناوين ذات نطاق غير متكافئ

قبل دراسة محتوى التعاريف المتعلقة بالاتجار بالأشخاص، تجدر الإشارة إلى أن بعض التشريعات التي شملتها الدراسة تدمج الاتجار بالأشخاص و "الممارسات المماثلة" في نص واحد. وغالباً ما يتم تحديد هذه "الممارسات المشابهة" على أنها تهريب المهاجرين واستغلال التسول. وهكذا، فإن القانون رقم AN/2008-029 المتعلق بمكافحة الاتجار بالأشخاص والممارسات المماثلة في بوركينا فاسو (المشار إليه فيما يلي باسم "قانون بوركينا فاسو") يخلط في الفصل الأول منه بين الاتجار بالأشخاص والممارسات المماثلة ولكن في أقسام مختلفة، في حين أن القانون رقم 023-2012 المؤرخ 12 يوليو 2012 بشأن مكافحة الاتجار بالأشخاص والممارسات المماثلة في مالي (المشار إليه فيما يلي باسم "القانون المالي") سيحدد في نفس الباب المخالفات الثلاث المستهدفة، فيما يقوم الباب الثاني بتحديد نظام العقوبات المطبق عليها. وأخيراً، سوف يحدد القانون رقم 06-2005 المؤرخ 10 مايو 2005 بشأن مكافحة الاتجار بالأشخاص والممارسات المماثلة وحماية الضحايا في السنغال (المشار إليه فيما يلي "القانون السنغالي") الاتجار بالأشخاص واستغلال الآخرين لغرض التسول في نفس الباب ومن ثم التطرق الى تهريب المهاجرين في باب مختلف.

سيما تلك المتعلقة بحق المرأة في اختيار محل إقامتها و سكنها، إلا بقدر ما كان هذا الحكم لا يهم سوى المرأة غير المتزوجة. المادة 16، الفقرة 1 (ج) و (هـ) و (ز) لدى حكومة جمهورية النيجر تحفظات على الأحكام المذكورة أعلاه في المادة 16، و خاصة فيما يتعلق بنفس الحقوق والمسؤوليات أثناء الزواج وعند فسخه، نفس الحقوق في أن تقرر، بحرية وبإدراك للنتائج، عدد أطفالها والفاصل بين الطفل والذي يليه، الحق في اختيار اسم الأسرة. تعلن حكومة جمهورية النيجر أن أحكام المادتين 2 (د) و (و)؛ 5-أ، 5-ب؛ 4-15، 16-ج، 1-د، 1-و، المتعلقة بالعلاقات الأسرية لا يمكن تطبيقها على الفور لأنها تتعارض مع العادات والممارسات المعمول بها حالياً، والتي بطبيعتها لا تتغير الا بمرور الوقت وتطور المجتمع، وبالتالي لا يمكن إلغاؤها بصفة فورية من قبل السلطة".  
أنظر [https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=IND&mtdsg\\_no=IV-8&chapter=4&lang=fr&clang=fr#EndDec](https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=IND&mtdsg_no=IV-8&chapter=4&lang=fr&clang=fr#EndDec).

<sup>29</sup> يشار إليها بالفرنسية و الانقلزية ب "4 P" أي:

وباعتبارها نقطة التقاء بين إفريقيا جنوب الصحراء وشمال إفريقيا، فإن موريتانيا تعتبر بلدا للهجرة والعبور، وهو ما ينجح عنه إمكانية أن تقوم شبكات المتاجرين بالأشخاص باستغلال السكان الأشد ضعفاً. وفي سياق الهجرة غير النظامية نحو البلدان المغاربية ثم أوروبا، تشهد المناطق المنجمية على الحدود بين تشاد وليبيا أو بين السنغال ومالي تطور أشكال متعددة من الاستغلال (السخرة والبغاء على سبيل المثال). كما تشهد المناطق والموانئ الساحلية ظهور الدعارة القسرية بين السكان المهاجرين، ولا تزال العبودية المنزلية مستمرة في عديد البلدان، ولا سيما بين الفتيات والنساء. وفي مواجهة هذه المحصلة، أرادت الدول تنفيذ سياسات عامة حقيقية تهدف إلى مكافحة الاتجار على أراضيها ولكن أيضاً عن طريق تسهيل التعاون بين بعضها في المسائل القضائية وتنسيق أعمالها.

وفقاً للمادة 3 من البروتوكول الإضافي لاتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة الجريمة المنظمة عبر الوطنية لمنع وقمع ومعاينة الاتجار بالأشخاص، وخاصة النساء والأطفال، لعام 2000، يُعرّف الاتجار بأنه:

"(أ) [...] تجنيد أشخاص أو نقلهم أو تنقيحهم أو إيواؤهم أو استقبالهم بواسطة التهديد بالقوة أو استعمالها أو غير ذلك من أشكال القسر أو الاختطاف أو الاحتيال أو الخداع أو استغلال السلطة أو استغلال حالة استضعاف، أو بإعطاء أو تلقي مبالغ مالية أو مزايا لنيل موافقة شخص له سيطرة على شخص آخر لغرض الاستغلال. ويشمل الاستغلال، كحد أدنى، استغلال دعارة الغير أو سائر أشكال الاستغلال الجنسي، أو السخرة أو الخدمة قسراً، أو الاسترقاق أو الممارسات الشبيهة بالعبودية، أو الاستعباد أو نزع الأعضاء؛ [...]"

(ج) يعتبر تجنيد طفل أو نقله أو تنقيحه أو إيواؤه أو استقباله لغرض الاستغلال "اتجاراً بالأشخاص"، حتى إذا لم ينطو على استعمال أي من الوسائل المبينة في الفقرة الفرعية (أ) من هذه المادة.<sup>26</sup>

غالباً ما يكون الاتجار بالأشخاص ظاهرة عبر وطنية. لذلك، يجب أن تمر مكافحة الاتجار عبر التعاون الدولي. ولقيام بذلك، من الضروري أن تعزز موريتانيا تشريعاتها المتعلقة بالاتجار من أجل تحديد كل المعالم وتسهيل التعاون مع الدول، ولا سيما في منطقة الساحل، والبلدان المغاربية، وبشكل أشمل مع جميع دول المجموعة الاقتصادية لدول غرب إفريقيا. وقد قامت دول المجموعة الاقتصادية لدول غرب إفريقيا المجاورة بوضع صكوك قانونية وسياسية لمكافحة الاتجار، لا سيما: اتفاقية المجموعة الاقتصادية لدول غرب إفريقيا بشأن المساعدة المتبادلة في المسائل الجنائية، اتفاقية المجموعة الاقتصادية لدول غرب إفريقيا بشأن تسليم المجرمين، وخطة العمل المشتركة لعام 2006 لمكافحة الاتجار في المجموعة الاقتصادية لدول غرب إفريقيا والمجموعة الاقتصادية لدول وسط إفريقيا. تمتلك جميع الدول في المنطقة تقريباً تشريعاتاً بشأن الاتجار بالبشر وتقوم تدريجياً بتنفيذ سياسات متكاملة قصد محاربة مرتكبي الجرائم من جهة ومساعدة الضحايا من جهة أخرى. ويوجد في البلدان المغاربية أيضاً تشريعات ذات صلة تستند إلى بروتوكول باليرمو.

صدّقت البلدان الثمانية التي شملتها هذه الدراسة على اتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة الجريمة المنظمة عبر الوطنية وبروتوكولها الإضافي بشأن الاتجار<sup>27</sup>. كما قامت الدول الأعضاء أيضاً بالتصديق على اتفاقية الأمم المتحدة لحقوق الطفل لسنة 1989. وقد صدّقت بوركينا فاسو، ومالي، وموريتانيا، والنيجر، والسنغال على اتفاقية الأمم المتحدة لعام 1990 بشأن حماية حقوق جميع العمال المهاجرين وأفراد أسرهم. وأخيراً، صدّقت الدول المعنية على اتفاقية الأمم المتحدة للقضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة لعام 1979، مع بعض التحفظات في حالتها موريتانيا والنيجر<sup>28</sup>.

[www.unodc.org/unodc/en/data-and-analysis/glotip.html](http://www.unodc.org/unodc/en/data-and-analysis/glotip.html)

<sup>26</sup> أنظر النص كاملاً <https://www.ohchr.org/AR/ProfessionalInterest/Pages/ProtocolTraffickingInPersons.aspx>

<sup>27</sup> التصديق على بروتوكول الاتجار: بوركينا فاسو في 15 مايو 2002، مالي في 12 أبريل 2002، المغرب في 25 أبريل 2011، موريتانيا في 22 يوليو

2005، النيجر في 30 سبتمبر 2004، السنغال في 27 أكتوبر 2003، تشاد في 18 أغسطس 2009، تونس في 14 يوليو 2003.

<sup>28</sup> موريتانيا: "بعد أعمال النظر و الدراسة في اتفاقية الأمم المتحدة للقضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة، التي اعتمدها الجمعية العامة للأمم المتحدة في 18 ديسمبر 1979، وافقت عليها وتوافق عليها في كل جزء من أجزائها لا يتعارض مع الشريعة الإسلامية وفقاً لدستورنا. سحب جزئي للتحفظ: في 25 يوليو 2014، أبلغت حكومة موريتانيا الأمين العام بأنها تسحب جزئياً تحفظها العام، الذي أبدته عند الانضمام للاتفاقية، والذي لا يزال سارياً على الفقرة (أ) من المادة 13 والمادة 16 من الاتفاقية.

النيجر: "التحفظات: الفقرتان (د) و (و) من المادة 2. لدى حكومة جمهورية النيجر تحفظات فيما يتعلق بالفقرتين (د) و (و) من المادة 2 المتعلقة باتخاذ التدابير المناسبة لإلغاء أي عادات وممارسات تميز ضد المرأة، وخاصة في مادة المواريث. المادة 5، الفقرة (أ) لدى حكومة جمهورية النيجر تحفظات على تعديل الأنماط الاجتماعية و الثقافية وأنماط سلوك الرجال والنساء. المادة 15، الفقرة 4: تعلن حكومة جمهورية النيجر أنه لا يمكنها أن تلتزم بأحكام هذه الفقرة، ولا



القطاعية التي تنظم هذا المجال حصريًا. وفي واقع الحال، فقد سعت بعض البلدان إلى التغلب على الثغرات القانونية الموجودة من خلال وضع العديد من الأحكام التفصيلية في مادة الإجراءات الجزائية، أو إجراءات الحماية، أو المساعدة، أو التنسيق الوطني.

وبالتالي، فإنه من الضروري الأخذ بعين الاعتبار الفرق القائم بين الاتجار بالأشخاص ومختلف أشكال الاستغلال. وفي الواقع، قد يكون بعض الأشخاص في بعض الأحيان ضحايا لأحد أشكال الاستغلال المنصوص عليها في تعريف الاتجار بالأشخاص والمنصوص والمعاقب عليها أيضا في قانون العقوبات، دون أن يكون بالإمكان اكتشاف جريمة الاتجار بالأشخاص، بالرغم أنه من الناحية العملية يوجد تداخل بالضرورة بين الاتجار وأشكال الاستغلال هذه (في حالة العبودية مثلا، قد تتضمن الجريمة العناصر الثلاثة - التجنيد والإكراه والاستغلال). وتوفر جريمة الاتجار بالبشر، كما يتصورها بروتوكول باليرمو، حماية أكثر شمولاً (تحديد مهم للإكراهات واستجابة تركز على الضحايا). وبناء عليه، فإنه عند الشروع في الملاحقات القضائية، سيكون على القضاة أن يقرروا ما إذا كانوا سيقومون بتكييف الأفعال باعتبارها تتعلق بالعبودية أو بالاتجار (الذي يتضمن العبودية كشكل من أشكال الاستغلال، في التعريف القانوني الدولي). وينبغي على القضاة أن يضعوا في اعتبارهم أن قانون الاتجار بالبشر، الذي تمت صياغته وفقاً للبروتوكول، سوف يوفر للضحايا حماية أكثر شمولاً وأدوات رادعة أكثر فاعلية لإنفاذ القانون ضد الجناة.

بالإضافة إلى ذلك، يهدف القانون أيضاً إلى التعبير عن الالتزامات الدولية التي يجب على الدولة أن تفي بها. وسيصبح القانون المخصص كلياً أو جزئياً للاتجار النص المفضل لنقل الالتزامات الناشئة عن الاتفاقيات الدولية والإقليمية في مسألة مكافحة الاتجار بالأشخاص إلى القانون الوطني.

يتبين من هذه الدراسة التحليلية أن الغالبية العظمى من المشرعين قد سعوا من خلال مختلف القوانين إلى تحويل هذه الالتزامات التي تتجاوز الحدود الوطنية إلى تشريعاتهم الوطنية. ومع ذلك، تجدر الإشارة إلى أن بعض الالتزامات الناشئة عن البروتوكول لم تنعكس في العديد من القوانين، وخاصة الأحكام المتعلقة بحماية الضحايا ومساعدتهم. وتشير التوصيات الختامية إلى الالتزامات التي ينبغي إدراجها في النص التشريعي، وفقاً للقانون الداخلي.

في موريتانيا، أكدت ورشة متعددة التخصصات نُظمت في 13 ديسمبر 2018 في نواكشوط بالتعاون مع وزارة العدل الموريتانية، أشرف عليها قضاة، أهمية العديد من هذه التوصيات، كما قدمت مقترحات أخرى في توافق واعد بين الجهات الفاعلة المؤسسية والمجتمع المدني الموريتاني.

## مقدمة

يعد الاتجار بالأشخاص (يشار إليه فيما يلي "الاتجار") أحد أكثر الأنشطة الإجرامية المربحة، خاصة بالنسبة لمجموعات الجريمة المنظمة. وتؤثر هذه الجريمة على السكان في جميع القارات وتتطور في بلدان المقصد ولكن أيضاً في بلدان العبور والمنشأ. وتخفي هذه الآفة حقيقة اقتصادية واجتماعية تتجاوز الحدود.

يتعرض الملايين من الأشخاص إلى النزوح، إما من بلد إلى آخر أو داخل نفس الدولة، ويتم استغلال هؤلاء من قبل أفراد أو مجموعات من الأفراد يستفيدون من استغلال ضعفهم.

وفقاً لمنظمة العمل الدولية<sup>24</sup>، فإن هذا النشاط الإجرامي المربح للغاية يمثل 150 مليار دولار أمريكي، تأتي ثلثها، أي 99 مليار دولار، من الاستغلال الجنسي، في حين أن 51 ملياراً الأخرى تأتي من الاتجار بالأشخاص لأغراض تتعلق بالاستغلال الاقتصادي، بما في ذلك العمل المنزلي، والعمل الزراعي، والأنشطة الاقتصادية الأخرى.

وفقاً للتقرير العالمي حول الاتجار بالأشخاص لعام 2016 الصادر عن مكتب الأمم المتحدة المعني بالمخدرات والجريمة، فإن الأطفال يمثلون 62٪ من جميع الضحايا<sup>25</sup> في إفريقيا والشرق الأوسط

<sup>24</sup> HYPERLINK "http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS\_243295/lang--fr/index.htm" [www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS\\_243295/lang--fr/index.htm](http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_243295/lang--fr/index.htm)

<sup>25</sup> ملخص تحليلي لتقرير 2014 بالفرنسية :

[https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/glotip/GLOTIP14\\_ExSum\\_french.pdf](https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/glotip/GLOTIP14_ExSum_french.pdf)  
تقرير كامل باللغة الانجليزية :

## ملخص تحليلي

### السياق

سنتت جمهورية موريتانيا الإسلامية (المشار إليها فيما يلي باسم "موريتانيا") قانون رقم 2003/025 المتعلق بمكافحة الاتجار بالأشخاص الذي تم اعتماده لجعل قانونها الوطني مطابقاً للمعاهدات الدولية التي صادقت عليها. ويمكن المقارنة بشكل إيجابي بين رغبة السلطات في مكافحة هذا النوع من الجريمة مع رغبة العديد من البلدان في المنطقة التي قررت تعديل قوانينها الحالية، وإشراك المؤسسات في آلية المكافحة، وإنشاء آليات تنسيقية وتوجيهية على المستوى الوطني وذلك لملء الثغرات القانونية القائمة.

في موريتانيا، تمثل المعاهدات المصادق عليها وفقاً للقواعد القانونية المعمول بها جزءاً من القانون الداخلي. إذ تنص المادة 80 من الدستور على أن المعاهدات أو الاتفاقيات المصدق أو الموافق عليها تتمتع بسلطة أعلى من سلطة القوانين وذلك بمجرد ان يطبقها الطرف الآخر. وباعتبار أن موريتانيا قد صدقت على البروتوكول الإضافي لاتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة الجريمة المنظمة عبر الوطنية المؤرخة 15 نوفمبر 2000 لمنع وقمع ومعاقبة الاتجار بالأشخاص، خاصة النساء والأطفال (المشار إليه أدناه "بروتوكول باليرمو")، فإنه يبدو من المهم أن تعمل السلطات على النظر في التشريعات لتعزيز مكافحة الجريمة المنظمة عبر الوطنية بشكل عام، وضد الاتجار بالأشخاص في عنصرها الدولي بشكل خاص.

وقد تبين أنه من الضروري القيام بدراسة تحليلية مقارنة وتأليفية لـ 8 تشريعات مطبقة في بلدان المغرب العربي والساحل، وذلك لأجل وضع مشروع قانون جديد حول الاتجار بالأشخاص في موريتانيا ضمن إطار إقليمي متماسك ومتناسق. وهي عملية انخرطت فيها سلطات بوركينا فاسو ومالي والسنغال مؤخراً، حيث يتم القيام بإعداد مشاريع قوانين لتعديل قوانينها المتعلقة بالاتجار. وقد قامت مالي والسنغال بصياغة مسودة أولى لمشروع القانون. أما بالنسبة لبوركينا فاسو، فإنه من المتوقع أن يبدأ العمل في نهاية 2019. وقبل هذه الدول، شرعت النيجر في سنة 2010 وتونس في سنة 2016 في العملية نفسها وذلك لمواءمة تشريعاتها مع المعايير الدولية.

ويهدف التحليل المقارن لتشريعات بوركينا فاسو، ومالي، والمغرب، والنيجر، والسنغال، وتشاد، وتونس، وموريتانيا إلى تمكين السلطات الموريتانية من بدء مراجعة تهدف إلى تعزيز الأحكام التشريعية القائمة.

وقد اعتمدت جميع البلدان المذكورة أعلاه تشريعات خاصة بالاتجار: بحسب المواضيع المختلفة التي تم تناولها ووفقاً للبلدان التي تمت دراستها، فإنه يمكن إكمال القانون الوضعي الجاري به العمل في مكافحة الاتجار.

تقدم التشريعات المختلفة التي تمت دراستها نظرة عامة حول الصكوك القانونية الحالية والمفاهيم المختلفة التي تم تناولها من خلال النصوص. ومع ذلك، فإن هذه النصوص أبعد ما يكون أن تكون لها أهداف متطابقة. فبعض المجالات تخضع لقواعد يمكن استكمالها، بينما لا تخضع مجالات أخرى لأي إطار قانوني، خصوصاً فيما يتعلق بالأحكام الإجرائية، أو تدابير الحماية أو المساعدة.

إن من شأن إجراء حوار بشأن التعديلات التشريعية المحتملة أن يساعد على إيجاد توافق في الآراء للمضي قدماً في اعتماد مشروع نص نهائي في موريتانيا تجتمع عليه جميع الأطراف الفاعلة في مكافحة الاتجار بالأشخاص، وهو ما سيمكّن في نهاية المطاف من الحصول على أساس قانوني وطني يُبنى عليه العمل.

إن الهدف المعلن من هذا التحليل هو اقتراح أداة لتسهيل التفكير، وتجنب المآزق الناتجة عن تراكم التفاصيل قليلة الفائدة لفهم القانون، ودمج جميع الأبعاد المتعلقة بهذه المسألة. وتهدف هذه الدراسة التحليلية المقارنة إلى تسليط الضوء على الأهداف الأساسية التي يتعين تحقيقها من خلال قانون بشأن الاتجار بالأشخاص، فضلاً عن الأشكال العملية والقضايا التي يتعين معالجتها أثناء تحليل القوانين الثمانية ومقارنتها.

يعد قانون مكافحة الاتجار بالأشخاص أداة قانونية تقوم بوضع المبادئ التوجيهية للأحكام الجزائية، وأحكام مساعدة الضحايا وحمايتهم، وآليات الوقاية وآليات التعاون والشراكات، على الصعيد الوطني والدولي.

ومع ذلك، يُظهر التحليل أنه تم التعاطي مع هذه الأهداف بشكل مختلف بحسب كل دولة. وعلى الرغم من أن بعض الجوانب قد تكون أغفلت أحياناً، فإنه يمكن، بالرغم من ذلك، التعامل معها بدقة شديدة بواسطة نصوص أخرى من خلال التشريعات

## المختصرات

4 "P" / اللاءات الأربع "ال" 4 x: الوقاية والحماية والمتابعة القضائية والشراكة

ANLTP / TIM : الوكالة الوطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص / تهريب المهاجرين

CEDEAO : المجموعة الاقتصادية لدول غرب أفريقيا

OIT : منظمة العمل الدولية

ON : منظمة غير حكومية

ONUDC : مكتب الأمم المتحدة المعني بالمخدرات والجريمة

02	المختصرات
03	ملخص تحليل السياق
04	مقدمة
06	<b>I. تعاريف ذوات نطاق قانوني غير متساوي</b>
06	أ- العناصر المكونة للتعاريف المتعلقة بالاتجار
06	1.1 عناوين ذات نطاق غير متكافئ
07	1.2 تعاريف متفقة بشكل عام مع بروتوكول باليرمو
09	ب - أحكام إضافية
09	3.1 نشأة الظروف المتعلقة بإثبات عدم رضا الضحية
10	4.1 الاستثناء المتعلق بعمر الضحية
11	<b>II. الدعاوى الجنائية المعززة بالإجماع</b>
11	1.2 - العقوبات المتوافقة مع الالتزامات الدولية
12	2.2 - الإجراءات الجنائية المنهكة بموجب القانون العادي
13	3.2 - ضرورة التعاون الدولي
14	<b>III. مساعدة وحماية الضحايا</b>
14	أ - حماية الضحايا
14	3.1 - الإغفاء من العقوبة لضحايا الاتجار
14	2.3 - حماية الضحايا أثناء الدعوى
14	3.3 - الحماية البدنية للضحايا والشهود
15	4.3 - التوسع في وسائل الحماية
16	ب - مساعدة الضحايا
16	5.3 - المساعدة البدنية والنفسية
17	6.3 - الحصول على الإقامة واحترام حقوق الضحايا
19	<b>IV. الوقاية والشراكة</b>
19	1.4 - مركزية الوقاية في السياسات العامة
19	2.4 - شراكة منسقة بالضرورة
21	<b>V. التوصيات</b>
22	<b>VI. التأملات الجارية في موريتانيا</b>
22	1.6 - ورشة العمل التعاونية الوطنية متعددة التخصصات
23	2.6 - المؤتمر الإقليمي
24	المراجع





دراسة إقليمية مقارنة  
التشريعات المتعلقة بالاتجار بالأشخاص  
بوركينا فاسو و مالي و المغرب و موريتانيا  
و النيجر و السنغال و تشاد و تونس

